

55 (من الإجمالي)

« Le Monde des livres »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14824 - 7 F

VENDREDI 25 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les projets de réforme de l'organisation internationale

Paris propose de renforcer le rôle de l'ONU

Ambitions allemandes

L'ALLEMAGNE ne cherchera pas à s'imposer, mais elle sera candidate à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, dans le cadre d'une réforme des Nations unies : M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères, a joué cartes sur table mercredi 23 septembre à la tribune de l'Assemblée générale.

Depuis l'unification allemande et la fin de l'ordre mondial issu de l'après-guerre, le débat sur le caractère obsoleète de la composition du Conseil de sécurité tend à intervenir régulièrement. Doit-on toujours considérer l'Allemagne et le Japon comme des « puissances ennemies », selon une terminologie tombée en désuétude, mais jamais officiellement abolie, de l'ONU ? Les sièges de membres permanents du Conseil de sécurité occupés par la France et la Grande-Bretagne sont-ils encore justifiés par d'autres critères que celui d'avoir appartenu au camp des vainqueurs en 1945 ? Les précédents intéressés, à Paris et à Londres, rétorquent que le statut de puissances nucléaires des cinq membres permanents légitime leur présence dans cette instance.

MAIS un front commun des exclus aspire à un siège dans ce directeur des affaires politiques mondiales fait maintenant entendre sa voix, d'autant plus fortement que l'ONU est sortie de la paralysie du temps de la guerre froide. Le Japon, arguant de l'ampleur de sa contribution financière, le Brésil et l'Inde, et même le Nigeria, espèrent de leur statut de puissance régionale, se sont faits les alliés de Bonn dans cette revendication d'une réforme des statuts des Nations unies.

La proposition, avancée naguère par M. Hans-Dietrich Genscher, d'attribuer un siège de membre permanent à la Communauté européenne, qui se substituerait ainsi à la France et au Royaume-Uni, avait fait long feu. A l'évidence, la CEE n'est pas encore en mesure de parler d'une seule voix dans le concert mondial : l'abstention allemande dans la guerre du Golfe et son activisme diplomatique dans le soutien aux Etats scissionnistes de l'ex-Yugoslavie n'auraient pas été simples à gérer dans le cadre d'une délégation unique à New-York.

FORT prudemment, M. Kinkel n'a pas fixé d'échéance pour cette réforme. Son pays n'est en effet pas encore prêt à assumer toutes les responsabilités liées au siège qu'il aspire à occuper. Il lui faut auparavant persuader son opinion publique de la nécessité de modifier la Constitution de la République fédérale, en permettant à l'Allemagne de participer à des actions militaires entreprises à l'initiative de l'ONU. Il importe également de ménager les susceptibilités françaises et britanniques dans une période où l'irritation devant l'exercice sans complexe de la puissance allemande réveille de vieilles peurs.

Bref, en la matière, il est urgent d'attendre. Pour faire son entrée dans le premier cercle des décideurs, l'Allemagne devra apprendre que la « politique du bon exemple » dont elle se prévaut depuis l'unification implique quelques obligations, pas toujours agréables.

Lire p. 4 l'article d'ARSENÉ BASSIR POUR

M0147 - 0825 0 - 7.00 F



Le ministre des affaires étrangères français, M. Roland Dumas, a confirmé, mercredi 23 septembre, que la France mettrait à la disposition des Nations unies un contingent de mille hommes pouvant intervenir « à tout moment ». « Je souhaite que cet exemple soit suivi, car l'organisation doit être assurée de pouvoir réagir vite et fort dès qu'un conflit menace ou s'embrace », a expliqué M. Dumas. Le ministre souhaite également l'instauration d'un droit de l'urgence comprenant des mesures d'avertissement et de protection.

Un « droit de l'urgence »

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

A l'occasion de son intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies, réunie en 47^e session, le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, a longuement évoqué, mercredi 23 septembre, les opérations de maintien de la paix « d'une ampleur sans précédent » menées par l'ONU.

Il a également exposé plusieurs dispositions qui permettraient à la fois de faciliter leur conduite et de prévenir de futurs conflits. Rappelant que la France a actuellement six mille hommes engagés sous la bannière des Nations unies (sur les quarante-cinq mille répartis dans une douzaine d'opérations différentes), M. Dumas a proposé que soit défini un « droit de l'urgence »

qui puisse être invoqué dans les cas de conflit où « le cessez-le-feu n'est ni total ni durable ». A ce sujet, le ministre a confirmé la volonté de la France de mettre à la disposition du secrétaire général de l'ONU, « à tout moment, un contingent de mille hommes pour une opération de maintien de la paix », de façon que « l'organisation puisse réagir vite et fort dès qu'un conflit menace ou s'embrace ».

Cette idée, qui avait déjà été évoquée par le président de la République lors du sommet du Conseil de sécurité qui s'était tenu en janvier dernier à New-York, et qui répond aux vœux de M. Boutros Boutros-Ghali tels qu'il les a exprimés dans son Agenda pour la paix, est toutefois très éloignée de la position des Etats-Unis.

SERGE MARTI
Lire la suite page 4

Référendum : les dix France

Le cocktail des « oui » et celui des « non » ne résultent pas d'un mélange aléatoire : chacun procède d'un choix précis

par Olivier Duhamel et Gérard Grunberg

L'analyse du référendum sur l'Union européenne révèle une multiplicité de nouveaux clivages parmi les électeurs. Une expression fait fureur : le 20 septembre aurait vu le choc de deux France. Le référendum, par définition binaire, produit une dualité, encore plus frappante lorsque l'on frôle le 50/50.

Mais le « oui » et le « non » n'ont pas opposé deux camps homogènes, chacun recouvre une grande diversité. Le cocktail des « oui » et celui des « non » ne résultent pas d'un mélange aléatoire, chacun est fabriqué avec des ingrédients bien précis. Autrement dit, il n'y a pas deux France mais dix France, cinq

d'entre elles ont produit le « oui », cinq d'entre elles le « non », et chacune de ces cinq France s'oppose à une autre.

1. La France dotée face à la France démunie. Ceux d'en haut face à ceux d'en bas, les élites face au peuple. Le résumé dépasse les excès tolérés de la caricature. Il passe sous silence les quatre ouvriers sur dix qui ont aidé le « oui ». Il oublie ceux du milieu, qui font les larges masses électorales. Cela admis, le « oui » et le « non » dessinent en effet deux France sociologiques (voir tableau 7).

Un des principaux déterminants du référendum se trouve dans le niveau d'instruction, puisque l'immense majorité des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ont voté

Avec le soutien énergique des banques centrales

Le franc se raffermi sur les marchés

La Banque de France, avec le soutien inconditionnel de la Bundesbank, semble être en train de gagner la bataille du franc, qui se raffermi lentement sur les marchés des changes. Le cours du mark est revenu de 3,42 francs mercredi à 3,4050 francs jeudi 24 septembre en fin de matinée, la banque centrale allemande n'intervenant que pour accélérer la remontée du franc. L'institut d'émission français a manœuvré de manière à porter à plus de 20 % les taux d'intérêt à court terme, afin d'étrangler la spéculation.

L'arme des taux

par François Renard

Fort du soutien inconditionnel de la Banque fédérale d'Allemagne, rendu public mercredi 23 septembre en tout début de matinée, et d'une manière tout à fait inhabituelle (le Monde du 24 septembre), la Banque de France a pu enfin manier l'arme des taux d'intérêt qu'elle hésitait à employer jusqu'à présent et engager une partie de bras de fer avec la spéculation, qui, vraisemblablement, et sauf incident de parcours, devrait permettre de stabiliser le franc dans ses parités actuelles.

Ce même mercredi, elle constatait d'abord qu'après un bref fléchissement de 3,4250 à 3,39 deutschemarks le cours de la devise allemande remontait à

3,42 DM, ce qui indiquait que les attaques contre le franc n'avaient pas entièrement cessé et que les marks sortis de ses caisses n'y rentraient pas, ou pas suffisamment, après une intervention vigoureuse en début de journée sur les marchés des changes. L'institut d'émission entreprenait alors d'assécher les liquidités sur la place de Paris, c'est-à-dire de mettre hors de portée des pyromanes le combustible destiné à alimenter l'incendie. Le but de l'opération est d'échouer les spéculateurs, qui, pour vendre des francs contre des marks et les racheter moins cher après une éventuelle dévaluation de notre monnaie, doivent les emprunter au préalable car ils ne les possèdent pas.

Lire la suite et l'article de FRANÇOISE LAZARE page 17

Des dizaines de morts dans les inondations

Le Sud-Est endeuillé

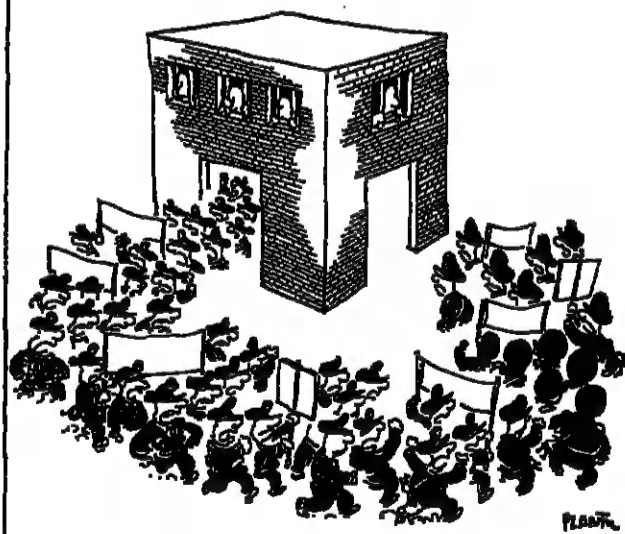
Les inondations qui ont frappé le Vaucluse, la Drôme et l'Ardeche, après les orages du mardi 22 septembre, ont causé la mort d'au moins trente-deux personnes, selon un bilan provisoire établi dans la matinée de jeudi 24 septembre. Les recherches continuent en effet dans la région de Vaison-la-Romaine pour retrouver la cinquantaine de personnes encore portées disparues. M. François Mitterrand a fait part, jeudi 24 septembre, dans un communiqué de sa profonde sympathie aux familles des victimes. Il a adressé ses remerciements aux sauveteurs ainsi qu'aux élus et aux représentants de l'Etat qui déploient une énergie remarquable. « D'ores et déjà la solidarité nationale s'organise. Elle ne faillira pas », a conclu M. Mitterrand. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a débloqué, mercredi 23 septembre, un crédit exceptionnel de 5 millions de francs.

Alors que la région a été déclarée « zone sinistrée » et que la population de Vaison fait preuve d'une grande solidarité dans l'épreuve, une polémique s'est engagée sur les responsabilités. Le drame relance le débat sur la prévention des risques naturels.

Lire p. 11 les articles de ROBERT BELLERET et de ROGER CANS

Consultation dans les prisons

La fin de l'heure de promenade



Lire page 12 les articles d'ANNE CHEMIN et de PASCALE SAUVAGE

Les partis divisés au lendemain du référendum

Alors que M. Chirac obtient la confiance du RPR, M. Chevènement et ses partisans pourraient être privés de l'investiture du PS.

Lire pages 9 et 10 les articles d'OLIVIER BIFFAUD et de PATRICK JARREAU

Coup de pouce au logement dans le budget 1993

En renforçant les avantages fiscaux pour les investissements dans la pierre, le gouvernement veut lutter contre la dégradation de l'immobilier.

Lire page 24

LE MONDE DES LIVRES

■ John Irving remarque Robertson Davies ■ La feuilleton de Michel Braudeau : « Plein la vue » ■ Histoires littéraires par François Bott : « Les colères de Calaferte » ■ Le peintre et l'Apocalypse ■ Le meilleur des ventres ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Plus près du ciel »

pages 25 à 32

FRANÇOIS NOURISSIER
de l'Académie Goncourt
Le Gardien des ruines
roman
"Orfèvre admirable."
Alain Bosquet, Le Magazine Littéraire
"La réussite qu'il convient de saluer d'emblée."
Angelo Rinaldi, L'Express
Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (y compris), 2,50 \$.

DÉBATS

Après-référendum

Abrutis, frileux et archaïques

par André Grijebine

La recomposition du paysage politique français, attendu depuis si longtemps par les commentateurs, a eu lieu à l'occasion de cette campagne. Mais personne ne s'en est aperçu. Elle n'a pas pris la forme escomptée d'une nouvelle majorité issue de ralliements divers, mais celle beaucoup plus radicale d'une inversion des rôles d'une bonne partie de la classe politique. De ce point de vue, on peut même dire que la gauche vient de faire subitement la révolution à laquelle elle avait renoncé depuis belle lurette, une révolution à 180 degrés.

Jusqu'ici, l'investiture et l'amalgame étaient les monopoles de l'extrême droite et des communistes. Au contraire, durant la campagne qui vient de se dérouler, c'est les personnalités les plus pondérées en temps normal qui se sont laissées aller à d'étranges dérapages. L'une a attribué le comportement des adversaires de Maastricht à la « désinformation » et à la « manipulation ». L'autre a évoqué un « Munich politique ». La troisième a parlé de « fascisme de la France ». La quatrième les a sommés de reconnaître leur hostilité au Marché commun et leur attachement à l'autarcie. Le playboy qui accusait les puristes du « non » de choisir la voie du déclin. Celui qui tentait de développer des arguments techniques contre le traité se voyait aussitôt accusé d'être un esprit rétrograde, motivé par un nationalisme étroit, défendant la même cause que M. Le Pen ou M. Marois, sans que ses arguments soient les moins du monde ébranlés.

La campagne pour le référendum s'est ainsi apparentée à un véritable tour de prestidigitation, escamotant le

débat technique sur les modalités d'avancement vers une monnaie unique que prévoit le traité pour exiger des électeurs qu'ils ne se prononcent pas sur une prétendue « dynamique européenne ». Seul le contenu (la construction européenne) devait être pris en considération, le contenu (les modalités techniques prévues) n'ayant guère d'importance. A ce compte-là, on pourrait faire passer à l'importe quelle réglementation, aussi absurde ou nuisible soit-elle, en tablant sur le caractère « européen » qui lui aurait été conféré par le fait qu'elle aurait été élaborée sous l'égide de la Commission européenne et entérinée par les gouvernements des pays membres.

Dans un réquisitoire de neuf pages publié par le *Nouvel Observateur* (10 septembre 1992), Jacques Julliard, éditorialiste généralement mieux inspiré, a clairement tranché les hésitations incongrues de ceux qui s'interrogeaient et penchaient pour le « non », en expliquant notamment, à n'en pas douter et en toute connaissance de cause, qu'en dehors du SME, il n'y avait d'autres voies que « l'autarcie et le repli ».

Dans le même article, il décriait qu'on pouvait « sans trop d'injustice, identifier l'ajournement des « oui » et des « non » à une opposition entre deux tempéraments intellectuels : les économistes d'un côté, les juristes d'un autre », avant de conclure que « la trop fameuse exception française plonge ses racines dans les couches les plus archaïques du cerveau humain ».

Voilà qui était clair. Après cette lumineuse classification, on ne savait plus que penser de M. Maurice Allais, seul

individu se prétendant « économiste » qui s'efforçait d'étudier le traité pour mettre en évidence ses défauts, suggérant que sa mise en œuvre allait entraîner une aggravation du chômage au sein des pays européens et, ce faisant, ouvrir une voie royale aux extrémistes de tout poil.

A la hauteur de la campagne

Les commentaires des résultats du référendum ont été à la hauteur de la campagne. Chacun s'est accordé pour louer d'une France coupée en deux, d'un côté la France autarcique, intelligente, abordant l'avenir avec confiance, qui a, bien sûr, voté « oui » ; de l'autre, une France timorée, rétrograde, repliée sur la défense de médiocres avantages acquis. Même les présentateurs des journaux parés de médailles d'or et de médailles d'argent, abordant leurs interventions avec des formules du style : « Les Français ont eu le courage de surmonter leurs peurs... », Et, témoignant de leur ouverture d'esprit, les principaux dirigeants socialistes ont expliqué que désormais ils allaient tenir compte des angoisses et des inquiétudes qui s'étaient manifestées à travers le « non », comme s'il s'agissait de troubles psychologiques, question d'une maladie mentale. Au contraire, il était entendu que les partisans du « oui », eux, étaient prononcés en toute rationalité, à la suite d'analyses aussi intellectuelles qu'approfondies, même quand ils avaient par exemple voté de la sorte simplement pour se distinguer du Front national et des communistes (1).

Il est curieux d'observer que les régions où le « non » est majoritaire

recoupent dans une large mesure celles qui avaient voté en faveur de la gauche en 1981 et en 1988. A l'époque, si nos souvenirs sont bons, personne n'avait expliqué que M. Mitterrand était l'homme des demeures et des timorés. A l'ombre du référendum, la construction européenne aidant, la gauche a poursuivi sa mutation : après s'être ralliée en 1983 à l'orthodoxie monétaire ambiante, qu'elle a accepté - de facto - la progression du chômage, M. Antoine Pinay remplaçant Pierre Mendès France comme maître à penser, elle ne conçoit plus qu'avec dédain les dévotions, les leçons-pour-compte qu'elle s'honorait de représenter jadis et qui, maintenant, c'est que même si les socialistes se sentent progressivement plus en phase avec les électeurs de Saint-Cermain-le-Lapin et de Neuilly, où le « oui » a recueilli près de 63 % des suffrages, qu'avec ceux du Nord ou de Marseille, où le « non » l'a largement emporté, les premiers voteront toujours massivement pour la droite et les seconds risquent d'être rejetés vers tous les extrémismes. Faudrait-il un jour compter sur M. Séguin pour défendre les valeurs traditionnelles de la gauche et représenter son électorat ?

(1) Selon un sondage « sortie des urnes » de la SOFRES, 4 % seulement de ceux qui ont voté « oui » avancent comme principal motif de leur vote leur adhésion au traité de Maastricht.

André Grijebine est économiste à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.

La bouderie

par Daniel Sibony

DANS bien des discours du « non » il y a une sorte de bouderie, massive ou infime mais réelle. Bien sûr contre le pouvoir en place, le régime mitterrandien, l'avenir incertain. Mais il y a autre chose. La bouderie est un affect assez complexe, et par ailleurs assez fréquent pour mériter qu'on s'y arrête. (Le mot bouderie est d'origine inconnue ; on sait seulement que le boudoir est une pièce où l'on... s'isole.)

C'est vrai que boudier est une jouissance un peu morbide de l'isolement. Qu'on boudie du soir ou qu'on râlote inégalement le chewing-gum de ses certitudes, boudier, c'est toujours se mortifier, dire non à ce à quoi on aurait bien aimé dire oui. (Tous les parisiens du « non » sont « pour l'Europe » : ils voudraient bien lui dire « oui », puisqu'ils la veulent, mais non ! Il s'agit donc de se refuser ce qu'on désire, parce qu'on a été blessé, et pour affirmer ce qui fut nié ou méconnu : soi-même. Message : vous n'avez nié, alors je ne nie moi-même pour vous enlever cet avantage, et j'insiste dans ce « non » tout ce que vous n'avez retenu : ma présence. Affirmation narcissique en forme de surenchère. « Narcissique » ne veut pas dire qu'on se prend pour une merveille au contraire : on en rajoute sur sa valeur et ses capabilities pour dire qu'on les gâche. En l'occurrence, narcissique veut dire : identité surfaite, nationale de préférence (pour les temps qui courent, ce n'est pas follement original) : se cramponner aux racines pour dire la peur et l'envie de s'en libérer un peu, de

prendre la large. Cela dit, drôle de constat : parmi les chefs du « non », l'un fut favorable au régime soviétique, l'autre au régime hitlerien, l'autre au régime nazi, l'autre encore, en plein début de régime, se déclara l'ennemi de l'Allemagne. Bref, gros besoins de fondements « solides », racines-béton, et identité étanche.

De fait, sont inquiets tous ceux pour qui les racines sont surtout des emblèmes, plus fétiches qu'intégrés au mode de vie. Car, s'il s'agit de vivre, rien n'empêche de nier ses racines, on peut toujours y revenir, en repartir, transiter par. Mais voilà, dans la bouderie on se réduit à ses racines pour affirmer qu'elles courent un risque, que la distance va être trop grande. On s'isole le danger, on se met en danger, pour justifier de se fermer ; et on ferme pour justifier qu'il y a un danger. Ça tourne en rond, c'est le propre du complot narcissique. Quel serait le danger, du reste ? La perte d'identité ? Mais l'identité peut-elle consister dans la seule crainte qu'on a de la perdre ? Si elle s'investit dans la vie, sa vocation est de se perdre, de se retrouver, de se repérer - suite infinie de pulsations.

Une peur de l'inconnu alors ? La vie est une grande inconnue, et l'on voit mal que des peuples fassent alliance pour sauter dans le vide. Mais si le non boudier est une façon de se dire oui parce que l'autre vous a nié, il faut admettre que beaucoup de gens peuvent s'être sentis niés : on leur demande leur avis quand c'est signé. De même qu'un général on ne les informe que de ce

qui est déjà fait. Comme si le seul événement qu'on leur permette, était le spectacle, la représentation, où justement il ne s'agit que de spectateurs. On s'isole donc, pour compter les effets de l'envie de s'affirmer en disant non. Réaction impulsive au sentiment d'être exclu. La tête attentive et sentiment - on voit un peu de l'événement - mais elle l'ignore aussi : on voit les gens qui s'entraînent, on voit son impuissance, d'observer ceux qui pourraient, qui ont le pouvoir, ne font rien.

Des ressorts subtils

En tout cas, associer les gens, c'est leur permettre de prendre part à ce qui est en train de se faire. Quand c'est fait, c'est une classe de plus, un rappel venant de la passivité, par ailleurs justifiée par des commodités techniques.

Ainsi, la blessure que certains ont accusée avec leur non, est la blessure intrinsèque de rapport au pouvoir à notre époque. C'est le fait qu'il vous exclut en votre nom - et vous force à vous défendre par l'indifférence, la désaffection - qui vibre quand même quand on est trop affecté. Ça vibre dans le débat et le boudier.

Il y a, bien sûr, des ressorts subtils qui font qu'en pleine bouderie on se dit oui pour passer la machine mortifère. Alors, on est projeté très au-delà du oui ou non que l'on attend. Au-delà de ce qui réduit la scène des mots et qui la coince dans le seul principe narcissique : j'avais ou pas. Il

y a peut-être autre chose que les limites un peu floues de son seul corps ; il y a les lieux d'être où le corps évolue, et qui voudraient devenir plus grands.

Et il y a surtout cette bouderie symbolique, étonnante, qui pour moi est au cœur de l'Europe et qui s'est imposée d'elle-même : pour conjurer la menace allemande (liée au spectre de la guerre), dire aux Allemands qu'on est « ensemble ». Des fois que ça les calme, que ça mette du plomb dans l'ailé plutôt que du plomb dans nos têtes... Et puis dire aux autres qu'on est « ensemble » est un moyen de secouer sa solitude, son essoufflement narcissique.

Cela dit, les deux moitiés de la France se sont mariées en laissant échapper un petit oui, dans leur cœur, un oui tenace et embué. Au point que, par-dessus tout, ce qui me fait de remercier ceux qui ont dit non, pour avoir permis d'écarter si fort qu'il ne faut pas se moquer des gens. En cela ils ont rappelé - avec tous ceux qui ont dit oui - qu'il y a une autre façon de répondre à la blessure. A travers cette évidence : aujourd'hui, il y a retour aux questions de politique mais sans l'égide ou les instances politiciennes. Tout comme il y a retour aux valeurs qui sont aux sources des religions mais sans les instances religieuses ; tout comme il y a retour aux questionnements de la psyché sans les institutions de pays. Ça fait mal. A suivre.

Daniel Sibony est psychanalyste.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Rentrée scolaire des politiques

Les réformes scolaires sont la hantise des hommes politiques. Considérées comme nécessaires, elles n'en sont pas moins systématiquement critiquées. Un thème est actuellement au cœur des débats : la décentralisation et l'autonomie des établissements.

La rentrée scolaire, en France, est toujours une épreuve politique. Avec le ministre de l'éducation nationale, c'est le gouvernement tout entier qui passe son examen. Y aura-t-il assez de classes, de maîtres, d'écoles pour accueillir tout le monde ? L'année réformée en cours va-t-elle « passer » sans déclencher de catastrophe ? Les coups de l'administration ou les colères des usagers peuvent être lourds de conséquences pour le pouvoir.

Si la question matérielle a pris moins d'acuité avec le temps, celle des « réformes » reste, elle, toujours aussi périlleuse. Chacun sent bien que l'école doit s'adapter à son siècle - et donc changer. Mais toute modification profonde provoque craintes et rejets. C'est là, pour les responsables politiques, de quelque bord qu'ils soient, un casse-tête apparemment insoluble.

Le rendez-vous de mars 1993

Ce sentiment d'impuissance est bien illustré par trois des contributions réunies par la *Revue des deux mondes*, sous le titre alarmiste de « La dangereuse dérive de notre enseignement », émanant de trois éminents spécialistes, qui ont été les conseillers d'hommes politiques importants : Antoine Prost, (auprès de Michel Rocard), Guy Bourgeois (de René Monory) et Philippe Barret (de Jean-Pierre Chevènement). Tous trois sont d'accord au moins sur un point : des interventions ponctuelles, sur des thèmes spécifiques, ou (comme l'explique Philippe Barret en s'appuyant sur Renan) le choix avisé des responsables sont plus efficaces que de vastes réformes qui désorientent les esprits et mobilisent les résistances.

Cette prudence, toutefois, n'interdit pas l'initiative, comme le montrent notamment les propositions de Guy Bourgeois, qui on fit avec d'autant plus d'intérêt qu'il se situe ouvertement dans la perspective du rendez-vous de mars 1993. Elles donnent ainsi un avant-goût de ce qui pourrait être la politique éducative de la droite, si elle revient au pouvoir. Guy Bourgeois fait trois suggestions audacieuses : 1) confier l'enseignement professionnel aux régions, seules capables, selon lui, de l'adapter aux besoins de l'économie ; 2) redéfinir les métiers de l'enseignement, notamment en favorisant délibérément les débuts de carrière, pour attirer de nombreux candidats de qualité ; 3) instituer un « pluralisme institutionnel », en favorisant la création d'établissements de type nouveau, passant contrat avec des collectivités publiques ou des entreprises, et se fixant leurs propres objectifs (par exemple la création de lycées « binationaux » dans les régions frontalières ou de lycées professionnels conçus avec les milieux professionnels, en fonction des besoins de l'emploi).

Faire apparaître aux marges du système des établissements concurrents concourant contractuellement de façon innovante au service public et s'en servir pour dynamiser l'ensemble, voilà une voie possible pour que les établissements scolaires eux-mêmes réclament davantage d'autonomie.

Et joignant l'acte à la parole, Guy Bourgeois annonce la création d'une association, Créateurs d'écoles, pour

encourager ce genre d'initiatives (1).

Si cette suggestion risque de faire grimacer bien des dents, l'idée que les établissements publics doivent disposer de davantage d'autonomie est maintenant bien ancrée, et Antoine Prost la défend vigoureusement. « Il faut décentraliser, certes », écrit-il, « mais de façon plus radicale encore : au niveau des établissements et pas des régions. C'est la seule façon de permettre à l'institution scolaire de résoudre la question pédagogique. C'est-à-dire d'inventer localement les moyens de rendre pleinement efficace l'irrépressible socialisation de masse que connaît notre enseignement. »

Mais si la décentralisation est maintenant à la fois une loi et un slogan, il s'en faut de beaucoup qu'elle soit entrée dans les faits et dans les têtes, comme le montre le dossier réuni dans la revue *Savoir*. Les pesanteurs centralisatrices et bureaucratiques continuent de s'exercer, malgré les revendications des collectivités locales, que leurs interventions ne se limitent pas à un rôle de troncises. Claude Durand-Pollet, directeur de l'école nationale supérieure de l'équipement, mais aussi au fonctionnement, pour être directement intéressées à l'activité pédagogique. Elles seules, en effet, peuvent mener à bien, sur le terrain, les changements indispensables voulus par les familles et les employeurs. « Faute de se réaliser par des interventions nationales, le changement, écrit-il, ne pourrait prendre forme définitive que par des partenariats établissements-collectivités territoriales... dans un jeu de relations de deux décentralisations. »

Le jeu du tribalisme

Une autonomie excessive des établissements risque-t-elle de faire le jeu du tribalisme, voire du tribalisme ? Cette crainte n'est pas entièrement infondée, comme le montre, par l'absurde, la pratique du bilingue, par laquelle certaines écoles veulent affirmer leur spécificité. Les exodes de ces manifestations ont conduit le nouveau ministre de l'éducation nationale à y mettre le holà. Aura-t-il plus de succès que ses prédécesseurs ? On peut en douter en lisant le numéro spécial de *Panoramas* sur le sujet, qui rappelle notamment la longue liste des textes officiels interdisant ces agissements et restés sans effet. On ressort de cette lecture poisseuse et plurielle découragé, en se demandant comment, sous couvert de respect des traditions, des établissements peuvent encourager des comportements aussi peu dignes de maisons d'éducation.

Toutes les justifications sociologiques-éthnologiques sur le thème du rituel initiatoire, de la solidarité des générations, et de l'intégration des nouveaux, ne peuvent empêcher de penser qu'il y a sûrement d'autres méthodes, moins défilées, pour accueillir les nouvelles promotions. Certains établissements, heureusement, en ont trouvés...

Ce folklore douteux montre, en tout cas, jusqu'où peut conduire le désir qu'ont certaines institutions éducatives de manifester leur originalité...

(1) Association Créateurs d'écoles, BP 45, 68003 Clermont Cedex.

Revue des deux mondes, septembre 1992, 68 F.

Savoir, Education, Formation, n° 2, avril-juin 1992, 11 F.

Panoramas, n° 6, 4^e trimestre 1992, Arles-Corlet, Diffusion La Saul. 76 F.

هكذا من الرجل

ÉTRANGER

Selon M. Franjo Tudjman

La présence des « casques bleus » en Croatie « ne sera plus nécessaire en mars 1993 »

Le président croate, M. Franjo Tudjman, a déclaré, mercredi 23 septembre, à New-York, qu'il ne serait pas nécessaire de renouveler le mandat de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans son pays lorsqu'il arrivera à expiration en mars 1993. « Tous les problèmes politiques sont réglés pour une normalisation dans l'ensemble de la Croatie, a-t-il dit, et il ne sera pas nécessaire de prolonger le mandat des Nations unies au-delà de son expiration en mars 1993. » Plus de 13 000 « casques bleus » sont stationnés dans les zones de Croatie

protégées par l'ONU et comptant d'importantes populations serbes. Ces déclarations de M. Franjo Tudjman ne constituent pas une surprise, a-t-on déclaré de source diplomatique à l'ONU. Mais c'est la première fois que la thèse d'un retrait des « casques bleus » l'an prochain est publiquement soutenue par le président croate en dehors de son pays. « La question est de savoir si le Conseil de sécurité accueillera favorablement cette demande (...). On peut se demander si un retrait de la FORPRONU entraînera pas une reprise des hostilités », a-t-on ajouté de même

source. M. Tudjman est, par ailleurs, apparu en public avec son homologue bosnien, M. Alija Izetbegovic, pour annoncer la conclusion, entre les deux Républiques, d'un accord créant une « commission de coordination de leurs efforts de défense contre les forces régulières et irrégulières serbes ». L'accord prend la forme d'une annexe au traité d'amitié et de coopération signé entre Zagreb et Sarajevo le 21 juillet. Les deux présidents ont également annoncé qu'ils allaient demander la levée de l'embargo sur les armes qui frappe la Croatie et la Bosnie - embargo

imposé par l'ONU il y a un an à toutes les Républiques de l'ex-Yugoslavie. Les deux présidents s'engagent à défendre les droits de l'homme et à poursuivre les criminels de guerre. Evoquant la situation de la minorité serbe de Croatie, M. Franjo Tudjman a déclaré qu'elle avait une représentation au Parlement de Zagreb depuis les dernières élections législatives et qu'elle souhaitait aujourd'hui un retour à une vie normale dans le cadre des institutions de l'Etat croate. (Reuters)

Le dirigeant des Serbes indépendantistes réclame de nouveau le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine

BELGRADE
de notre correspondant
« Ne laissons pas cette guerre devenir une guerre de religions », avait lancé, mardi soir 22 septembre à New-York, le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, devant l'Assemblée générale des Nations unies, qui devait ensuite voter l'adoption de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) des travaux de l'ONU. Mercredi, à Belgrade, le leader indépendantiste serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a lors d'une conférence de presse, menacé l'Occident de déclencher « une véritable guerre de religions » qui provoquerait « un conflit international » si le partage de la Bosnie n'était pas accepté.

Si la communauté internationale continue à livrer des armes aux musulmans et à tolérer la présence de mercenaires venus de pays islamiques en Bosnie-Herzégovine, « nous serons forcés », a-t-il dit, « de déclencher la guerre ». Il a affirmé que « deux mille Cosaques ainsi que des Roumains, des Ukrainiens et des protestants d'Allemagne » attendaient son feu vert pour venir se battre aux côtés des Serbes de Bosnie.

Le docteur Karadzic a ensuite souligné qu'il ferait « plus de concessions en Bosnie ». Il exige le partage ethnique de cette République : « Si la Confédération que nous proposons n'est pas acceptée, la République serbe (autoproclamée en Bosnie-Herzégovine) deviendra un Etat indépendant qui pourra s'associer avec les autres Etats serbes ». Il laisse donc entendre que la République serbe de Bosnie pourrait devenir un Etat indépendant qui pourra s'associer avec les autres Etats serbes. L'alliance de tous les Etats serbes « fondés sur tous les territoires ethniques serbes » ne serait alors autre chose qu'une Grande Serbie.

Cela dit, M. Karadzic estime que la guerre en Bosnie-Herzégovine peut être arrêtée « en deux semaines ». Pour cela, il propose, d'abord, l'annulation de la reconnaissance diplomatique internationale de la Bosnie-Herzégovine et, ensuite, la reconnaissance des trois Etats nationaux issus de cette République. Il s'engage à reconnaître l'« Hercegovina » (Etat croate autoproclamé dans l'ouest et le centre de la Bosnie-Herzégovine) dès que les Croates acceptent de signer un cessez-le-feu et de reconnaître la République serbe de Bosnie-Herzégovine.

Si la communauté internationale continue à livrer des armes aux musulmans et à tolérer la présence de mercenaires venus de pays islamiques en Bosnie-Herzégovine, « nous serons forcés », a-t-il dit, « de déclencher la guerre ». Il a affirmé que « deux mille Cosaques ainsi que des Roumains, des Ukrainiens et des protestants d'Allemagne » attendaient son feu vert pour venir se battre aux côtés des Serbes de Bosnie.

Le docteur Karadzic a ensuite souligné qu'il ferait « plus de concessions en Bosnie ». Il exige le partage ethnique de cette République : « Si la Confédération que nous proposons n'est pas acceptée, la République serbe (autoproclamée en Bosnie-Herzégovine) deviendra un Etat indépendant qui pourra s'associer avec les autres Etats serbes ». Il laisse donc entendre que la République serbe de Bosnie pourrait devenir un Etat indépendant qui pourra s'associer avec les autres Etats serbes. L'alliance de tous les Etats serbes « fondés sur tous les territoires ethniques serbes » ne serait alors autre chose qu'une Grande Serbie.

Cela dit, M. Karadzic estime que la guerre en Bosnie-Herzégovine peut être arrêtée « en deux semaines ». Pour cela, il propose, d'abord, l'annulation de la reconnaissance diplomatique internationale de la Bosnie-Herzégovine et, ensuite, la reconnaissance des trois Etats nationaux issus de cette République. Il s'engage à reconnaître l'« Hercegovina » (Etat croate autoproclamé dans l'ouest et le centre de la Bosnie-Herzégovine) dès que les Croates acceptent de signer un cessez-le-feu et de reconnaître la République serbe de Bosnie-Herzégovine.

Cela dit, M. Karadzic estime que la guerre en Bosnie-Herzégovine peut être arrêtée « en deux semaines ». Pour cela, il propose, d'abord, l'annulation de la reconnaissance diplomatique internationale de la Bosnie-Herzégovine et, ensuite, la reconnaissance des trois Etats nationaux issus de cette République. Il s'engage à reconnaître l'« Hercegovina » (Etat croate autoproclamé dans l'ouest et le centre de la Bosnie-Herzégovine) dès que les Croates acceptent de signer un cessez-le-feu et de reconnaître la République serbe de Bosnie-Herzégovine.

Le gouvernement a mis au point la répartition des biens fédéraux

En adoptant, mercredi 23 septembre, un projet de loi sur la répartition des biens de l'Etat tchécoslovaque, le gouvernement fédéral a achevé la préparation du cadre législatif d'une séparation paisible de la République tchèque et de la Slovaquie. L'opposition parlementaire - la gauche tchèque et les anti-indépendantistes slovaques - qui devait tenter jeudi, pour la cinquième fois, d'élire un président tchécoslovaque, se prépare néanmoins à contrecarrer les plans du cabinet de Prague.

Le conseil des ministres tchécoslovaque a approuvé, mercredi 23 septembre, un projet de loi fixant deux règles universelles de partage des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que des avoirs et des créances de la Fédération, entre les deux futurs Etats tchèque et slovaque. La partition, qui devra s'effectuer « au plus tard le jour de l'extinction de la Tchécoslovaquie », c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1993 selon le calendrier convenu entre les premiers ministres tchèque et slovaque, MM. Vaclav Klaus et Vladimir Meciar, s'opérera selon le principe territorial ou le rapport deux pour un (la Slovaquie compte deux fois moins d'habitants que la Bohême-Moravie).

Le texte gouvernemental ne prévoit aucune compensation financière entre les deux Républiques, même dans les cas où l'un des deux nouveaux Etats serait doté de plus d'établissements d'un certain type que l'autre. Une commission paritaire mixte, désignée par les cabinets de Prague et de Bratislava, sera par ailleurs instituée, en particulier pour régler les contestations éventuelles. Ce projet de loi, qui concerne toutes les institutions fédérales, est travaillé depuis plusieurs semaines des commissions d'inventaire, prévoit également le partage de l'armée tchécoslovaque, de son commandement, de son matériel et de ses installations. La répartition territoriale des infrastructures militaires ayant

obéi à la doctrine du pacte de Varsovie, de grands déséquilibres dans l'équipement des deux Etats devront être palliés sur une « base commerciale », estime-t-on au ministère fédéral de la défense. Ainsi la République tchèque, qui dispose actuellement de la grande majorité des aéroports militaires, pourra les louer à l'aviation slovaque en attendant la construction d'infrastructures adéquates en Slovaquie. Cette dernière, en revanche, qui abrite la plupart des écoles militaires et centres d'entraînement pour agents blindés, sera en mesure d'offrir ses services à l'armée tchèque.

PRAGUE
de notre correspondant
Le conseil des ministres tchécoslovaque a approuvé, mercredi 23 septembre, un projet de loi fixant deux règles universelles de partage des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que des avoirs et des créances de la Fédération, entre les deux futurs Etats tchèque et slovaque. La partition, qui devra s'effectuer « au plus tard le jour de l'extinction de la Tchécoslovaquie », c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1993 selon le calendrier convenu entre les premiers ministres tchèque et slovaque, MM. Vaclav Klaus et Vladimir Meciar, s'opérera selon le principe territorial ou le rapport deux pour un (la Slovaquie compte deux fois moins d'habitants que la Bohême-Moravie).

Le texte gouvernemental ne prévoit aucune compensation financière entre les deux Républiques, même dans les cas où l'un des deux nouveaux Etats serait doté de plus d'établissements d'un certain type que l'autre. Une commission paritaire mixte, désignée par les cabinets de Prague et de Bratislava, sera par ailleurs instituée, en particulier pour régler les contestations éventuelles. Ce projet de loi, qui concerne toutes les institutions fédérales, est travaillé depuis plusieurs semaines des commissions d'inventaire, prévoit également le partage de l'armée tchécoslovaque, de son commandement, de son matériel et de ses installations. La répartition territoriale des infrastructures militaires ayant

obéi à la doctrine du pacte de Varsovie, de grands déséquilibres dans l'équipement des deux Etats devront être palliés sur une « base commerciale », estime-t-on au ministère fédéral de la défense. Ainsi la République tchèque, qui dispose actuellement de la grande majorité des aéroports militaires, pourra les louer à l'aviation slovaque en attendant la construction d'infrastructures adéquates en Slovaquie. Cette dernière, en revanche, qui abrite la plupart des écoles militaires et centres d'entraînement pour agents blindés, sera en mesure d'offrir ses services à l'armée tchèque.

obéi à la doctrine du pacte de Varsovie, de grands déséquilibres dans l'équipement des deux Etats devront être palliés sur une « base commerciale », estime-t-on au ministère fédéral de la défense. Ainsi la République tchèque, qui dispose actuellement de la grande majorité des aéroports militaires, pourra les louer à l'aviation slovaque en attendant la construction d'infrastructures adéquates en Slovaquie. Cette dernière, en revanche, qui abrite la plupart des écoles militaires et centres d'entraînement pour agents blindés, sera en mesure d'offrir ses services à l'armée tchèque.

RUSSIE : la session parlementaire

Le premier ministre, M. Gaïdar sous haute surveillance

MOSCOU
de notre correspondant

M. Egor Gaïdar peut garder son poste, mais pas sa politique : la deuxième journée de la session du Parlement russe, mercredi 23 septembre, a coïncidé avec le premier ministre en exercice n'étant pas en danger immédiat, mais que les porte-parole de l'industrie d'Etat et leurs relais au sein de l'Assemblée, comme de l'antit-lui-même, entendent bien le mettre sous haute surveillance, sinon sous contrôle.

Le déroulement de la séance des questions qui a suivi l'exposé de M. Gaïdar a bien montré que l'heure était au compromis - même s'il s'agit d'un compromis provisoire et lourd de sous-entendus. Lorsqu'on commençait à fuser, comme prévu, les attaques contre M. Gaïdar et sa « politique pro-japonaise, pro-américaine et pro-allemande », et quand plusieurs députés ont réclamé qu'on vote sur le bilan de l'ancien gouvernement, c'est en effet le président du Parlement, M. Rousslan Khasboulatov, qui est intervenu pour calmer le jeu, faire en sorte qu'il n'y ait pas de vote et inciter les députés à « travailler normalement ». Il n'a eu aucun mal à convaincre les élus de renoncer à leurs intentions assassines, apportant ainsi une nouvelle preuve de son expertise sur l'Assemblée. On attend donc une dizaine de jours, et vraisemblablement une intervention de M. Boris Eltsine, avant de porter un jugement sur la politique de l'équipe gouvernementale.

JAN KRAUZE
Moscou dément la présence d'un sous-marin dans les eaux territoriales suédoises. - Le ministère russe de la Défense a démenti, mercredi 23 septembre, avoir envoyé un sous-marin dans les eaux territoriales suédoises, comme l'a déclaré le gouvernement de Stockholm. « Les sous-marins russes mènent des missions d'entraînement et de combat hors du territoire des Etats étrangers », a déclaré, à l'agence Itar-Tass, le porte-parole du ministère, M. Nikolai Medvedev. Les gardes-côtes suédois ont tiré, mardi, des charges sous-marines contre l'intrus sans toutefois le toucher. - (Reuters)

Le modèle chinois
« Le marché a été respecté », explique le Ptre Gorbachev, ancien prisonnier de conscience devenu un des « démocrates » pro-occidentaux les plus actifs : « Gaïdar garde son poste, et Khasboulatov le sien ». L'ancien dissident s'en montre fort satisfait : « Le temps joue pour nous, les réformes avancent ». Mais tout, y compris parmi ses amis, ne partage pas son bel optimisme. Et mercredi, c'étaient surtout les dirigeants de l'Union civile, alliance de partis favorables à des réformes « modérées », qui affichaient un visage de vainqueur. Tout particulièrement M. Arbatov, Volsky, le président de l'Union des industriels et des entrepreneurs, et le vice-président Rousskoï, deux hommes qui bénéficient


LITUANIE : M. Landsbergis demande l'aide de l'OTAN. - Le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, a demandé, mercredi 23 septembre, lors d'une visite à Bruxelles, l'aide de l'OTAN pour faire appliquer le récent accord sur le retrait des troupes russes de Lituanie et pour organiser les futures forces armées de cette petite République baltique. - (AFP)

ALLEMAGNE : découverte de fosses communes dans l'ex-RDA. - Des fosses communes, contenant les restes d'environ 12 500 personnes mortes dans des camps d'internement soviétiques après la seconde guerre mondiale, ont été mises au jour dans l'ex-RDA, près de l'ancien camp de concentration nazi de Sachsenhausen. Les victimes ont succombé à la faim, à la maladie et aux violences dans ce camp transformé en prison soviétique de 1945 à 1950, a précisé le ministère de l'Intérieur du Land de Brandebourg. La découverte de plusieurs fosses communes depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, a permis de lever la voile sur l'ampleur de la répression exercée par l'administration militaire soviétique dans l'ex-RDA. Bont estime à 65 000 le nombre d'Allemands morts dans des camps soviétiques de l'ex-RDA ou lors de leur rapatriement dans les années d'après-guerre. - (Reuters, AP, AFP)

Irlande du Nord : explosion d'une voiture piégée près de Belfast. - Une voiture piégée par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a explosé, mercredi soir 23 septembre, devant un institut médico-légal près de Belfast, faisant une dizaine de blessés légers. L'explosion a, en outre, causé d'importants dégâts au bâtiment et brisé des vitres à 500 mètres à la ronde. Une dizaine de personnes choquées ou blessées aux tympans ont été hospitalisées. Aucune n'est dans un état grave. - (AFP)

MARTIN PLICHTA

Robert Bly
L'HOMME
SAUVAGE ET
L'ENFANT
L'histoire du genre masculin



La couleur de la vie
SEUIL

Un homme parle des hommes

Délicieux et réjouissant.

Josyane Savigneau / Le Monde

Collection La couleur de la vie
dirigée par E. Cazade-Havas et J.-L. Giribone

Editions du Seuil

DIPLOMATIE

NATIONS UNIES : la fin d'un sujet tabou

L'Allemagne et le Japon lancent le débat sur les sièges permanents du Conseil de sécurité

NEW-YORK (Nations unies)

Le débat sur la composition du Conseil de sécurité, et de son club très fermé des membres permanents, est en passe de ne plus être un sujet tabou.

Devant l'assemblée générale des Nations unies, mercredi 23 septembre, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a rappelé la position allemande sur ce thème sensible : « Un débat sur la réforme du Conseil de sécurité est en cours. Son efficacité et sa crédibilité ont une importance égale. L'Allemagne ne prendra pas l'initiative mais si un changement dans la composition du Conseil est envisagé, nous sommes candidats à un siège permanent. » Les Allemands attendent patiemment que les pays non alignés fassent pression pour réformer le Conseil. Pour appuyer sa requête formulée en termes très diplomatiques, l'Allemagne se prévalait aujourd'hui du soutien de l'un des cinq « grands » : la Chine (le Monde du 24 septembre).

Partageant les mêmes ambitions que l'autre grand vainqueur de la seconde guerre mondiale, le Japon a également évoqué le sujet pour la première fois. Le ministre des Affaires étrangères, M. Michio Watanabe, a proposé de « réviser » les réformes du Conseil pour 1995, date qui marquerait le cinquantième anniversaire de l'ONU. M. Watanabe s'est également engagé à « réviser » la Charte des Nations unies, comme la clause sur les « anciens ennemis ».

Le Japon, qui paie 12,50 % du budget de l'organisation internationale, saisit chaque occasion qui se présente pour rappeler que la France ne contribue qu'à hauteur de 6 % et que la part de la Chine n'est que de 1,5 %. L'Allemagne et le Japon,

mais aussi le Brésil et le Mexique, ont évoqué directement la nécessité de modifier la composition du Conseil de sécurité. Selon le ministre brésilien, le Conseil n'est plus représentatif des réalités d'aujourd'hui. « Notre Conseil de sécurité ne doit pas refléter uniquement la volonté et les intérêts des grandes puissances. Pour le ministre mexicain, le droit de veto est « insupportable ».

Modification de la Charte

La France et la Grande-Bretagne, principales cibles bien qu'elles ne soient pas citées, préfèrent garder le silence sur ce sujet. Pour les diplomates britanniques et français, un

siège permanent du Conseil reviendrait à « ouvrir la boîte de Pandore ». De toute façon, la modification du Conseil n'est pas prévue pour l'instant, et comme le rappelle le secrétaire général M. Boutros Boutros-Ghali, tout changement dans la composition du Conseil de sécurité implique la modification de la Charte, et donc un vote au sein même du Conseil. Les cinq membres permanents conservent donc toujours leur droit de veto.

Les propos des ministres allemand et japonais ont encouragé les diplomates de l'ONU à exprimer beaucoup plus ouvertement leur opinion sur les sièges permanents. « Le Conseil de sécurité est un anachronisme », expliquait un diplomate

occidental qui requiert l'anonymat : « Sous le prétexte d'avoir gagné la guerre il y a cinquante ans, ils s'accrochent aux sièges permanents. Et bien, les temps ont changé : la Russie n'est plus, la Chine ne s'agit pas d'un mythe de dire de nos jours que la France et la Grande-Bretagne sont des puissances économiques, avec des intérêts différents des autres. » Une discussion sur la réforme du Conseil est prévue à l'Assemblée à la fin de l'année. Un changement n'est peut-être pas envisageable pour demain, mais un véritable débat a incontestablement commencé.

AFANÉ BASSIR POUR

recueillir et qui serait placé sous les auspices de l'ONU. Exploitant d'une seule phrase « la crise financière de plus en plus aiguë » dans laquelle se débattent les Nations unies et qu'il juge « inadmissible », sans expliquer les moyens susceptibles d'y porter remède, le ministre des Affaires étrangères a évoqué, d'autre part, les problèmes économiques des pays en voie de développement en rappelant que l'ONU avait pris l'engagement de porter à 0,7 % au moins le montant de l'aide publique consentie par les pays membres pour le développement.

« La France le fera », a-t-il affirmé, soulignant qu'elle a déjà doublé le montant de ses financements au Fonds pour l'environnement mondial, un sujet qui devrait également figurer à l'ordre du jour de la Commission de développement destinée à assurer le suivi du Sommet de la Terre qui s'est tenu, en juin dernier, à Rio-de-Janeiro.

SERGE MARTI

Un « droit de l'urgence »

Suite de la première page

M. George Bush l'a rappelé deux jours plus tôt devant cette même Assemblée. Tout en étant partisan d'une coordination des forces de maintien de la paix de l'ONU, le président américain avait clairement indiqué que les États membres devaient conserver la totale maîtrise de leurs propres troupes. La même « nuance » était perceptible à propos du Comité d'état-major, un organisme prévu par la Charte et dont Paris souhaite qu'il soit réactivé alors que Washington ne veut pas en entendre parler.

Une cour d'arbitrage

An chapitre de la prévention, M. Dumas a continué à plaider en faveur de l'institution d'une cour d'arbitrage et de conciliation pour prévenir les conflits et proposer

aux États membres de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), selon une idée avancée également par l'Allemagne, d'adopter un « code de conduite », qui rassemblerait ou précéderait les normes gouvernant notre sécurité collective et qui pourrait déboucher sur l'adoption d'un « traité de sécurité ».

Abordant ensuite la question du désarmement, le ministre a indiqué que la France proposerait prochainement « une mesure de renforcement de la confiance » consistant à rendre obligatoire la notification à l'avance des tirs de missiles balistiques et de lanceurs porteurs de missiles ou d'autres objets spatiaux.

Si cette mesure de notification était adoptée, elle pourrait être complétée par un accord entre international chargé de rassembler et d'exploiter les données

La construction européenne après le référendum français

M. John Smith obtient un consensus provisoire au sein du Parti travailliste britannique

A l'occasion du débat sur la politique économique du gouvernement, jeudi 24 septembre, à la Chambre des communes, M. John Smith devait intervenir pour la première fois en tant que chef de l'opposition. La veille, il avait obtenu un officiel consensus au sein du Labour.

LONDRES

de notre correspondant

Les conclusions des discussions du « cabinet fantôme » (gouvernement restreint) du Parti travailliste, mer-

credi 23 septembre, représentent à la fois un heureux dénouement pour M. John Smith et, dans une certaine mesure, pour M. John Major. C'est à la tête d'un parti officiellement uni que M. Smith, élu chef du Labour le 18 juillet dernier, devait faire ses débuts parlementaires de « leader » de l'opposition. Le successeur de M. Neil Kinnock a en effet réussi à restaurer in extremis, c'est-à-dire à la veille du débat sur la politique économique (et européenne) du gouvernement, une discipline de parti singulièrement ébranlée ces dernières semaines.

Ce consensus, même s'il est artificiel, lui donne un avantage sur le premier ministre, au moment où le

Parti conservateur cultive ses divisions à la fois sur la notification du traité de Maastricht et sur la question d'un éventuel retour de la livre sterling au sein du système monétaire européen (SME). M. Major a cependant des raisons d'être satisfait de l'évolution du débat interne au Labour. Européen convaincu, M. Smith a imposé le silence aux « euro-sceptiques », commentés par M. Bryan Gould (chargé du patrimoine national), son rival malchanceux en juillet dernier, qui demandait l'organisation d'un référendum sur la ratification du traité européen. Ces derniers ont été mis en minorité, par 20 voix contre 5.

Pour M. Major, qui craignait plus que tout une alliance « historique » entre les travaillistes et les « euro-sceptiques » du parti Tory sur la question du référendum, il s'agit donc d'un soulagement. Pour M. Smith, d'un répit : la bataille va reprendre de plus belle à l'occasion du congrès annuel du parti, qui s'ouvrira la semaine prochaine, à Blackpool. Le Labour vient de réaffirmer ses convictions européennes et son soutien au principe d'un mécanisme de taux de change semi-fixes. A propos de Maastricht, les travaillistes estiment que la Grande-Bretagne doit attendre un nouveau vote décisif avant de se déstabiliser.

Bref, rien de tout cela n'est bien différent des choix défendus par le gouvernement conservateur. M. Gould souligne en outre — non sans raison — que la direction du parti a été particulièrement absente du débat politique depuis trois mois.

LAURENT ZECCHINI

Le président du conseil italien, M. Amato favorable à des corrections au traité de Maastricht. — Le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, s'est déclaré favorable, mercredi 23 septembre, à des corrections au traité de Maastricht, plutôt qu'à une renégociation. M. Amato a précisé que sa réaction sur l'avenir du traité était donnée à titre personnel et qu'il devait consulter les membres de son gouvernement, avant le sommet extraordinaire européen de la mi-octobre. Dans une conversation informelle avec des journalistes étrangers, il a déclaré, d'autre part, que son gouvernement entendait « introduire très rapidement la livre dans le système monétaire européen (SME). » (AFP.)

Le gouvernement néerlandais va « expliquer Maastricht »

LA HAYE

de notre correspondant

Soutagés par la victoire du « oui » mais troublés par la présence du « non », les responsables néerlandais n'avaient pas fait de commentaires vraiment originaux à l'issue du référendum français. Il n'y a aucune raison de remettre le traité sur le métier et il faut poursuivre le processus de ratification, avait conclu La Haye, estimant à l'instar d'autres capitales, que l'impossibilité de voir l'hostilité suscitée par « Maastricht » inviterait pour le moins ses signataires à un effort d'explication.

Le gouvernement de M. Ruud Lubbers vient de décider de joindre le geste à la parole avec une démonstration qui tranche sur le doute ambiant. A compter du mois prochain, il va organiser une série de réunions publiques sur « Maastricht », avec des ministres, le premier d'entre eux en tête, dans le rôle d'avocats de la défense et des parlementaires opposés au traité dans celui de procureurs. Le premier de ces débats aura lieu, symboliquement, le 12 octobre, au gouvernement provincial de Limbourg, à Maastricht, là où l'Union européenne a vu le jour, en décembre 1991. Un peu comme s'il s'agissait de reprendre l'affaire à zéro.

D'ailleurs, cette campagne de promotion du traité — qui, signe d'assurance, débute au moment où la procédure de ratification parlementaire sera normalement sur le point de s'achever — est la réponse du gouvernement de La Haye à des critiques fréquentes ces derniers temps sur l'absence de débat européen public et à un sondage récent indiquant que les Néerlandais étaient moins nombreux que leurs compatriotes scandinaves (41 % contre 44 %).

C. C.

AMÉRIQUES

BRÉSIL : la procédure de destitution du président Collor

La Cour suprême a donné son feu vert à un vote public du Parlement

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Dans un jugement constituant une « première » historique, la Cour suprême du Brésil a rejeté, mercredi 23 septembre, à Brasilia, deux requêtes du président Fernando Collor de Mello, accusé d'avoir bénéficié d'un vaste réseau de corruption. Les membres de la Cour se sont majoritairement prononcés en faveur d'un scrutin public et nominal des députés au sujet de la destitution du chef de l'Etat. Ils ont par ailleurs rejeté l'octroi à ce dernier de nouveaux délais pour assurer sa défense.

M. Collor perd ainsi une ultime bataille juridique. Son entourage espérait obtenir la garantie d'un vote secret, l'autorisant à manœuvrer plus facilement pour convaincre les parlementaires indécis. Les avocats du président souhaitaient aussi disposer de plus de temps pour répondre aux accusations de la commission d'enquête parlementaire, auxquelles ils n'ont toujours pas opposé de véritables arguments, et présenter des témoins.

L'opposition satisfait

Il s'agissait en fait et surtout de repousser le vote de l'Assemblée nationale après les élections municipales, qui doivent avoir lieu le 3 octobre.

La décision de la Cour suprême devrait permettre un vote des

députés dès la semaine prochaine, « au plus tard jeudi », selon le président de l'Assemblée nationale, M. Ibsen Pinheiro. Ils décideront, à la majorité des deux tiers, de transmettre ou non au Sénat la responsabilité de juger le chef de l'Etat. Un vote positif à l'Assemblée nationale aura pour effet de suspendre M. Collor pour une période maximum de cent quatre-vingt jours, pendant laquelle il sera remplacé par le vice-président Ibanez Faria.

L'opposition, tout à fait satisfaite de la décision de la Cour, multiplie les réunions. Les leaders favorables à la destitution du président tentent de convaincre les indécis et mettent tout en œuvre pour assurer la présence de tous les députés lors du scrutin, allant jusqu'à organiser un réseau de transport par avions pour les parlementaires les plus éloignés de Brasilia.

Alors que la longue procédure entre dans sa phase finale, de nombreuses manifestations continuent de se dérouler dans les principales villes du pays. En dépit d'une sécurité renforcée, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées mercredi devant la Cour suprême à Brasilia, pour réclamer le départ de M. Collor.

DENIS HAUTIN-GUIRAUD

Lire également page 19 « Le scandale Collor secoue durablement l'économie brésilienne »

PÉROU : menacé d'extradition

L'ancien président Garcia dénonce les « manœuvres » de M. Fujimori

De passage à Paris, l'ancien président péruvien Alan Garcia n'a guère manifesté de surprise lorsqu'il a appris, mercredi 23 septembre, que le procureur de la République de son « pays », l'ancien ministre de la Justice, venant d'anciennes accusations d'enrichissement illicite — pour lesquelles il a déjà bénéficié d'un non-lieu, venait de demander son extradition de Colombie. M. Garcia avait demandé et obtenu l'asile de ce pays, après le « coup d'Etat » de l'actuel président péruvien Alberto Fujimori, le 5 avril, et les menaces que l'armée avait fait peser sur sa famille.

M. Garcia, qui a représenté son parti, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), au récent congrès de l'Internationale socialiste à Berlin, a de nouveau protesté de son innocence. Il nous a déclaré qu'il n'avait « jamais eu de comptes bancaires à l'étranger » et soutenu qu'il était « totalement étranger » à l'affaire de corruption de haute fonctionnaire de la Banque centrale du Pérou en 1986. Deux anciens dirigeants de cette banque avaient alors reçu une « commission » de 3 millions de dollars de la BCCI pour y avoir placé une partie des réserves du pays, retirées l'année suivante.

L'accusation n'ayant pu apporter de preuves, la Cour suprême du Pérou avait déclaré en décembre 1991, M. Garcia, aux yeux de quel cas affaires, « montées de toutes pièces », relevant d'un « règlement de comptes politiques » de ses adversaires de la droite.

« En demandant mon extradition sur les mêmes bases, le gouvernement péruvien se livre à une nouvelle manœuvre et démontre qu'il veut tenter de liquider toute alternance politique », avant les élections de l'Assemblée constituante, prévues pour fin novembre et censées paver la voie au retour de la démocratie, a estimé M. Garcia. L'ancien chef d'Etat, qui fut au pouvoir de 1985 à 1990, n'est

réjoui de l'arrestation, le 12 septembre, du chef du Sentier lumineux, l'organisation terroriste responsable de milliers de morts depuis douze ans. Mesurant le profit politique que M. Fujimori, dont la popularité a augmenté, pouvait tirer de ce coup de file, M. Garcia a estimé qu'il n'avait « aucun intérêt » à se présenter à la prochaine élection présidentielle de 1995, préférant « attendre » (il est âgé de quarante-trois ans), qu'il reste longtemps en exil à Bogota, où il travaille comme analyste pour plusieurs organes de presse.

MARTINE JACOT

CUBA

Le « numéro trois » du PC aurait été évincé

Responsable de l'idéologie de la politique extérieure et de la culture, au sein du bureau politique du Parti communiste cubain (PCC), M. Carlos Aldana a été relevé de ses fonctions, a annoncé mercredi 23 septembre l'AFP, citant des sources dignes de foi, membres du parti. Selon ces mêmes sources, M. Aldana aurait été remplacé par M. José Ramón Balaguer, ancien ambassadeur du Cuba à Moscou, pour le secteur de l'idéologie et de la politique extérieure, et par Mme María de los Angeles García Alvarez pour l'éducation, la science et la culture.

Les motifs invoqués pour justifier l'éviction de M. Aldana, qui n'a pas été confirmée officiellement, restent vagues. Il lui serait reproché des « déficiences dans son travail » et de « graves erreurs personnelles ». La manœuvre vient toutefois corroborer des rumeurs persistantes, selon lesquelles le « numéro trois » dans la hiérarchie du parti serait tombé en disgrâce et aurait perdu la confiance du président Fidel Castro. On ne sait si M. Aldana, âgé de 50 ans, restera ou non membre du bureau politique, où il était entré l'an passé à l'issue du quatrième congrès du parti. Membre du comité central du PCC depuis 1980, cet homme peu aimé de la population et à la personnalité controversée (« stalinien » pour certains, « réformiste » pour d'autres ou accusé de duplicité) était fait, dans les cercles politiques d'une prémonition pour la façon dont il avait mené en 1988 les négociations finales entre La Havane, Lunda, Pretoria, Moscou et Washington, qui avaient mené au retrait des forces cubaines du sud-ouest africain. — (AFP.)

VÉNÉZUELA : attentat contre un leader syndical. — L'ancien président de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), M. Antonio Rios, a été gravement blessé par balles, mercredi 23 septembre à Caracas. L'attentat, revendiqué par une organisation jusqu'ici inconnue, les « Justices vénézuéliennes », prétendant lutter contre la corruption, a été commis par un homme et une femme circulant à moto, qui ont été arrêtés peu après par la police. M. Rios, 60 ans, ancien député du Parti de l'action démocratique au pouvoir, avait dû renoncer à son mandat de parlementaire et de président de la CTV, au moment de son arrestation, en septembre, pour corruption. Il était en liberté provisoire. — (AFP, UPL.)

هكذا من الإيجل

AMÉRIQUES

PROCHE-ORIENT

A la fin de la sixième session des négociations bilatérales israélo-arabes

Damas a fait des propositions jugées « intéressantes » par Washington

Le secrétaire d'État américain par intérim, M. Lawrence Eagleburger, a eu, mercredi 23 septembre à New-York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, un entretien, qualifié de « très constructif et très bon » avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chareh. A la suite de cette rencontre, les États-Unis devaient transmettre à la délégation israélienne aux négociations bilatérales israélo-arabes des propositions syriennes, jugées « intéressantes » par des diplomates américains, mais la tension n'en a pas été levée.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La septième session des négociations bilatérales de paix, entamée il y a onze mois à Madrid, devrait s'ouvrir le 21 octobre prochain à Washington. Comme celle qui devait s'achever jeudi 24 septembre à Washington, elle devrait durer au moins quatre semaines, un intervalle de quelques jours étant prévu au moment de l'élection présidentielle américaine, le 3 novembre.

Seul improbable coup de théâtre de dernière heure, les sceptiques jugeront que jusqu'ici les pourparlers entre l'État juif et ses interlocuteurs arabes n'ont finalement pas produit grand-chose de concret. Les autres souligneront d'abord l'amélioration très nette du climat entre les belligérants et rappelleront que le gouvernement de M. Itzhak Rabin ayant pour la première fois admis la nécessité historique d'échanger « des » territoires

occupés contre la paix, on a fait un grand pas en avant.

Une déclaration faite mercredi par le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Al Chareh, sur « l'indiscutable sincérité » de son gouvernement et sur sa volonté d'offrir à Israël « une paix totale » en échange « d'un retrait total des territoires arabes occupés » peut être interprétée diversement. M. Rabin n'a jamais annoncé son intention de rendre « tous » les territoires conquis en 1967. D'ailleurs, s'il le faisait, son gouvernement aurait toutes les chances de tomber dans l'écueil.

C'est cependant cela, la restitution de « tous » les territoires (la partie orientale de Jérusalem comprise) que les organisations palestiniennes les plus radicales réclament comme une sorte de préalable. Pour appuyer leurs revendications et protester contre le processus de paix en cours, qui ne prévoit, dans un premier temps, qu'une autonomie limitée et transitoire pour les 1,8 million de Palestiniens qui vivent dans les territoires, dont le mouvement islamiste Hamas, puis le FPLP et le FDLP, lesquels ont mis en place mardi un « commandement unifié » - avaient appelé pour mercredi à une journée nationale de grève.

Apparemment bien suivi dans les camps de réfugiés de Syrie, le mot d'ordre n'aurait été que partiellement entendu dans ceux de Liban et de la Jordanie. Dans la bande de Gaza (huit cent mille habitants), la grève a été presque totale, alors qu'une majorité de boutiques étaient ouvertes à Jérusalem-est et dans la plupart des villes de Cisjordanie. Neuf Palestiniens et un Israélien ont toutefois été blessés lors de divers incidents. De toute évidence, beaucoup de

Palestiniens des territoires occupés veulent croire au succès des discussions en cours; il n'est que de voir la multiplication des projets d'investissements et la hausse sans précédent des prix du terrain pour s'en convaincre.

Un gage de M. Rabin

D'ailleurs, les Israéliens de toutes tendances, et surtout la droite, qui s'en inquiète, « y croient » eux aussi. Accusé par les témoins du Likoud, l'ancien parti au pouvoir, « d'être brader le pays », d'acquiescer « à toute une cascade de concessions » à « l'ennemi arabe » - lequel « devine la faiblesse » du pouvoir en place - le chef du gouvernement a donné à ses adversaires une sorte de gage. Repli tactique? M. Rabin a repoussé aux calendes grecques un projet de réforme de la loi antiterroriste. Promise avant les élections - promesse qui avait beaucoup contribué à l'amélioration sensible de l'image d'Israël - cette réforme aurait mis fin à l'interdiction faite, sous peine de prison, à tous les citoyens israéliens d'avoir quelque contact que ce soit avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

De sources proches du pouvoir, on laissait entendre mercredi que

M. Rabin avait simplement renvoyé le projet à une date ultérieure, craignant que la réforme n'ouvre la voie à des pressions internationales puissantes pour contraindre Israël à dialoguer ouvertement avec la centrale de M. Yasser Arafat. En outre, ajoutait-on, si elle était approuvée en ce délicat moment des négociations, la réforme pourrait favoriser la reprise de contacts directs entre l'OLP et les États-Unis. Pour l'instant improbable, il s'agit d'une éventualité dont Israël ne veut pas entendre parler.

M. Rabin négocie en position de force relative et il n'a pas l'intention de renoncer à son avantage. Toujours muet sur le détail de ses projets, le premier ministre, qui recevait mercredi une délégation de colons du Golan, aurait même déclaré à ses interlocuteurs qu'il n'avait pas l'intention de répéter (sur le plateau du Golan) ce qui s'était passé dans le Sinaï. Le gouvernement de l'époque, dirigé par la droite nationaliste, avait intégré la suite des accords de 1978 à Camp David. Depuis cette époque, plus d'un million d'Israéliens ont pu visiter les pyramides de Guizah, et la frontière sud-ouest de l'État juif est des plus tranquilles.

PATRICE CLAUDE

IRAN

Téhéran s'apprête à acheter quatre réacteurs à la Russie et à la Chine

L'Iran s'apprête à acheter à la Russie deux réacteurs nucléaires et à en acquérir deux autres en Chine afin d'améliorer son approvisionnement en électricité, a déclaré mercredi 23 septembre M. Reza Amrollahi, vice-président de l'Iran, et chef de la délégation iranienne à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne.

Selon un accord récemment conclu avec la Russie, Téhéran, qui souffre d'une pénurie d'eau, doit recevoir prochainement deux réacteurs de 440 mégawatts du type VVER-440-213. Plus sûrs que les vieux VVER-230, ils sont cependant aujourd'hui dépassés au regard des normes occidentales, dont sont plus proches les réacteurs russes de troisième génération VVER-1000-320.

« Difficultés » avec l'Allemagne

L'Iran recevra, par ailleurs, de la Chine deux autres réacteurs de 300 mégawatts chacun. Ces derniers sont d'un type nouveau, baptisé Quishan, disposant d'éléments européens et japonais, a indiqué au cours d'une conférence de presse M. Amrollahi. Des réacteurs producteurs d'électricité,

donc, contrairement au petit réacteur de recherche vendu par la Chine à l'Algérie (le Monde daté 26-27 mai 1991).

Ces choix démontrent, s'il en était besoin, que l'Iran éprouve toujours de grandes difficultés pour relancer son programme nucléaire. Selon les experts occidentaux, le réacteur chinois, qui n'a pas encore fonctionné, n'offre pas les technologies les plus modernes.

M. Amrollahi a d'ailleurs admis que l'Iran rencontrait « des difficultés » avec l'Allemagne pour l'achèvement de la construction de la centrale de Bushehr Hallilieh (1). Les travaux avaient été arrêtés par Bonn en 1979, en raison du changement de gouvernement à Téhéran. Lorsque l'Iran s'est de nouveau montré intéressé par l'achèvement de la centrale, il y a deux ans, le gouvernement allemand a refusé d'accorder une garantie pour les crédits nécessaires.

J.-J. D.

(1) Six autres réacteurs d'une puissance comprise entre 1 000 et 1 300 MW devaient être construits en Iran, dont deux par les Français. Tous ces programmes ont été abandonnés.

IRAK

« De Nabuchodonosor à Saddam Hussein »

Musique et danse, cavaliers vêtus à l'antique, feu d'artifice... Le quatrième Festival de Babylone s'est ouvert avec éclat, mardi 22 septembre, devant quelque cinq mille personnes venues sur un site à quatre kilomètres de Bagdad. Concerts, soirées poétiques, représentations théâtrales et séminaires doivent se succéder pendant quinze jours dans les ruines de cette cité prestigieuse, située à une centaine de kilomètres au sud de Bagdad. Seule participation occidentale : celle de deux danseurs italiens.

Face aux gradins comblés du théâtre en plein air, apparaît le minaret de l'informateur, en uniforme vert olive - celui des cadres du parti - accueilli par un

silence poli. Puis, s'est au tour du ministre de l'Intérieur, demi-frère du président Saddam Hussein, entouré de ses gardes du corps, kalachnikov à la main.

Ayant pour thème : « De Nabuchodonosor à Saddam Hussein », ce festival est, selon les dires, un défi aux « forces du mal » qui, par le maintien de l'embargo, veulent anéantir le pays. La cloche est à l'œuvre. Le public se livre à l'évocation des « martyrs » de la patrie. Quant au roi Nabuchodonosor qui, quelque 2 500 ans avant Jésus-Christ, avait restauré Babylone, il est glorifié pour avoir « capturé » Jérusalem et contraint les Juifs à l'exil. - (AFP.)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : l'ANC confirme son intention de manifester au KwaZulu. - Sans préciser de date, le Congrès national africain (ANC) a confirmé mercredi 23 septembre son intention d'organiser une marche sur Uthuli, capitale du KwaZulu, en dépit des avertissements de l'homme fort de ce homeland, M. Mangosuthu Buthe, dirigeant du parti zoulou Inkatha. - (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS : décès du général James Van Fleet. - Le général à la retraite James Van Fleet, qui avait participé, pendant la seconde guerre mondiale, au débarquement en Normandie, puis à la guerre de Corée, est décédé, mercredi 23 septembre, à l'âge de cent ans. Le général Van Fleet avait également combattu durant la première guerre mondiale et joué un rôle crucial dans la guerre civile grecque. Ses mouvements stratégiques à Utah-Beach (Normandie) et pendant la bataille des Ardennes (1945), sont toujours étudiés dans les écoles de guerre. - (AFP.)

NIGÉRIA : les rivaux de l'ex-général Yar'Adua se sont réunis dimanche. - Dix des douze candidats du Parti social-démocrate (PSD) ont annoncé mercredi 23 septembre leur retrait des primaires présidentielles, qu'ils estiment entachées de « manipulations » en faveur de l'ex-général Yar'Adua, arrivé nettement en tête lors des deux premiers tours du

scrutin (le Monde des 16 et 23 septembre). Le gouvernement avait indiqué la veille qu'il n'avait pas l'intention d'annuler le deuxième tour de ces primaires. - (AFP.)

SOUDAN : Amnesty International dénonce des massacres. - L'organisation humanitaire Amnesty International a accusé, mercredi 23 septembre, les forces gouvernementales soudanaises d'avoir massacré au moins trois cents civils et prisonniers ces derniers mois dans la ville de Juba, assiégée par les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). Selon Amnesty, l'armée a également incendié des quartiers entiers de la capitale du Sud-Soudan pour mieux la contrôler. - (AFP.)

TOGO : dix blessés dans deux attentats à Lomé. - La gendarmerie a indiqué, mercredi 23 septembre, que dix personnes avaient été blessées, dont deux grièvement, la veille à Lomé, lors de deux attentats à l'explosif contre des bars. Ces deux nouveaux attentats, qui n'ont pas été revendiqués, ont été commis alors que les Togolais sont appelés aux urnes, dimanche, pour se prononcer par référendum sur le projet de nouvelle Constitution. Mercredi, le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, a présidé un conseil des ministres, pour la première fois depuis la fin de la conférence nationale, il y a plus d'un an. - (AFP.)

Sur toute la ligne...



Aujourd'hui les compagnies aériennes doivent répondre à quatre critères essentiels du transport aérien : fiabilité, précision, service et confort.

Chez Turkish Airlines, notre but est de faire partie des meilleures compagnies aériennes en Europe. Volonté, ambition et enthousiasme sont nos atouts pour relever ce défi. Parallèlement à cet objectif, nous cherchons constamment à progresser en misant sur des services de première qualité tels que les programmes "Company Club" et "Business Class". Quant à notre programme "Frequent Flyer" (pour ceux qui voyagent fréquemment sur nos lignes), il bénéficie déjà d'une excellente réputation parmi nos passagers.

Doté d'une flotte importante et récente d'Airbus A - 310 et des derniers Boeing 737 - 400, notre réseau vous permettra de rejoindre 68 destinations depuis la Turquie vers le monde entier, et des quatre coins du globe vers la Turquie. Nos vols non-stop, ainsi que ceux en correspondances précises vers plus de 250 villes du monde, sont étudiés pour que vous puissiez profiter au maximum de votre journée quelle que soit votre destination. Et comme vous êtes de plus en plus nombreux à prendre nos avions, Turkish Airlines n'a pas le temps de se reposer sur ses lauriers.



TURKISH AIRLINES

"Vous comptez encore plus pour nous"

هكذا من لايصل

ASIE

Vietnam : élu par la nouvelle Assemblée nationale

Le général Lê Duc Anh devient chef de l'Etat

Le général Lê Duc Anh, soixante-deux ans, numéro deux du PCV, a été élu mercredi 23 septembre président du Vietnam par la nouvelle Assemblée nationale, en session pour trois semaines. Candidat unique, l'ancien ministre de la Défense a recueilli la totalité des voix des 392 députés présents. Il était jusque-là chargé des questions de sécurité, de l'armée et des relations avec l'étranger au sein du bureau politique.

L'ancien chef du corps expéditionnaire au Cambodge

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Ancien ouvrier originaire du Vietnam central, où il est né en 1919, le général Lê Duc Anh, qui vient d'être nommé chef de l'Etat vietnamien, est considéré comme l'un des principaux chefs de la guerre contre les Américains dans le Sud. Il est également connu pour avoir commandé les troupes de son pays au Cambodge lors de leur intervention en 1978-1979.

Pendant la première guerre d'Indochine, contre la France, M. Lê Duc Anh appartient à l'état-major des milices communistes. On le retrouve, pendant la deuxième guerre, contre les Américains, membre du comité du parti Lao-Dong (Parti des travailleurs, communistes) dans le Sud, en compagnie de Pham Hung, aujourd'hui décédé, Nguyen Van Linh, qui a quitté le secrétariat général du PC à l'occasion de son septième congrès, en juin 1991, et Vo Van Kiet, l'actuel premier ministre.

Lê Duc Anh dirige la lutte armée dans la partie occidentale du delta du Mékong. Il noue alors des liens avec les guérillas cambodgiennes. En 1975, il est le numéro 2 de la « campagne Ho Chi Minh », qui se terminera avec la chute de Saigon. Entré au comité central en 1976, le général Anh est, à la même époque, nommé chef de région militaire. Peu après, il organise, en compagnie de feu Lê Duc Tho,

l'intervention militaire au Cambodge, où il commandera le corps expéditionnaire vietnamien pendant de nombreuses années.

Il appartient à la commission militaire centrale du PC et, en 1984, est promu général d'armée. Membre du bureau politique depuis 1982 (cinquième congrès), il est nommé ministre de la Défense en février 1987. Proximité numéro 2 du parti lors du septième congrès, il souhaitait coiffer trois secteurs : la défense, la sécurité et les affaires étrangères. Il a notamment participé, en 1991, à la négociation sur la normalisation des relations avec la Chine.

Le général Anh a longtemps fait figure de candidat malgré lui aux fonctions de chef de l'Etat, en dépit de la réforme constitutionnelle adoptée au début de l'année qui a remplacé une présidence collégiale par une présidence unique. Mais, en cas de refus de sa part, le poste aurait été attribué, pour des raisons de rapport de force à l'intérieur du PC, à M. Do Muoi, secrétaire général du PC depuis le septième congrès.

Cette solution aurait été peu satisfaisante, alors que la nouvelle Constitution préconise une séparation des pouvoirs entre l'Etat et le parti. M. Anh a dû céder. La tréca qui domine le PC depuis son dernier congrès, en 1981, se répartit les tâches : à M. Do Muoi le parti, au général Anh l'Etat et à M. Vo Van Kiet le gouvernement.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFGHANISTAN : découverte d'un charnier près d'Hérat. - Les autorités islamiques afghanes ont annoncé, mercredi 23 septembre, la découverte d'un charnier près d'Hérat, dans l'ouest du pays. D'après Radio-Kaboul, 2 000 corps de « martyrs inconnus de la révolution islamique » y étaient entassés. Les victimes auraient été ensevelies dans le charnier sur ordre de l'ancien gouvernement communiste, renversé en avril par les moudjahidines après quarante ans de guerre civile. - (Reuters).

BERMANIE : reprise des opérations contre les Kares. - La Birmanie envoie des renforts dans l'extrême est du pays pour soutenir la reprise de son offensive contre les insurgés de la minorité ethnique karène, a-t-on appris, mercredi 23 septembre, des sources militaires. Quelque six cents soldats de Rangoon ont attaqué, le 21, la base rebelle de Huiy Puang Lao, à 20 km de la ville thaïlandaise de Mae-Hong-Son. Bangkok a renforcé son dispositif de sécurité à la frontière. Les Kares sont en lutte contre le pouvoir central birman depuis près de quarante-cinq ans. Une vive offensive militaire de Rangoon, au printemps, avait dû être interrompue en raison de la mousson. - (UPI).

INDE : grève générale au Bengale. - Le gouvernement communiste de l'Etat indien du Bengale occidental a organisé, mercredi 23 septembre, une grève générale de vingt-quatre heures. Ce mouvement a paralysé l'activité de Calcutta et de sa région. Cette grève, la troisième au Bengale en dix-huit mois, a été décidée en protestation contre les réformes économiques libérales de New-Delhi. Le gouvernement fédéral a, pour la cinquième fois en moins de deux ans, fortement augmenté, la semaine dernière, les prix du pétrole. Son objectif est de limiter les subventions qui grèvent le budget de l'Union, et de contenir la croissance de la consommation. - (UPI).

Orlando Ordoñez Betancur a pris en otage les trois hommes, qui tenaient une réunion pour discuter des conditions de reddition d'anciens guérilleros honduriens. Il a exigé et obtenu qu'un avion soit mis à sa disposition pour se rendre au Honduras. C'est à l'aéroport de Tegucigalpa, capitale du Honduras, qu'il a été libéré. Mgr Luis Alfonso Sartorio, et le chef de la police secrète du Costa-Rica, le colonel Manuel Luna.

THAÏLANDE : chef du Parti démocrate

M. Chuan Leekpai a été nommé premier ministre

M. Chuan Leekpai, chef du Parti démocrate thaïlandais, a été nommé, mercredi 23 septembre, au poste de premier ministre par décret royal. Sa formation était arrivée en tête aux élections du 13 septembre. Au total, 216 des 380 députés ont soutenu

M. Chuan, selon le nouveau président de la Chambre, M. Marut Bunnag. M. Chuan est appuyé non seulement par les quatre partis qui s'étaient opposés au maintien des militaires sur le devant de la scène (autre les démocrates, la Nouvelle Aspiration, le Parti

de la solidarité et le Palang Dharma), mais aussi par le Parti d'action sociale, proche de l'establishment traditionnel mais dont le soutien était indispensable à une majorité stable. Le gouvernement devrait être formé avant la fin de la semaine.

Un manœuvrier intègre

BANGKOK

de notre correspondant

n'est « ni faiblesse ni indécision ». Né à Trang, dans le Sud qui est la bastion des démocrates, d'un père enseignant et d'une mère marchande de fruits et légumes, il a fait des études de beaux-arts à Bangkok, avant de changer d'orientation et d'obtenir son diplôme de droit à l'université Thammasat. Cet ancien avocat est bon orateur et il « accroche » bien dans les débats, tout en gardant le sens de la mesure.

Jamais M. Chuan ne se laisse aller à dire ce qu'il ne fait pas quand il se le voit pas ! Ainsi les démocrates ont-ils pu franchir l'épreuve de la répression de mai sans jamais se désolidariser des manifestants et de leurs leaders - mais sans prendre pour autant des positions avancées dans le mouvement anti-militariste, qui a coûté la vie à 52 personnes, si

l'on en croit les sources officielles. Ils ont préféré contribuer à la recherche de solutions au Parlement.

M. Chuan passe pour un homme intègre. Il veut modifier les mœurs politiques thaïlandaises, et en particulier limiter l'influence des militaires dans la vie publique. Mais il sait également accepter les compromis. Elu député pour la première fois en 1969, il a déjà été ministre à neuf reprises, avant le coup d'Etat de février 1991, notamment de la justice, de l'éducation et de la santé. Il a même été, dans ces dernières fonctions, le premier à dénoncer les risques d'épidémie de sida dans le pays, ce qui demandait du courage.

M. Chuan Leekpai a déclaré qu'il maintiendrait les orientations économiques de son prédécesseur, M. Anand Panyarachun. Il n'offrira

aucun poste à des politiciens dédaignés « inhabituellement riches » l'an dernier par une commission officielle. Il donnera la priorité à ses « anciens alliés », autrement dit les partis qui figuraient dans l'opposition dans l'Assemblée dissoute en juillet.

Un adage thaï loup ceux qui savent « se tenir dans deux bateaux à la fois ». M. Chuan se défend de telles pratiques, assurant que le réalisme se traduit par des compromis, non des compromissions. Il reste que ce vétéran - parvenu, par exemple, à régénérer un très ancien parti tout en préservant son image de politicien qui n'appartient pas à la vieille école - a déjà fait montre d'une subtilité peu commune.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Nouvelle vague d'attentats

Un gendarme en patrouille a été tué, mardi 22 septembre, près de Laidjerie, à 80 kilomètres à l'est d'Alger, dans une embuscade tendue par un groupe armé qui a réussi à prendre la fuite à bord de deux voitures volées. Le même jour, un inspecteur de police, qui avait déjà été blessé lors d'un précédent attentat, a été assassiné à Chebli, au sud de la capitale. D'autre part, deux policiers et deux membres d'un groupe armé ont été blessés, mardi, au centre de Constantine, lors d'un accrochage.

Une bombe a été désamorcée par la police, mercredi, à Alger, dans les locaux de la compagnie Suisse. Un autre engin a explosé, non loin de là, près d'une agence d'Algerie, arrachant la jambe de celui qui le transportait. Par ailleurs, le tribunal d'Oran a condamné un jeune homme de vingt-neuf ans, auteur d'une fusillade à la bombe, à dix mois de prison ferme et 3 000 dinars (750 francs) d'amende, a indiqué, mercredi, l'agence de presse APS. - (AFP).

COSTA-RICA

Enlèvement du ministre de l'Intérieur

M. Luis Fishman, ministre de l'Intérieur du Costa-Rica, a été enlevé, mercredi 23 septembre à San-José, par un Hondurasien, qui sous la menace d'un pistolet avait également pris en otage l'évêque de Santa-Rosa-de-Capota, l'archevêque de Managua, Mgr Luis Alfonso Sartorio, et le chef de la police secrète du Costa-Rica, le colonel Manuel Luna.

Orlando Ordoñez Betancur a pris en otage les trois hommes, qui tenaient une réunion pour discuter des conditions de reddition d'anciens guérilleros honduriens. Il a exigé et obtenu qu'un avion soit mis à sa disposition pour se rendre au Honduras. C'est à l'aéroport de Tegucigalpa, capitale du Honduras, qu'il a été libéré. Mgr Luis Alfonso Sartorio, et le chef de la police secrète du Costa-Rica, le colonel Manuel Luna.

IRAN

Téhéran et les Emirats tentent de régler leur conflit à propos de l'île d'Abou-Moussa

Après des échanges d'accusation quant à leurs intentions rétrogrades, l'Etat des Emirats arabes unis (EAU) et l'Iran vont tenter de trouver un règlement pacifique au conflit qui les oppose à propos de l'île d'Abou-Moussa, lors d'une rencontre des directeurs des affaires du Golfe au sein des ministères des affaires étrangères des deux pays. Prévue dimanche 27 septembre à Abou-Dhabi, cette réunion sera la première depuis la

relance du conflit (le Monde du 16 septembre).

La décision de participer à cette réunion est « fondée sur l'intérêt de l'Iran à maintenir des relations amicales avec les Etats du Golfe et sur son engagement à régler pacifiquement les problèmes d'opposition aux « Emirats », a indiqué le ministre iranien des affaires étrangères. La Syrie s'est notamment employée à empêcher que les choses ne dégénèrent. - (AFP).

HAUT-KARABAKH

Accord de cessez-le-feu précaire

Les ministres arménien et azérbaidjien de la Défense ont signé un accord de cessez-le-feu au Haut-Karabakh. Le trêve est supposée entrer en vigueur le 26 septembre à minuit, a annoncé le ministre russe de la Défense, M. Pavel Graciov, dont les déclarations ont été rapportées, mercredi 23 septembre, par la presse à Moscou.

La non-participation des représentants du Haut-Karabakh à cet accord rend toutefois l'application d'un cessez-le-feu très précaire.

L'accord aurait été signé au cours d'une réunion secrète dans une datcha de Sotchi, dans le sud de la Russie, sur la mer Noire. Mercredi, l'aviation azérbaidjienne a bombardé Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, faisant plusieurs victimes, selon des informations concordantes reçues à Moscou. - (AFP, Reuters, AP).

JORDANIE

L'Iran impliqué dans la création d'un groupe islamiste extrémiste

Un groupe islamiste jordanien, les Jeunes de la mobilisation islamique, créé par deux députés et récemment démantelé (le Monde du 29 août), « avait pour objectif de répandre en Jordanie les principes et objectifs de la révolution iranienne en vue de renverser le régime et de créer un Etat islamique », indique l'acte d'accusation, dont l'AFP a obtenu une copie.

Selon le document, les députés Yacoub Karaché et Laith Chibellat ont fondé le groupe à la suite d'une réunion à Téhéran, en 1990, à laquelle participaient, outre des responsables iraniens, M. Ahmed Jibril, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, basé à Damas, et des groupes intégristes, notamment le Hezbollah pro-iranien. Le groupe était également financé par Téhéran. - (AFP).

KAZAKHSTAN

Le président Nazarbaiev en visite d'Etat en France

Président du Kazakhstan, le plus grande République ex-soviétique

d'Asie centrale avec ses 17 millions d'habitants, M. Noursoultan Nazarbaiev est arrivé, mercredi 23 septembre à Paris, pour une visite d'Etat de trois jours en France. Il a aussitôt été reçu à l'Elysée par le président François Mitterrand, avec lequel il a signé un traité d'amitié et de coopération franco-kazakh.

La visite du président kazakh, personnalité politique de poids dans les républiques issues de l'ancienne URSS, est surtout placée sous le signe de la coopération économique et commerciale, pour laquelle le Kazakhstan présente d'importantes perspectives. M. Nazarbaiev est accompagné d'une importante délégation, qui comprend une cinquantaine d'industriels, et doit avoir de nombreux entretiens avec les milieux d'affaires français.

LIBERIA

Tous les « casques blancs » ont regagné Monrovia

Le commandant de la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG), le général Ishaya Bakut, a annoncé, mercredi 23 septembre à Monrovia, que tous les « casques blancs » retenus en otage par le Front national patriotique du Libéria (FNPL) avaient pu regagner la capitale.

Au total, cinq cent quatre-vingt « casques blancs » sont revenus à Monrovia après l'ordre de rapatriement du 7 septembre par le commandement de l'ECOMOG. Plus de quatre cents d'entre eux ont été retenus en otage par les troupes de M. Charles Taylor (le Monde du 12 septembre), les derniers libérés ayant rejoint la capitale mardi. « Nos soldats ont été dépourvus de leurs effets militaires et personnels », a affirmé le commandant de l'ECOMOG. Des soldats ont déclaré avoir été fouettés, attachés et privés de nourriture durant plusieurs jours. - (AFP).

NIGER

La « troupe » a menacé d'exécuter ses prisonniers touaregs

Evocant les « risques éventuels d'une guerre civile », la communauté touarig de France s'inquiète, dans un communiqué publié mercredi 23 septembre à Paris, « de la tournure que prennent les événements dans le nord du Niger », et demande au gouvernement de transition de « dénoncer les commanditaires des agissements de la « troupe ».

La « troupe » (terme qui désigne les soldats contestataires, auteurs de l'arrestation de quelque 180 Touaregs, dont une cinquantaine ont été libérés) avait menacé mardi d'exécuter ses 110 prisonniers si la quarantaine de soldats et policiers otages des Touaregs

n'étaient pas libérés. Selon une source militaire, l'état-major de l'armée nigérienne a réussi mercredi à convaincre les soldats de renoncer à cet ultimatum.

Les cent cinquante participants à des états généraux de l'armée, organisée à Maradi, ont demandé mercredi aux gendarmes et militaires non gradés de « cesser immédiatement toute action de nature à entacher l'honneur de l'armée », selon un communiqué diffusé par l'agence ANP. - (AFP).

SOMALIE

La HCR cherche à enrayer l'arrivée de réfugiés au Kenya

Afin de désamorcer la crise provoquée par l'arrivée massive de réfugiés somaliens au Kenya, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, mercredi 23 septembre, le lancement, à partir du Kenya, d'une opération de réhabilitation dans des zones situées jusqu'à cent kilomètres à l'intérieur de la Somalie.

Outre le transport de nourriture, cette opération, d'un coût de 12 millions de dollars, vise à réaménager puits, abris et centres de santé, afin de décourager l'exode et d'encourager d'éventuels rapatriements. Selon le HCR, quelque 393 000 Somaliens ont trouvé refuge au Kenya et 500, en moyenne, continuent de franchir chaque jour la frontière.

La France a décidé de renforcer son action en faveur de la Somalie avec la poursuite de son pont aérien, l'affrètement de deux bateaux de secours et la mise en place d'une grande pharmacie à Mogadiscio, selon un communiqué publié mercredi par l'ambassade de France à Nairobi. Une vingtaine de rotations entre Djibouti et la ville de Baldoon ont été décidées, qui viendront s'ajouter aux vingt-huit rotations effectuées depuis le début du mois d'août. - (AFP).

TADJIKISTAN

Des troupes russes ont été la cible d'attaques

Les troupes russes déployées au Tadjikistan pour assurer la protection des points stratégiques et de la frontière avec l'Afghanistan ont été, à plusieurs reprises, la cible d'attaques de la part des groupes armés qui se livrent une guerre dans cette république d'Asie centrale, ont rapporté, mercredi 23 septembre, l'agence Inter-Tass et la télévision russe.

Les agresseurs s'en prennent aux troupes russes pour leur vol des armes et du matériel militaire. La direction provisoire du Tadjikistan ne parvient toujours pas à restaurer l'ordre dans le sud du pays divisé entre partisans et opposants de l'ex-président Rahmon Nabiev. Mercredi, les fusillades se sont poursuivies à Kourgan-Toubé. - (AFP, Reuters).

Les femmes le moins de vêtements ont été capturées

Les femmes le moins de vêtements ont été capturées

Les femmes le moins de vêtements ont été capturées

Les femmes le moins de vêtements ont été capturées

Les femmes le moins de vêtements ont été capturées

553 من الإجمالي

POLITIQUE

L'analyse du référendum sur l'Union européenne

Des dirigeants en porte-à-faux

La sociologie commande, les politiques disposent. Déterminé par le niveau de formation ou par l'activité professionnelle des électeurs plutôt que par les mots d'ordre, souvent contradictoires, des formations politiques classiques, le vote du 20 septembre a souvent placé les responsables politiques en porte-à-faux vis-à-vis de leur base électorale.

Les exemples de M. Philippe Séguin (RPR) ou de M. Jean-Pierre Chevènement (PS), deux pourfendeurs de Maastricht dont le choix est approuvé dans leur ville, Epinal et Belfort, comme dans leur département, les Vosges et le Territoire-de-Belfort, ceux de MM. Bernard Bosson (CDS) et Charles Millon (UDF), pour le camp du « oui », suivis également par leur ville, Annecy et Bellevue, par leur département, la Haute-Savoie et l'Ain, ne sont pas la règle.

Les élus hostiles au traité ont souvent été contredits dans les villes ou dans les départements « riches » comme ceux de l'Île-de-France, M. Charles Pasqua (RPR), porte-parole du « non », se voit démenti par ses électeurs à Neuilly-sur-Seine, dont il est conseiller général. M. Alain Griorrey (UDF-PR) subit le même revers dans sa ville de Charente, tout comme les députés Franck Borotra (RPR) et Étienne Pinte (RPR) et le sénateur Michel Poniatowski (UDF-PR) dans leur département d'élection, les Yvelines et le Val-d'Oise, ou bien M. Georges

Marchais dans le Val-de-Marne, où le « oui » l'emporte.

A l'inverse, les villes en situation difficile n'hésitent pas à se prononcer contre l'option de leur maire lorsqu'elle est favorable à Maastricht. MM. Michel Delabarre (PS) à Dunkerque, André Delais (PS) à Lens, Jean-Louis Borloo (div. d.) à Valenciennes, Robert Vigouroux (maj. prés.) à Marseille, François Dubin (MRG) à Argentan ou Jean Bousquet (UDF) à Nîmes ont fait l'expérience.

De Paris à la Corée

Traditionnellement bien implantés, les présidents des conseils généraux n'ont pas toujours été capables de convaincre leur électeur. La Vendée de M. Philippe de Villiers, hostile à Maastricht, se prononce à une très faible majorité pour le « non ». Le département des Hautes-de-Seine, présidé par M. Pasqua, vote en revanche nettement pour Maastricht. Tenants du « non », MM. Lucien Neuwirth (RPR) et Michel Germe (PC) sont contestés dans la Loire et le Val-de-Marne. Il en va de même du côté du « oui », surtout dans les départements plus ruraux. MM. Jean-Claude Peyronnet (PS), en Haute-Vienne, Jean François-Poncet (UDF), qui préside en France le Mouvement européen, dans le Lot-et-Garonne, Christian Poncellet (RPR), dans les Vosges, se

retrouvent minoritaires, de même que M. Jean-François Deniau (UDF) dans le Cher, qui, après avoir beaucoup hésité, s'était en définitive prononcé pour le « oui ».

Les présidents de région sont logés à la même enseigne. Ainsi MM. Jean-Pierre Soisson (maj. prés.) en Bourgogne, et Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) en Provence-Alpes-Côte d'Azur, n'ont pu convaincre leur région de la nécessité de ratifier les accords européens. Chantre de l'Europe, M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF) est suivi par Charente-Maritime comme par le département du Puy-de-Dôme, mais pas par l'Auvergne qu'il préside.

Ce dernier exemple montre bien que la fonction politique et l'engagement dans la campagne référendaire, en règle générale, n'ont guère pesé face aux pesanteurs sociologiques. M^{me} Elisabeth Guigou (PS) dans le Val-de-Marne, M. Pierre Bérégovoy (PS) dans la Nièvre et M. Laurent Fabius (PS) dans la Seine-Maritime ont fait l'expérience. Le « oui » y est minoritaire. Le cas de M. Jacques Chirac, qui jouit d'une double implantation, à la fois urbaine et rurale, est à ce titre exemplaire. Le maire de Paris, qui s'était finalement prononcé en faveur de la ratification, est suivi par ses administrés. Le député de Corrèze, en revanche, ne convainc pas.

GILLES PARIS

Selon un sondage BVA

Les femmes de moins de vingt-cinq ans ont voté majoritairement « non »

Selon un sondage réalisé par l'Institut BVA pour France 2 et Libération à la sortie des bureaux de vote, dimanche 20 septembre, les femmes de moins de 25 ans ont voté majoritairement « non » (50 % de « oui ») et les hommes (51 % de « oui ») au traité de Maastricht. En fait, lorsqu'on analyse les déclarations de vote par âge, on constate une grande différence de comportement, selon le sexe, pour les moins de vingt-cinq ans. Les hommes de cette tranche d'âge se seraient prononcés à 58 % pour le « oui » alors que les jeunes femmes ne l'auraient fait qu'à 43 %. L'écart de quinze points vaut la peine qu'on en cherche les raisons.

Les motivations économiques viennent immédiatement à l'esprit. Plus que les hommes, les femmes

subissent directement les tensions sur le marché du travail. Choisisant toujours un nombre de filières restreint, elles possèdent, moins que les hommes, les qualifications requises, et se retrouvent plus souvent dans les rangs des chômeurs. Conscientes de leur fragilité, elles craignent probablement l'Europe qui se profile, une Europe où, dans un premier temps du moins, la concurrence et la lutte pour l'emploi risquent d'être encore plus âpres.

M^{me} Jeannine Mossuz-Lavau, directrice de recherches au CNRS et à la Fondation nationale des sciences politiques (1), voit une autre raison, plus politique cette fois, à ce vote. M^{me} Mossuz-Lavau, qui étudie les comportements politiques des femmes, constate que, depuis plu-

sieurs années, celles-ci se prononcent plus souvent que les hommes en faveur des idées de gauche. Elle souligne qu'à la dernière élection présidentielle les femmes avaient soutenu plus fortement que leurs homologues la candidature de François Mitterrand. « Les jeunes femmes, lors du référendum, explique M^{me} Mossuz-Lavau, ont été cohérentes avec leurs préférences politiques de gauche. Elles ont probablement voulu protester contre le système politique des hommes et de l'establishment. »

(1) Auteur avec M^{me} Mariette Sineau d'une enquête sur les femmes et la politique en France parue aux PUF en 1983.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Les résultats officiels proclamés par le Conseil constitutionnel

Comme le veut l'article 60 de la Constitution, le Conseil constitutionnel a contrôlé la régularité du scrutin référendaire, avant d'en proclamer les résultats officiels. Les chiffres qu'il a publiés mercredi 23 septembre diffèrent peu de ceux du ministère de l'Intérieur. Le Conseil n'a relevé d'irrégularités que dans les communes de Rivière-Piscine et Sainte-Anne (Martinique), où étaient mis à la disposition des électeurs des bulletins appelant à se prononcer sur une « question étrangère à l'objet du référendum », de Fagnonville (Haute-Rhin), où il n'y avait pas d'isoloir « satisfaisant aux exigences légales », et de Grailhet (Tarn) où « il n'a pas été procédé au contrôle d'identité des électeurs » dans six bureaux.

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 22 septembre à propos des résultats du référendum dans l'Aisne, M. René Dosière (PS) n'est pas député de la quatrième circonscription (Soissons), mais de la première (Laon). C'est M. Bernard Lefranc (PS) qui est l'élu de la quatrième circonscription.

BENJAMIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde sans visage

Le recours de M. Mazeaud a été rejeté

Après avoir proclamé les résultats officiels du référendum, le Conseil constitutionnel a rejeté le recours de M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, qui lui demandait de dire que la loi adoptée par les électeurs était contraire à la Constitution (le Monde du 23 septembre).

Le Conseil est resté fidèle à la jurisprudence qu'il avait établie en 1962. Saisi par le président du Sénat de la loi référendaire qui avait institué l'élection du président de la République au suffrage universel, il avait, à l'époque, estimé qu'il n'était pas en son pouvoir de contrôler « l'expression directe de la souveraineté nationale ». Toutefois, pour confirmer ce principe, le Conseil n'a pas utilisé tout à fait la même argumenta-

tion qu'il y a trente ans. Ainsi il n'a pas dit, comme alors, qu'il était « un organe régulateur de l'activité des pouvoirs publics ». Il a simplement souligné qu'il ne pouvait surveiller la conformité à la Constitution des lois « qui, adoptées par le peuple français à la suite d'un référendum contrôlé par le Conseil constitutionnel au titre de l'article 60 de la Constitution, constituent l'expression directe de la souveraineté nationale ».

Le peuple souverain est donc entièrement libre de décisions qu'il prend directement, à la seule condition qu'il s'exprime dans les conditions prévues par la Constitution, conditions que le Conseil constitutionnel a justement pour mission de surveiller.

Th. B.

Les dix France

Suite de la première page

2. La France des centres face à la France des extrêmes. Deux France sociologiques, mais aussi deux France politiques se sont opposées le 20 septembre. Le centre gauche, le centre droit et le centre vert se sont retrouvés du côté du « oui ». La gauche dure, jadis jacobine, naguère marxiste, toujours populiste, a dit « non », avec la droite dure, jadis légitimiste, naguère bonapartiste, toujours populiste. Aux extrêmes, pas de problèmes, les chefs protestataires de partis protestataires ont appelé des électeurs protestataires à protester. Ils l'ont tout fait, d'autant plus facilement que les dissidents sont, à cette occasion, rentrés dans le camp.

On ne saura jamais ce qui serait advenu du côté gauche si les Charles Fiterman et autres Philippe Herzog avaient osé soutenir le « oui », pour accompagner les 48 % de sympathisants communistes qui penchaient encore pour le « oui » à la fin juin et qui ont fondé comme neige au soleil durant l'été de tous les reflux. En fin de campagne, les électeurs extrêmes n'ont plus hésité. Ils ont été rejoints par le gros des RPR et une forte UDF (voir tableau 2). Cette droite dure n'est pas sociologiquement typée, à la différence de la gauche dure. Les ouvriers RPR ou UDF ont été aussi nombreux à voter « oui » que « non », de même pour les sympathisants UDF-RPR diplômés de l'enseignement supérieur - preuve que les deux France politiques ne reproduisent pas les deux France sociologiques. Car le clivage est aussi idéologique.

3. La France progressiste face à la France répressive. Tout serait simple si la droite était répressive et la gauche progressiste. Mais les questions de société divisent les grandes familles politiques. Et cette opposition entre les libéraux-libertaires

d'un côté, les autoritaires de l'autre a bien joué (voir tableau 3). Le clivage entre européanistes et répressifs-uniformistes est une dimension importante du référendum sur Maastricht. Sur toutes les questions de mœurs testées par la SOFRES pour le *Nouvel Observateur*, les « non » sont systématiquement plus autoritaires que les « oui », qu'il s'agisse de l'éloignement des dirigeants, de l'honnêteté des hommes politiques, du renforcement des peines de prison, du rétablissement de la peine de mort, du foulard islamique et de l'idée que le niveau des élèves ne cesse de baisser ou les mœurs de se relâcher.

Le clivage centre-périphérie

4. La France urbaine face à la France rurale. Les cocktails ont aussi des ingrédients territoriaux. Le clivage centre-périphérie s'est manifesté à l'intérieur de chaque département. Nous avons comparé systématiquement les résultats de chaque département avec ceux du chef-lieu. Dans tous les cas sauf deux, le score du « oui » est égal ou plus élevé au chef-lieu. Seuls Saint-Denis et Nanterre démentent la règle, communisme oblige. Partout ailleurs, on retrouve ce vrai clivage géographique. L'écart atteint ou dépasse souvent les dix points dans les départements ruraux (Aisne, Calvados, Charente, Drôme, Eure, Loiret, Lot, Lozère, Manche, Nièvre, Seine-Maritime, Tarn, Vendée). Bien au-delà du « non » des agriculteurs s'est exprimé un « non » rural (voir tableau 4). Le « non » et le « oui », ce sont aussi les campagnes contre les villes, les banlieues déshabitées contre les communes bourgeoises, les inquiets contre les confiants. La socio-démographie n'explique cependant pas tout.

5. La France socio-chrétienne

face à la France nationalo-laïque. Pourquoi la Bretagne a-t-elle voté massivement « oui » et la Normandie massivement « non », la Lorraine « oui » et le pays minier et sidérurgique du Nord-Pas-de-Calais « non » ? Les cartes du référendum bouleversent la géographie politique des élections récentes. Six régions ont nettement choisi le « oui » : 66 % en Alsace, 60 % en Bretagne, 54 % en Île-de-France, Lorraine, Rhône-Alpes et Pays de la Loire. Huit autres ont nettement choisi le « non » : 57 % en Corse et en Picardie, 56 % dans le Nord-Pas-de-Calais, 55 % en Haute-Normandie et en Provence, 54 % dans le Centre et le Languedoc-Roussillon, 53 % dans le Limousin. Pourquoi ? Mise à part l'Île-de-France, les régions du « oui » ont en commun une tradition politique et religieuse. Pays catholiques, pays MRP, et pays de forte poussée socialiste dans les années 1970 : où l'histoire longue et l'histoire récente se marient et resurgissent lorsque enfin elles disposent d'un objet électoral propre.

Dans ces régions coexistent nouvelles dites socialistes et démocrates chrétiens contraires ou rénovateurs. Deux familles politiques différentes et souvent concurrentes, mais l'une et l'autre en terre chrétienne, ont pu se retrouver dans l'instant référendaire. Cette rencontre est parfois contrecarée par un leader du « non », mais de peu : l'effet Séguin porte le « non » à 52 % dans les Vosges, l'effet de Villiers lui permet juste de franchir les 50 % en Vendée. Dans nos régions socio-chrétiennes, les communistes ont souvent voté « oui », à Longwy et Thionville en Lorraine, à Ploudanec en Bretagne, à Bellègue-en-Vallée en Haute-Savoie, à Echirrolles ou Saint-Martin-d'Hères en Isère. Le « oui » tient dans des communes socialistes touchées par la crise, comme Saint-Nazaire ou Saint-Herblain. Le « oui » triomphe dans les villes récemment conquises par le PS : 59 % à Chambéry, 67 % à Quimper.

A ces régions s'opposent trait pour trait celles qui ont donné au « non » une large majorité. Corse exceptée, comme il se doit, elles ont connu une ancienne implantation socialiste, une forte rivalité socialistes-communistes. Dans les campagnes rouges du Limousin et d'une partie du Centre ou du Languedoc, dans les banlieues ou concentrations industrielles du Nord, la tradition ouvrière ou paysanne de gauche favorise le vote « non », comme elle l'a fait en Picardie, en Haute-Normandie, sur le pourtour méditerranéen. Dans toutes ces terres laïques et souvent tentées par le nationalisme, ouvriers et paysans n'ont pas suivi les élus socialistes, tandis que, pour la première fois depuis longtemps, le Parti communiste s'est retrouvé en phase avec ses électeurs d'autant, qu'ils aient ou non dérivé vers le léninisme. Voyez le Limousin, vieille terre rouge, où ni Chirac et ses élus ni les socialistes ne peuvent contenir le « non ». Voyez, dans le bassin houiller, Lens ou Liévin, voyez Dunkerque.

Ainsi l'Europe a-t-elle provoqué un référendum régional : chaque pays a voté selon son histoire politique, son développement économique, ses traditions religieuses, les efforts qui y ont ou n'y ont pas été faits, le tout produisant une perception propre de la construction européenne.

Deux modes de relation à la nation et au monde se sont ainsi révélés à l'occasion de l'Europe. Le clivage droite-gauche les avait enfoncés. Ils ont jailli le 20 septembre et nous en disant sur la France au moins autant, sinon plus, que l'opposition entre la culture de gauche et la culture de droite. Au total, deux France sociologiques, deux France politiques, deux France idéologiques, deux France géographiques et deux France historiques se sont croisées. Soit dix France qui ont fait le référendum par lequel chaque Français a choisi, un jour précis, un certain rapport entre la France et l'Europe. Chacun selon sa situation et sa conception du monde.

OLIVIER DUHAMEL et GÉRARD GRUNBERG

Tableau 1. Les privilégiés face aux défavorisés			
OUI		NON	
Cadres supérieurs	80%	Agriculteurs	63%
Cadres moyens	61%	Ouvriers	61%
Inactifs, retraités	53%	Employés	58%
Diplômés du supérieur	70%	BEP, CAP	61%
Bacheliers	53%	Sans diplôme	54%

Sondage SOFRES pour TFI-RTL et le Figaro, 20 septembre 1992

Tableau 2. Les modérés face aux protestataires			
OUI		NON	
Socialistes	74%	Lépenistes	95%
Génération Ecologie	69%	Communistes	92%
UDF	58%	RPR	67%
Philo à gauche	72%	Très à gauche	82%
A gauche	57%	A droite	68%
Ni à gauche ni à droite	53%	Très à droite	83%

Sondage SOFRES pour TFI-RTL et le Figaro, 20 septembre 1992

Tableau 3. Les permissifs face aux autoritaires		
	Intention de vote	
	OUI	NON
Jugent les hommes politiques corrompus	39%	62%
Parlissent de la peine de mort	49%	75%
Les mœurs en France sont trop libres	39%	57%
Exclure de la salle de classe les jeunes filles portant le foulard islamique	41%	57%

Sondage SOFRES pour le *Nouvel Observateur*, 16-17 septembre 1992

Tableau 4. Les chefs-lieux face aux campagnes		
	OUI	NON
Chefs-lieux	56,7%	43,3%
Autres communes	49,8%	50,2%

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 1854
SCIENCES PO PARIS - PROVINCE
• Session Octobre à Juin
• Session du soir pour bacheliers en cours
• Session Janvier à Juin pour étudiants en cours
SUCCÈS CONFIRMÉS
42 24 10 72 - 45 85 69 35
PUS DU L'INSTRUIT, UNE INSTITUTION

12.000 photos
le gouvernement de M. Bérégovoy
élections 92 : la nouvelle composition des régions et départements
le conseil municipal des villes de + de 100.000 habitants
2 TOMES
National (Tome I) parution juillet 92 55,95 FTTC (franco de port)
Régional (Tome II) parution septembre 92 55,95 FTTC (franco de port)
OFFRE SPÉCIALE : les 2 tomes 79,95 FTTC (franco de port)
LE TROMBINOSCOPE
Service Diffusion
18/20 rue Cuvier 92441 Issy-les-Moulineaux cedex
Tél. (1) 40 95 86 00 - Fax (1) 40 95 18 81

هكذا من لا يصلح

Résultats France métropolitaine :

OUI : 50,8 % NON : 49,2 %

A 48 heures du référendum ...

Dernier Sondage IFOP (18 septembre) :

OUI : 50,5 % NON : 49,5 %

A 1 semaine du référendum ...

IFOP-JDD-Europe 1

Le Journal du Dimanche

Tout va bien, pour une fois, les sondages de l'IFOP ont été publiés dans la semaine d'attente qui précède le vote. La Bourse a redressé la tête, les investisseurs se rassurent, les autres économistes et les journalistes ont retrouvé les idées de sens commun à leur propos. Mais, pour donner une idée de l'opinion, l'IFOP a lancé un sondage de l'opinion, déjà inclus dans les deux, majoritairement favorables à une victoire du oui, inquiète toutefois des conséquences que pourrait avoir sur l'usage de la France en Europe et sur la situation économique une victoire du non, mais surtout, et surtout, d'appréhender l'occasion du référendum leur défiance à l'égard du système, les décisions françaises vont décider de leur avenir, mais l'adhésion de leurs choix laisse aujourd'hui tout possible.

par Jean-Luc Parodi (*)

(*) Directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, conseiller pour les études politiques de l'IFOP.

	%
Indice de participation	71
Indice d'abstention	29

	ensemble
Vous voteriez OUI	53
Vous voteriez NON	47

A 15 jours du référendum ...

SONDAGE IFOP L'EXPRESS

LE OUI D'UNE TRÈS COURTE TÊTE

Si dimanche prochain avait lieu le référendum sur le traité de Maastricht, voteriez-vous oui ou non ?

Sur 100 suffrages exprimés

	OUI	NON
7 septembre	50,5	49,5

L'IFOP remercie ses clients,
ses équipes d'études et ses enquêteurs.



45 84 14 44

M. Chevenement et ses partisans
de l'investissement socialiste

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Chevenement, a déclaré à la presse à l'issue d'une conférence de presse à Paris, mardi 22 septembre, que le gouvernement ne se prononcera pas sur la question de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises avant le référendum du 10 septembre.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Chevenement, a déclaré à la presse à l'issue d'une conférence de presse à Paris, mardi 22 septembre, que le gouvernement ne se prononcera pas sur la question de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises avant le référendum du 10 septembre.

Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Chevenement, a déclaré à la presse à l'issue d'une conférence de presse à Paris, mardi 22 septembre, que le gouvernement ne se prononcera pas sur la question de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises avant le référendum du 10 septembre.

L'ÉTAT DU MONDE
1993



Le monde en 1993
Les grands événements
Les grands pays
Les grands thèmes

Le monde en 1993
Les grands événements
Les grands pays
Les grands thèmes

Le monde en 1993
Les grands événements
Les grands pays
Les grands thèmes

553 من الإجمالي

POLITIQUE

M. Chevènement et ses partisans pourraient être privés de l'investiture socialiste aux élections législatives

Le comité directeur du PS, réuni mercredi 23 septembre, s'est gardé de toute mesure disciplinaire à l'encontre de M. Jean-Pierre Chevènement et du courant Socialisme et République, partisans du « non » au référendum du 20 septembre, mais il a adopté une procédure de désignation des candidats aux élections législatives qui pourrait conduire à leur refuser l'investiture du parti.

La réunion du comité directeur du PS, mercredi, a été précédée d'un prologue, joué par M. Chevènement devant les caméras de télévision et les journalistes. Le député du Territoire-de-Belfort, menacé d'être avec ses amis, sinon exclu du PS, du moins privé de son investiture aux prochaines élections législatives - et de se voir opposer, dans ce cas, un candidat du parti, - a donné lecture d'une déclaration vengeresse.

Certes, a-t-il dit, « les Français ont ratifié le traité de Maastricht », mais « l'étrange de cette ratification et la manière dont elle a été obtenue font apparaître au grand jour la fracture de notre société ». « Onze ans après 1981, la société a deux visages : un déshérence qui apparaît sous nos yeux, a-t-il continué. A favoriser les rentiers, qui s'enrichissent en dormant, les bourgeois et les spéculateurs, voilà ce qui arrive ! En menant la vie précieuse à ceux qui travaillent, à la ville et à la campagne, en se désignant d'avance au chômage de

masse, au chômage de longue durée, voilà ce qui arrive ! L'ancien ministre de la défense a appelé le PS à « prendre sa part, avant qu'il ne soit trop tard », de la reconstruction de la gauche, à laquelle il entend se consacrer lui-même « à travers le Mouvement des citoyens ». Il a annoncé que celui-ci, fondé à Belfort fin août, réunira sa deuxième convention au début du mois de décembre.

M. Popereu :
« une affaire de famille »

La harangue de M. Chevènement était d'autant plus inattendue que l'ancien ministre de la défense et ses amis paraissent ne pas avoir trop de souci à se faire. C'est ce que devait affirmer, devant le comité directeur, M. Lionel Jospin, lui-même hostile à l'exclusion du chef de file du Socialisme et République, en invitant celui-ci à la « sagesse », recommandée, selon lui, « à partir du moment, au moins, où l'on est apaisé sur les intentions ». Des apaisements avaient donc été donnés à M. Chevènement avant la réunion ; il avait aussi que M. Jospin et ses amis réunis le matin, avaient confirmé leur opposition à toute procédure disciplinaire envers lui ; il savait aussi que M. Michel Rocard et ses partisans partageaient cette opposition. Quant à M. Fabius, il devait écarter, lui aussi, les mesures « administratives ».

Cette position est logique de la part de M. Jospin, qui, pendant la campagne référendaire, avait plaidé pour la prise en considération des arguments opposés au traité de

Maastricht par les adversaires de sa ratification et déclaré qu'il fallait accepter le « oui critique ». M. Rocard estime, de son côté, que la situation du PS ne l'autorise pas à donner le spectacle de conflits internes, au moment où, en outre, des divisions bien plus sérieuses affectent le RPR. M. Jean Popereu partage ce point de vue, auquel M. Fabius a été sensible, laissant ses lieutenants, comme M. Claude Bartolone (le Monde du 24 septembre), exprimer leur irritation envers M. Chevènement et ses amis, mais évitant de se prononcer lui-même publiquement de façon trop abrupte.

Cependant, les décisions prises par le comité directeur, qui a adopté le calendrier de préparation des élections législatives, ouvrent la voie à une sanction contre Socialisme et République. « Il y a un effort de cohésion à faire, qui trouvera son terme au moment des investitures », a déclaré M. Fabius. La procédure de désignation devrait aboutir à ce que les députés de ce courant qui se sont prononcés pour le « non » au référendum du 20 septembre et qui seraient désignés comme candidats par leurs fédérations respectives se heurtent à la convention nationale. Celle-ci, convoquée pour le 28 novembre et chargée de ratifier l'ensemble des candidatures, devrait écarter, en effet, les candidats dont les positions ne seront pas conformes à celles du parti.

« Psychodrame », a lancé, exaspéré, M. Popereu, qui a affirmé devant le comité directeur : « Tout le monde sait comment cette comédie finira. M. Chevènement sait qu'il est intouchable. » Selon l'ancien ministre des relations avec le Parlement, le député du Territoire-de-Belfort « fait partie de la famille » (sous-entendu : la famille mitterrandiste), et cette affaire de famille s'arrangera ». M. Gérard Lindeperg, numéro deux du parti et seul responsable rocardien qui se soit exprimé - avec M. Alain Richage, chargé des élections au secrétariat national - a déclaré, dans son rapport d'activité, que « cette audience » des partisans du « non » au sein du PS « s'est révélée tout à fait marginale », mais il leur a adressé un avertissement de nature à les inquiéter. « Estimez-vous, a-t-il demandé, que vos analyses soient compatibles avec les orientations socialistes qui sont les nôtres, avec le programme législatif que nous allons défendre devant les électeurs, et que votre attitude soit respectueuse du minimum de cohérence que l'on est en droit d'exiger d'un parti politique ? »

Des reproches à M. Fabius

M. André Billardon, fabiusien, qui avait dirigé la campagne du PS pour le « oui », a sommé M. Chevènement de s'expliquer. M. Michel Charzat, membre du secrétariat national chargé de préparer la plate-forme du parti pour les élections législatives et qui, lui-même, avait rompu avec M. Chevènement au moment de la guerre du Golfe, a réitéré ses vives critiques à l'encontre de l'ancien ministre de la défense et de ses partisans. « Il ne faut pas manifester la moindre complaisance envers ceux qui ont utilisé les thèmes du national-populisme », a dit le député de Paris, en soulignant que « le paysan breton qui a modernisé son exploitation ou l'ouvrier lorrain qui s'est reconstruit l'ont quitté par des forces vives que le paysan ou l'ouvrier des régions en déclin ».

M. Roland Carré, député de la Côte-d'Or, proche de M. Chevènement, a répondu que l'importance du « non », le 20 septembre, exprimait « le refus de la toute-puissance de la logique libérale » et qu'il est temps de revenir sur les choix de 1983. « Ce que vous appelez populisme, c'est le socialisme. Ce que vous appelez nationalisme, c'est la République », a affirmé M. Carré.

Si la réunion du comité directeur a pris, en dehors du problème posé par Socialisme et République, le caractère d'un paisible débat de l'Académie des sciences morales et politiques sur l'analyse du vote des Français le 20 septembre, le ton avait été plus vif lors de certaines réunions de courant préalables. Les fabusiens avaient incité leur chef de file à réagir aux critiques exprimées, dans les autres courants, sur sa gestion du parti. De fait, chez les jospinistes, M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, avait ironisé sur « le parcours « cent fautes » de M. Fabius depuis son arrivée à la direction du parti, en janvier dernier », ajoutant même : « Nous sommes passés d'une direction dont on n'était pas très fier à une direc-

tion dont on a honte. » L'ancien chef de cabinet du président de la République reproche, notamment, au premier secrétaire sa demande d'intervention militaire en Yougoslavie, le 11 août dernier, et sa déclaration inopportuniste et triomphaliste à l'annonce des résultats du référendum, le 20 septembre au soir.

Le calendrier de la préparation des élections législatives, qui, selon M. Fabius, doivent être envisagées, comme l'élection présidentielle, « à leur date normale », a été discuté. La désignation des candidats, conçue en deux « vagues » par M. Fabius et par les rocardiens - d'abord, le cas des députés élus sur leur nom en 1988, ensuite celui des nouveaux candidats, - a soulevé quelques difficultés du côté des jospinistes. Certains « sortants », n'appartenant à aucune de ces deux catégories. C'est le cas, par exemple, de M. Jean-Marie Le Guen, devenu député de Paris en tant que suppléant de M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, lequel a décidé de se présenter aux prochaines élections dans le Tarn. M. Glavany, qui n'avait pas été élu en juin 1988, mais qui bénéficie aujourd'hui du retrait du député de sa circonscription, ne sera désigné comme candidat, selon cette procédure, qu'après son voisin, M. Pierre Forgues qui, lui, est député sortant.

Il a été convenu de resserrer les délais, sans renoncer à la procédure en deux temps qui permet à la direction du parti de garder un stock de circonscriptions pour d'éventuels accords avec d'autres forces politiques. S'agissant des écologistes, M. Fabius a confirmé sa volonté d'un débat « sur le fond » avec eux, avant d'envisager des accords sur la base de discussions aux niveaux local et régional. Cette méthode a recueilli l'assentiment du comité directeur.

PATRICK JARREAU

Par solidarité avec M. Henri Emmanuelli

Le bureau exécutif du PS va demander à être inculpé

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni mercredi 23 septembre, a adopté le principe d'une demande d'inculpation des membres du bureau exécutif du parti dans l'affaire Urbe, à la suite de celle de M. Henri Emmanuelli par M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, le 14 septembre.

M. Emmanuelli siégeant lui-même au bureau exécutif, ce sont les vingt-six autres membres de cette instance, dont M. Laurent Fabius, premier secrétaire, ainsi que MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin, ses prédécesseurs dans cette fonction, qui, lors de la prochaine réunion du bureau, le 1^{er} octobre, demanderont à être inculpés au même titre que l'ancien trésorier du parti.

Cette démarche, envisagée la veille par les dirigeants du parti, a été appuyée avec vigueur par M. Lionel Jospin et par son courant, réuni mercredi matin et dont les principaux responsables ont déjeuné autour de M. Emmanuelli à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale. M. Jospin a expliqué au comité directeur que M. Emmanuelli est inculpé « en tant que responsable politique national », et non pour des faits qui lui seraient reprochés personnellement. L'ancien ministre de l'éducation nationale estime que la « solidarité » des socialistes envers le président de l'Assemblée nationale, « dans sa fonction et comme responsable politique », est « une question absolue et décisive et fondamentale ».

Il a été envisagé que tous les membres du comité directeur demandent à être inculpés, mais il paraissait difficile d'entraîner dans une telle démarche les membres du gouvernement qui appartiennent à cette instance, à commencer par le premier minis-

tre lui-même, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle (ce dernier est suppléant). Aucun ministre ni secrétaire d'Etat ne siège, en revanche, au bureau exécutif, mais celui-ci compte, outre M. Emmanuelli, douze députés et deux sénateurs, qui ne peuvent être inculpés qu'en dehors des sessions parlementaires.

La démission de M. Mignard

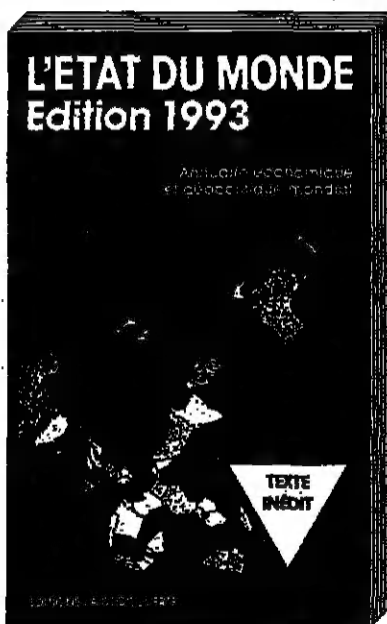
D'autre part, M. Jean-Pierre Mignard, avocat au barreau de Paris et membre du comité directeur, a annoncé mercredi qu'il se démettait de ses fonctions de délégué à la justice auprès du premier secrétaire du PS. Dans son communiqué, qui apparaît comme une critique implicite de la mise en cause des juges, et plus particulièrement du juge Van Ruymbeke, par la direction du PS, M. Mignard écrit : « L'exaspération croissante des rapports entre la magistrature et le monde politique, notamment du fait des affaires, accroît la crise d'un système dont la correction des défauts est chaque jour plus urgente ».

M. Mignard souligne que « toute réforme réclame que soit rétabli un climat de confiance mutuel », mais que dans les circonstances présentes « les procès d'intention se succèdent et l'esprit critique a cédé la place à l'anathème ». M. Mignard est notamment le défenseur de deux élus du PS impliqués dans les affaires de financement politique occulte instruites par le juge Van Ruymbeke, MM. Jean-Yves Le Drian, maire de Lorient et député du Morbihan, et Jacques Floch, maire de Rezé et député de Loire-Atlantique.

P. J. et R.-P. P.

L'ETAT DU MONDE 1993

annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Un bilan de l'année pour les 225 États et territoires de la planète, y compris les républiques de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie.

**Le plus complet
Le plus fiable
Le plus lu**

♦ 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. ♦ 80 pages de statistiques, 12 000 données mises à jour. ♦ 46 pages de cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2000 entrées. ♦ Les dessins de Plantu.

Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.

LA DÉCOUVERTE



CETTE ANNÉE, "PLUME EN HERBE" RÉCOMPENSE 4 ENFANTS DE LETTRES.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 6 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zaü leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre.

Livrets de participation disponibles dans Le Monde du 3 Octobre (daté 4 et 5 Octobre), puis gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



"Plume en herbe"
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

POLITIQUE

Devant le conseil national

M. Chirac obtient la confiance du RPR

Au terme d'une réunion extraordinaire du conseil national du RPR à huis clos, mercredi 23 septembre à Paris, M. Jacques Chirac a obtenu, avec 95 % des suffrages, la confiance de son parti. M. Charles Pasqua et Philippe Séguin ne sont pas venus, mais peu de parlementaires qui avaient appelé à voter « non » à Maastricht les ont suivis dans ce boycottage.

Les membres du conseil national du RPR ont dû éprouver un petit placement au cœur, mercredi 23 septembre à Paris, en gisant leur bulletin dans l'urne. Trois jours après avoir manifesté leur vote pour le « non » au référendum sur la ratification de Maastricht, ils avaient à choisir le « oui » s'il voulait renouveler leur confiance à M. Jacques Chirac, qui avait décidé, dès dimanche soir, de se « ressourcer » auprès du parlement de son parti (le Monde du 23 septembre). « Chez les gaullistes, un responsable ne peut en aucun cas assumer ses fonctions si sa légitimité n'est pas assurée, c'est un problème moral, essentiel », a déclaré M. Chirac, président du conseil national du RPR dans son allocution introductive, en précisant : « Aujourd'hui, chacun comprendra qu'il ne s'agit pas de question pour moi, et pour nous, de voir ma légitimité, comme responsable de notre mouvement, mise en cause, mais de savoir si nous sommes d'accord ou non sur la conduite que nous devons tenir par nos adversaires ou par nos partenaires. »



Pour ceux qui, ni observateurs, ni adversaires, ni partenaires, ne comprennent toujours pas, le maire de Paris a précisé : « Ce combat, que je veux mener avec toutes mes forces pour gagner les prochaines élections locales, et sortir ainsi la France du marasme où elle s'enfonce, je ne peux le mener, avec vous, que dans la mesure où j'ai la certitude morale et politique que votre confiance dans ma personne et dans mon action est entière. » Le message a été reçu cinq sur cinq. Une discussion où une trentaine d'orateurs sont intervenus. M. Chirac a obtenu en effet 95 % des voix (1).

Ambiguïtés et équivoques

D'entrée de jeu, l'ancien premier ministre a eu une pensée pour M. Charles Pasqua et Philippe Séguin, qui avaient décidé de boycotter cette messe. « J'en éprouve quelque peine », a-t-il dit. Il se prévient ainsi de faire connaître et de défendre leur point de vue. Je leur rends leur place, toute leur place, est parvenu, que nul ne le contredise, moi tout le premier. Je leur dis aussi de prendre garde et d'entrer, dans les propos, les initiatives et les attitudes, tout ce qui peut être interprété comme des mises en cause personnelles, tout ce qui peut conduire à une fracture au sein du Rassemblement. Un principe auquel il se tient puisqu'il considère, en petit comité, que seul M. Philippe de Villiers, président (UDF-PR) du conseil général de Vendée, est situé politiquement « à droite de Gengis Khan ».

Rendant compte du déroulement de cette réunion à laquelle partici-

paient, a-t-il souligné, un nombre exceptionnel de cadres et d'élus du mouvement, M. Alain Juppé a estimé, pour sa part, que M. Pasqua et Séguin avaient commis « une erreur » en ne venant pas au conseil national. Le secrétaire général a souligné que soient levés les « ambiguïtés et équivoques » qui, selon lui, entourent la démarche du député des Vosges et du sénateur des Hauts-de-Seine. « Je souhaite que l'on clarifie la situation », a-t-il dit. On ne peut pas à la fois faire, tous les jours ou plusieurs fois par jour, acte d'allégeance à Jacques Chirac et prendre systématiquement le contre-pied de tout ce qu'il dit, des gens qu'il nomme et des orientations qu'il prend. Et pour envoyer un « signal » aux latents sur l'inflexion de la ligne du parti, M. Juppé a indiqué qu'une actualisation de la pensée était envisageable sur l'Europe et qu'une actualisation du projet, surtout en matière sociale, serait bienvenue « pour tenir compte des angoisses exprimées par les électeurs » le 20 septembre. Ce dernier point a été souligné, en conclusion de la discussion, par M. Chirac, qui a réitéré « de la tolérance, une grande tolérance » car « le compagnonnage est notre richesse ».

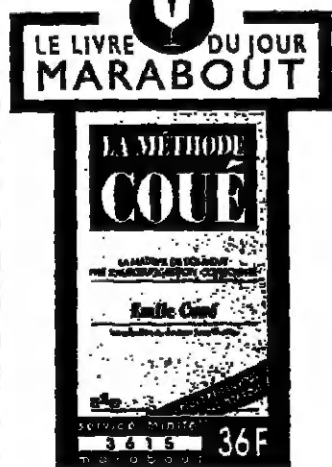
Le vrai patron

Peu ou prou, la trentaine d'orateurs inscrits ont regretté l'absence de M. Pasqua et Séguin. Et assuré M. Chirac de leur fidélité. « Tu sais très bien qu'on ne te ménage pas notre soutien », a dit M. Robert André Vivien. « Nous devons tous être autour de toi », a affirmé M. Pierre Mazeaud, en souhaitant « une vraie politique sociale » du RPR. « Ce qui est en cause, a assuré M. Juppé, c'est le succès du candidat gaulliste à la prochaine élection présidentielle », dont M. Jacques Toubon est persuadé qu'elle sera anticipée. On a peu parlé, en effet, de l'absence des têtes qui avaient été réclamées. « Se plaindre de la rue de Lille (siège du RPR) c'est la bastille à l'encre », a lancé le secrétaire général alors que M. Toubon se prononçait contre l'ouverture de la chasse dans les couloirs de cette même rue de Lille. Des secrétaires départementaux sont intervenus pour clamer qu'il n'était pas question, pour eux, « de suivre quelqu'un dans des ambitions personnelles » ou de devenir « l'instrument de tel ou tel ».

Dans la journée, le RPR avait du reste pris soin de diffuser une liste de vingt-quatre parlementaires « anti-Maastricht », qui réaffirmaient leur « solidarité » et leur « attachement » à M. Chirac. Opposé au fractionnement et signataire involontaire de cette torpille, M. Mazeaud y voyait une manœuvre maladroite. De fait, seul le carré le plus proche de M. Pasqua et Séguin a « éboulé » ce conseil national. L'absence de M. Patrick Balkany, Jacques Baumel, François Borotra, Bernard Debré, René Couvênes, François Fillon ou Etienne Finte était plutôt interprétée comme un échec pour le tandem du « non », dont M. Juppé attend qu'il revienne s'asseoir à la table des « complices ». Mais l'important n'était-il pas de montrer à l'UDF qu'il y a un seul et vrai patron au RPR ?

OLIVIER BIFFAUD

(1) 567 inscrits et 515 votants. M. Chirac a obtenu 489 « oui » et 17 « non ». Il y a eu deux bulletins nuls.



INSEE
La référence au bout des pages...

RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION 1991

UNE ANNEE EN DEMI-TEINTE

La situation économique de la France en 1991 dans un contexte international difficile.

200 pages - 142 F

En librairie et dans les directions régionales de l'INSEE

La préparation des élections sénatoriales

Loire : un UDF en remplace un autre

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

M. Claude Mont (UDF-CDS) est le seul des quatre sénateurs sortants qui ne figure pas sur la liste soutenue par l'UDF et le RPR. Il n'a cependant pas renoncé à se représenter. Evénement en avril dernier de son siège de premier vice-président du conseil général, il n'a pas accepté d'être mis sur la touche après une longue carrière au Sénat commencée en 1955. La liste dissidente de droite que conduit M. Mont est composée de maires de la plaine du Forez et d'un conseiller municipal de Saint-Etienne, M. Roger Marat (ex-RPR), président de Nouvelle Démocratie, le club de réflexion créé par M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon.

M. Marat a été privé de sa délégation par le maire de Saint-Etienne, M. François Dubanchet (UDF-CDS). Contacté pour figurer sur la liste émanée par M. Mont, M. François Mazoyer, maire (UDF-CDS) d'Andrézieux-Bouthéon, a finalement choisi de présenter une candidature « parallèle ».

Renaissance et réconciliation

Outre M. Lucien Neuwirth, président (RPR) du conseil général, Louis Mercier (UDF-CDS) et François Mathieu (UDF-rad.), tous trois sénateurs sortants, la liste soutenue par l'UDF et le RPR comprend M. Guy Poirieux, maire (UDF) de Montrichon, vice-président du conseil régional Rhône-Alpes. En septembre 1990, celui-ci avait opéré une OPA sur la fédération départementale des maires, présidée jusqu'alors par M. Claude Mont. Pour M. Poirieux, cette candidature est une revanche après la campagne qu'il a menée sans succès en 1983. A l'époque, M. Dubanchet avait

appelé à voter pour M. Michel Durafour, alors président de la fédération de la Loire du Parti radical. Depuis, M. Poirieux et Dubanchet se sont réconciliés. Ancien sénateur, le maire de Saint-Etienne a même accepté d'être le suppléant de M. Poirieux.

La division de la droite ne devrait guère profiter au Parti communiste non plus qu'au Parti socialiste, en baisse depuis 1983, comme l'a montré la perte de la mairie de Saint-Chamond en 1989. Ancien maire (PS) de cette ville de la vallée du Gier, M. Jacques Badet figure sur la « liste de rassemblement » soutenue par le PS, le Mouvement des radicaux de gauche et l'Association des démocrates.

Le seul à pouvoir escompter un résultat honorable est M. Jean-Claude Frécon (PS), qui parcourt sans relâche les trois cent trente-huit communes du département depuis cet été. Conseiller général de gauche dans un canton politiquement à droite, il bénéficie d'une bonne image personnelle et pourrait créer la surprise en cas de triangulaire dans le cadre d'un second tour.

VINCENT CHARBONNIER

Jura : dissidences à droite

LONS-LE-SAUNIER

de notre correspondant

Dans le Jura, la droite devrait logiquement conserver les deux sièges qui seront mis en jeu le 27 septembre. Les sortants, MM. André Jourdain (RPR), président du conseil général, et Pierre Jeambrun (UDF-Rad.), se représentent. Sénateur depuis 1974, M. Jeambrun, ancien collaborateur d'Edgar Faure, a été inculpé de recel d'abus de biens sociaux, en 1989, dans le cadre du dossier de fausses factures GRC-Emil. Cette affaire n'a pas été sans provoquer quelques troubles au sein de la droite jurassienne. Les sénateurs sortants devront compter avec les candidatures de deux conseillers généraux de la majorité départementale, MM. Jean Burdigny (div. d.) et Gérard Fernoux-Coutinet (UDF).

Les socialistes seront représentés, presque pour la forme, par MM. André Besin et André Vauchoy, et les communistes par MM. Maurice Faivre-Picon et Robert Lançon. M. Michel Moreau, conseiller régional Généraliste, Ecologie, sera également candidat, de même que M. Jean-Etienne Normand pour le Front national.

M. G.

Loir-et-Cher : M. Thyraud ne se représente pas

M. Roger Goussier (RPR), président du conseil général, devrait entrer au palais du Luxembourg. Sa candidature a entraîné le retrait de l'un des deux sénateurs sortants, M. Jacques Thyraud (Rdp. et ind.), qui a perdu en 1985 la mairie de Romorantin. Le second sénateur de Loir-et-Cher, M. Jacques Bimbenet (UDF), entré au Sénat en 1986 à la suite du décès de Charles Bompette, se représente. A droite toujours, M. Pierre Fauchon (CDS), déjà présent en 1983, sera aussi sur les rangs.

En nette progression depuis les dernières élections municipales et le succès de M. Jack Lang à Blois, les socialistes ne seront cependant pas en mesure de disputer un siège à la droite. Ils seront représentés par M. Michel Elmer et Jean-Philippe Félard. Les communistes ont également deux candidats, MM. Jean-Claude Delanoue et Roger Leclercq, alors que M. Aymer Garnier de Boignyville représentera le FN.

J.-R. L.

Haute-Loire : le fief de M. Barrot

Dans ce fief conservateur que dirige M. Jacques Barrot (CDS), les deux sénateurs sortants, MM. Jean-Paul Chambriard (UDF) et Adrien Gouteyron (RPR), sont candidats à leur propre succession. Soutenus par M. Barrot et par M. Jean Priori (UDF), député et vice-président du conseil régional, les deux sénateurs devront compter avec la présence de M. André Reynaud (CDS), en congé de son parti, et de M. Marcelle Sadiou (div. d.).

Le Front national, qui avait obtenu de bons résultats lors d'élections cantonales partielles, aura comme candidat M. Gérard Astic. La gauche sera présente pour la forme avec MM. Marc Maurin et Paul Roux pour les communistes, Gabriel Gay et Pierre Gibot pour les socialistes. Les écologistes, qui avaient pourtant fait une percée en Haute-Loire à la faveur de la polémique sur le barrage de Serre-de-la-Fère, seront absents de ces élections.

Jacques Darcanges

Contre le chômage : l'écologie au pouvoir

L'alternative : Redéploiement mondial d'industries nouvelles et d'Agricultures propres

Les Editions de l'Unité

VIENT DE PARAITRE

Pix 94 F TTC

DIFF. DISTRICTION - BP 65 - LUCÉ Cedex

هكذا من لايصل

SOCIÉTÉ

Après avoir rencontré M. Michel Vauzelle

Les syndicats de surveillants de prison consultent leur base sur la reprise du travail

Au cours d'une réunion qui s'est tenue mercredi 23 septembre entre le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, et les syndicats de surveillants de prison, la chancellerie a proposé de lever les sanctions prononcées contre les grévistes si le travail reprenait jeudi à 13 heures. Des discussions sur la sécurité dans les établissements pourraient alors s'ouvrir dès vendredi matin. Les syndicats, qui se sont dits déçus par ces propositions, souhaitent consulter leur militants avant de donner une réponse définitive au ministre.

Le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, avait annoncé mardi 22 septembre que la porte de la chancellerie était « toujours ouverte ». Les syndicats de surveillants l'ont pris au mot. Après une assemblée générale à Fleury-Mérogis, ils se sont rendus mercredi place Vendôme en compagnie de deux cents grévistes venus pour la plupart de la région parisienne. Rassemblés derrière un cordon de CRS, ils demandaient audience au ministre en renouvelant leurs exigences.

« Il faut que les sanctions soient levées », répétait de concert le secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), M. Gilles Sicard, et celui de Force ouvrière (FO), M. Serge Albery. « Une fois les sanctions levées, nous sommes disposés à étudier les dossiers afin de trouver une issue au conflit », a-t-il ajouté au même moment de France-Inter, le garde des sceaux affirmait se « réjouir » de cette visite des syndicats. « Je suis un homme de dialogue, disait-il. Je souhaite envisager des mesures afin de renforcer la sécurité des établissements. »

A 21 h 30, le ministre et tous les syndicats se retrouvaient autour d'une table pour la première fois depuis le

début du conflit. Une amorce de discussion avait eu lieu il y a une semaine, mais la journée dite de « dialogue » s'était achevée dans le désordre et la confusion : FO avait refusé de rencontrer le ministre, que les sanctions n'étaient pas levées, et l'UFAP s'était contenté de répéter ses exigences avant de quitter la salle. La suspension des sanctions puis la levée en cas de reprise du travail, proposées par le garde des sceaux, avaient été refusées : la levée immédiate et sans conditions de toutes les sanctions était alors considérée par les syndicats comme un préalable absolu.

Depuis, le rapport de forces entre les

surveillants et le ministre a changé. L'épreuve du référendum est passée, les surveillants se sont lassés, et le mouvement s'est peu à peu effrité dans les établissements. A l'heure où les surveillants se rassemblaient place Vendôme afin de faire pression sur le ministre, cent trente-cinq établissements sur cent soixante-douze fonctionnaient normalement ou quasi normalement. Les syndicats avaient d'ailleurs réduit leurs exigences : alors qu'ils réclamaient la semaine dernière de s'asseoir à la même table que le ministre tant que les sanctions n'étaient pas levées, ils acceptaient cette fois de venir à la chancellerie sans avoir

obtenu d'assurances sur ce point. Dès l'ouverture des discussions, l'UFAP, FO, la CGT, l'Union syndicale pénitentiaire et la CFDT renouvelaient leur préférence : la levée immédiate et sans conditions de toutes les sanctions. M. Vauzelle proposait, pour sa part, une levée des exclusions temporaires en cas de reprise du travail jeudi à 13 heures, mais il refusait de revenir sur les retenues sur salaires prélevées pendant la grève. Dans ce contexte, affirmait-il, des discussions sur la sécurité pourraient s'ouvrir dès vendredi.

La chancellerie avançait alors un certain nombre de propositions. La mise en

œuvre des quinze mesures de sécurité prévues par le relevé de conclusion du mois d'août se précisait et le texte s'enrichissait de quelques dispositions : la création de maisons d'arrêt à sécurité renforcée et de maisons centrales à effectifs réduits, et l'ouverture de centres spécialisés pour les détenus présentant des troubles du comportement. Il n'était cependant pas question d'envisager une nouvelle fois des créations d'emploi : les surveillants, pour lequel le budget 1993 prévoyait un renfort de cinq cents emplois, s'étaient vu attribuer une rallonge de deux cents postes lors du mouvement du mois d'août.

En sortant de la réunion, les syndicats se disaient déçus. « Nous n'avons rien obtenu en matière d'effectifs », soulignait M. Yves Perret, l'un des responsables de l'UFAP, « et la fonction de sécurité des surveillants n'a pas été clairement reconnue ». FO ne se montrait guère plus enthousiasmé. « La porte s'est ouverte mais il manque des assurances sur les retenues sur salaire », soulignait son secrétaire général, M. Serge Albery. « Je trouve cette idée de négociations sur la sécurité intéressante mais j'ai des doutes sur leur issue, car nous ignorons encore les moyens qui y seront affectés. » Les deux principaux syndicats de surveillants décidaient cependant de consulter leurs bases avant de donner une réponse définitive.

Qu'il ait lieu jeudi 24 septembre ou plus tard, le retour en détention se fera sans doute dans une ambiance exorbante. Les surveillants sont amers, certains des leurs ont été sanctionnés, et beaucoup affirment déjà qu'ils « en feront le moins possible ». « Si le mouvement se termine comme ça, nous « jouerons » les détenus, menaçait l'un des derniers grévistes de Fleury-Mérogis. Nous n'avons aucun autre moyen de pression sur le gouvernement. S'il faut des matras pour que le dossier pénitentiaire avance, il y en aura. »

Les détenus, qui supportent depuis douze jours des conditions de détention extrêmement précaires, acceptent sans doute mal les éventuelles provocations des surveillants. Quant aux personnels de direction, ils savent qu'il sera difficile de travailler avec un personnel qui lui reproche d'avoir transmis les listes ayant servi de base aux sanctions. « Quel désastre ! soupire un directeur. La pénitencière a pris un nouveau coup et les surveillants de grève seront très difficiles, car les surveillants ont une nouvelle fois le sentiment d'avoir été floués. A la prochaine élection, tout changera. »

PASCALLE SAUVAGE

ANNE CHEMIN

Les répercussions du conflit sur le fonctionnement des tribunaux Embouteillages judiciaires à venir

VERSAILLES

de notre correspondante

La police a fait entrer, mercredi 23 septembre, à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Versailles), une vingtaine de détenus qui s'entassaient depuis plus de dix jours dans les cellules infortables de la « maison d'arrêt provisoire » de Versailles. Autorisée par un décret du garde des sceaux depuis le 12 septembre, cette « maison d'arrêt » était dotée sur deux sites : le dépôt du tribunal correctionnel et les locaux de rétention des étrangers en situation irrégulière situés dans l'enceinte de l'hôtel de police de Versailles. Vingt-trois détenus se disputaient une trentaine de places au total.

Aucune fenêtre, pas de promenade, la lumière électrique du matin au soir, des installations sanitaires vétustes. Jeudi matin, les

policiers affectés à la surveillance avaient tiré la sonnette d'alarme : plusieurs détenus avaient été transférés dans la cellule de détention refait à neuf il y a quelques mois. La bonne volonté des magistrats du parquet et des policiers ne suffisait pas à recréer les conditions d'une détention normale. Les détenus pouvaient « cantiner », la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy acheminant chaque jour tabac, boissons, jouets et repas, mais ni radio ni télévision et des promenades menottes aux poignets dans une cour égale de l'hôtel de police, voire dans les couloirs souterrains du palais de justice.

Pour éviter la paralysie de l'instruction judiciaire, les magistrats de Versailles se sont « débrouillés ». La solution au coup-par-coup des problèmes posés par la grève a permis à la justice dans des condi-

tions « acceptables ». Tout s'est passé comme si la machine judiciaire, d'elle-même, avait anticipé les risques d'engorgement. Les substituts ont adopté délibérément une pratique différente des procédures d'urgence. « Nous avons plus systématiquement recouru aux convocations par procès-verbaux ou par officiers de police judiciaire », constate M. Hervé Salphien, procureur adjoint. Quant aux comparutions immédiates, nous effectuons un tri. »

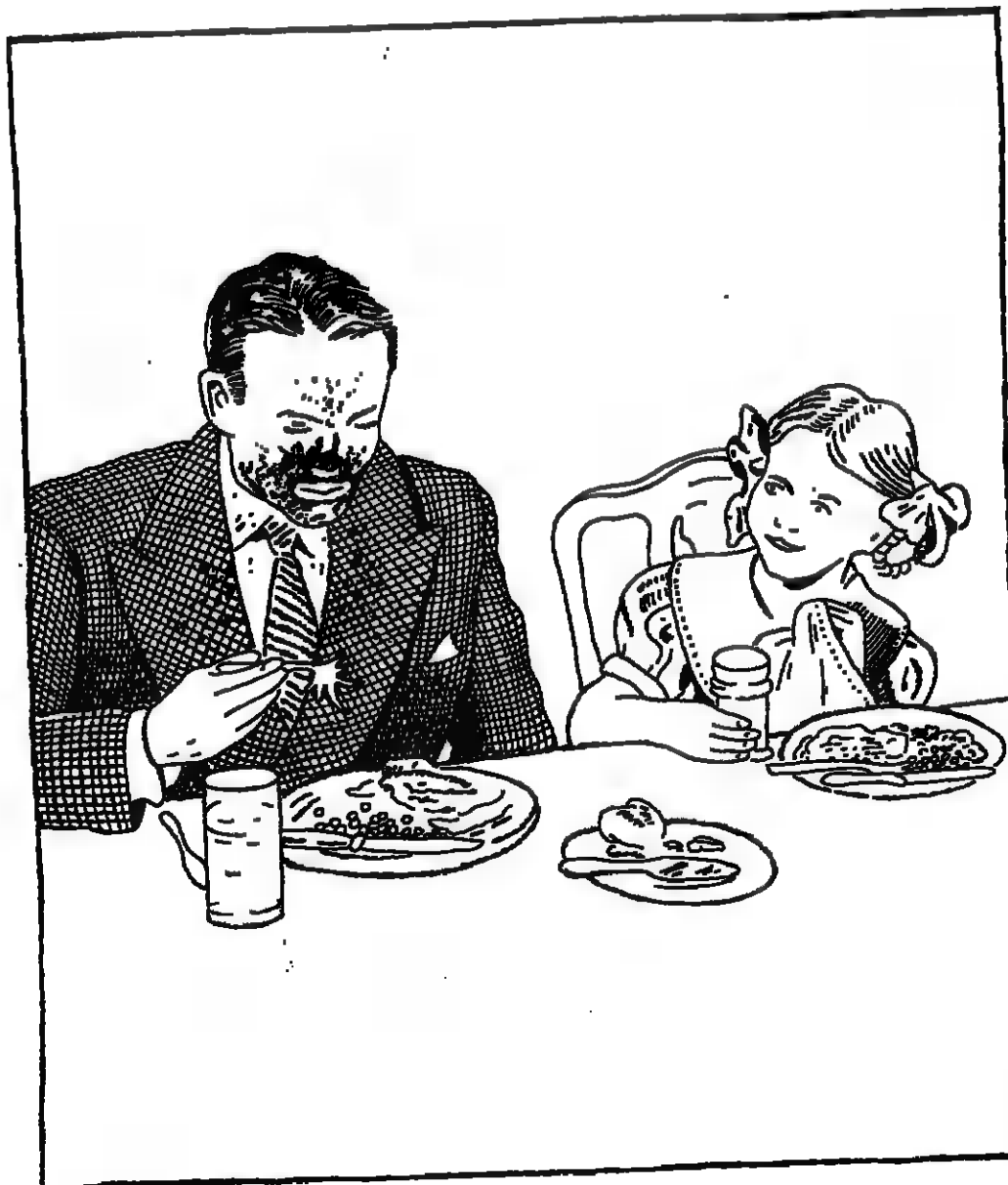
Les juges du siège, à chaque audience, se tiennent informés des conditions de détention en vigueur lorsqu'ils rendent leur jugement : la détention est réservée aux cas les plus criants d'atteinte à l'ordre public, comme une conduite en état d'ivresse sans permis de conduire, en récidive, avec un risque de réitération de l'infraction. C'est ainsi que,

par deux fois ces derniers jours, des chambres correctionnelles ont prononcé des peines d'emprisonnement ferme sans délivrer de mandat de dépôt à l'audience : garanties de représentation suffisantes, pas de risque de récidive... la prison sera pour plus tard.

Les juges d'instruction et les avocats subissent de plein fouet la grève du personnel pénitentiaire. Les détenus ne sont pas extraits, les convocations planifiées depuis plusieurs semaines sont reportées. Un problème qui se retrouve au stade du jugement. « Les affaires qui mettent en cause un ou plusieurs détenus sont renvoyées à des audiences ultérieures, dont le rôle est déjà fixé. Dans un mois ou deux, je crains un embouteillage », prévient un substitut.

PASCALLE SAUVAGE

ANNE CHEMIN



GLEN BAXTER

Grâce à FIRST RADIO. Hervé ne passait plus ses soirées au bureau à concocter ses plans média radio. A la grande joie de sa petite Sophie.

Depuis quelque temps, Hervé participait pleinement à la vie de famille. Cela n'avait échappé à la perspicacité de la petite Sophie. « Je tiens mon père », disait-elle, « je ne pouvais pas savoir que celui-ci avait l'efficacité et la simplicité d'utilisation du produit créé par IP RADIO : FIRST RADIO. »

En effet, maintenant pour réaliser ses plans média radio, Hervé choisissait en priorité l'un des plans FIRST RADIO conçus par IP RADIO. FIRST RADIO : un plan radio sur cible qui utilise les meilleurs horaires de chacune des 5 stations : RTL, FUN RADIO, M40 et SUD RADIO/WIT FM. Le plan FIRST RADIO, Hervé avait en plus la garantie d'au moins 100% de couverture sur cible au coût GRP le plus bas du marché. Et tout cela pour un budget de 2,2 millions.

En gestionnaire avisé, Hervé avait tout de suite remarqué que ce produit alliait à la fois la simplicité du média-planning et la clarté tarifaire avec un prix net de négociation. Il aimait dire : « FIRST RADIO est une véritable révolution dans le monde de l'achat d'espace. »

Hervé continuait de philosopher sur la simplicité de son FIRST RADIO : « Avec ce produit, tout le monde a aujourd'hui à sa disposition, sur simple appel téléphonique, la meilleure offre commerciale radio. »

Grâce à FIRST RADIO, Hervé a l'esprit plus libre pour apprécier les jeux de sa petite Sophie et s'apercevoir qu'elle tient aussi beaucoup de sa mère.

* Evaluation Sherlock II - Base Médiamétrie Cumul Janvier-Juin 92.

FIRST RADIO

PRIX MINI - PUISSANCE MAXI.

IP

IP régie exclusive de RTL, FUN RADIO, M40 et SUD RADIO/WIT FM
31 rue du Colisée 75008 Paris - Tél. 01 40.75.50.50.



SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Avant le congrès du 6 octobre

Les minoritaires de la FEN sont déboutés par le tribunal de Paris

Un congrès extraordinaire de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) aura bien lieu, le 6 octobre prochain, afin que soit définitivement tranché le problème de l'exclusion de la Fédération des enseignants minoritaires, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP). Ces derniers avaient, le 11 septembre dernier, déposé avec trois autres syndicats minoritaires un recours en référé afin que ce congrès ne se tienne pas. Ils ont été déboutés, mercredi 23 septembre, par le tribunal de grande instance de Paris.

Le SNE et le SNEP ont demandé que le congrès extraordinaire du 6 octobre, décidé par le conseil fédéral national de la FEN le 27 août dernier, soit annulé. Ils ont invoqué le fait que la Fédération ne prévoyait de congrès que tous les trois ans. Le juge a répondu sur ce point, que, « si les statuts de la FEN (disent) silencieusement sur les possibilités de réunir un congrès en dehors de la périodicité prévue, ils n'en interdisent nullement la tenue ».

Les deux syndicats menaçaient d'exclusion les membres du Syndicat qui ne seraient pas affiliés.

des enseignants (SE), créés lors d'un congrès extraordinaire, le 24 juin, par le SNI-PEGC, avaient participé en tant que tels au Conseil fédéral national du 27 août. Sur ce point, le juge a estimé que les SE « figuraient en qualité de représentants du SNI-PEGC » et que « les procédures aux fins d'affiliation du nouveau syndicat n'avaient pas trouvé leurs conclusions ». Le dommage invoqué n'est qu'éventuel, a conclu le tribunal de grande instance.

Suite à un jugement rendu par le tribunal de grande instance de Paris le 11 octobre prochain. Le SNE, le SNEP et le SNI-PEGC (enseignement technique) considèrent en effet que le Syndicat des enseignants, qui a vocation à représenter tous les enseignants de la maternelle à la terminale, empêche illégalement sur leur champ respectif et utilise illégalement le sigle FEN.

Le remodelage de la FEN et le regroupement dans une « branche enseignante » de tous les syndicats concernés est à l'ordre du jour depuis le dernier congrès ordinaire de la FEN, à Clermont-Ferrand, en février 1991. La réunion d'un congrès extraordinaire avait alors été décidée pour organiser cette reconstitution. Date et lieu avaient été fixés : Perpignan, du 2 au 4 décembre prochain. Mais la majorité de la FEN et son principal pilier, le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC), menacés, ont posé les feux (le Monde du 23 juillet). Le congrès extraordinaire du 6 octobre, s'il aboutit à l'exclusion du SNE et du SNEP, devrait porter le coup de grâce à la fédération enseignante créée en 1947. Et transformer en simple formalité le congrès de reconstitution de décembre.

Ch. G.

REPÈRES

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Accidents moins nombreux en août

Le nombre des personnes tuées dans un accident de la circulation (789) a baissé de 21,6 % en août 1992 par rapport au même mois de l'année précédente. La baisse avait été de 12 % en juillet. Ces chiffres, communiqués par le secrétariat d'État aux transports routiers et fluviaux, indiquent qu'il y a eu, le mois dernier, 10 886 accidents de la circulation, soit 1 373 de moins qu'en août 1991 et 16 288 blessés, soit 1 553 de moins qu'il y a un an.

Ce bilan, le meilleur enregistré un mois d'août depuis la fin des années 50 - alors que le trafic a plus que quadruplé dans l'intervalle - semble être dû à l'effet dissuasif du permis à points qui est entré en application le 1^{er} juillet dernier.

La légalité du permis à points contestée par un tribunal

Le tribunal de police de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a suivi les conclusions de l'avocat d'un automobiliste qui comparait, le 18 septembre, pour excès de vitesse. M. Gérard Bacquillon avait plaidé l'illégalité des décrets d'application du permis à points, parus les 25 et 29 juin 1992, alors que la loi du 10 juillet 1989 stipulait que la nouvelle réglementation ne pouvait entrer en vigueur après le 1^{er} janvier 1992.

La chancellerie a aussitôt fait appel de cette décision, et la cour d'appel de Dijon devrait se prononcer sur la compétence d'un automobiliste qui compare, le 18 septembre, pour excès de vitesse. M. Gérard Bacquillon a plaidé l'illégalité des décrets d'application du permis à points, parus les 25 et 29 juin 1992, alors que la loi du 10 juillet 1989 stipulait que la nouvelle réglementation ne pouvait entrer en vigueur après le 1^{er} janvier 1992.

M. Jacques Roché, président de la commission de suivi sur l'application du permis à points, devait remettre, vendredi 25 septembre, ses conclusions au premier ministre.



PARCE QU'IL AIME LIRE, PIERRE A DÉCIDÉ D'ÉCRIRE.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il existe depuis 8 ans et rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zaü leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour donner aux enfants le goût des livres...

Livrets de participation disponibles dans Le Monde du 3 Octobre (daté 4 et 5 Octobre), puis gratuitement en librairie et en papeterie chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



"Plume en herbe" LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE

3 NATHAN et Le Monde WATERMAN 2

SPORTS

FOOTBALL : Naples prête Laurent Blanc à Nîmes. - Laurent Blanc, milieu de terrain, a été prêté à Nîmes jusqu'au 30 juin 1993. Venu de Montpellier, le libéro international français est lié au club italien jusqu'en juin 1994. Depuis l'arrivée du Suédois Jonas Thern portant à quatre le nombre des étrangers du FC Naples, avec le Brésilien Antonio Carlos et l'Uruguayen Daniel Fonseca, Laurent Blanc avait perdu sa place de titulaire et désirait quitter le club.

Ch. G.

DANS TOUT LE RÉSEAU OPEL

LE SALON AVANT LE SALON, C'EST DU 24 AU 30 SEPTEMBRE 1992.



OPEL CORSA

Réduction de 4000 à 10000 F sur toute la gamme.

OPEL ASTRA TD

La voiture idéale en version Turbo Diesel.



OPEL OMEGA

1. Break Turbo Diesel au prix de la berline essence
2. Reprise Argus + 10000 F TTC ou 10000 F minimum.
3. Réduction de 10000 F TTC sur Omega climatisée.

NOUVELLE OPEL VECTRA

En avant-première.



Information consommateur : - 4000 F sur Corsa City, - 5000 F sur Corsa Viva et Sport, - 6000 F sur Corsa Beauty, - 10000 F sur Corsa GSI. Valable pour toute voiture livrée et immatriculée avant le 30/09/92. Omega (ou berline) Turbo Diesel au prix de la berline essence, à finitions égales. Reprise aux conditions générales Argus diminuées des éventuels frais de remise à l'état standard. Reprise : ancienne voiture roulante (carte grise à votre nom depuis au moins 6 mois). Offres non cumulables pour toute voiture livrée et immatriculée avant le 31/12/92. Dans la limite des stocks disponibles.



3615 OPEL

Opel. Une idée neuve.

OPEL

هكذا من لامل

CULTURE

ARTS

Les avatars d'une démonstration

Les responsables du Jeu de Paume ambitionnent de nous expliquer l'art contemporain. Mission à moitié remplie

La Galerie nationale du Jeu de Paume entend, depuis sa réouverture, nous proposer une « bonne explication » de l'art contemporain. « Désordres » réunit ainsi cinq artistes travaillant sur le continent américain, d'une tendance figurative, « sens » du mot. Tous ont « maille » à partir avec l'ordre moral qui parfois régit la-bas.

Pour les organisateurs de l'exposition, le problème paraît simple : l'art contemporain est attaqué aux États-Unis ; la France est actuellement confrontée à une vague « antimoderniste » ; une solution s'impose, montrons-nous que nous réagissons. Les artistes américains pour engager la lutte à Paris. Projets ambitieux, mais bâtis : à confondre deux situations différentes, le résultat risque d'être exactement l'inverse.

Le catalogue est éloquent, qui signale le rejet de « formalisme » par les artistes retenus - exclusion qui fait l'objet de la critique américaine. « Une bonne vingtaine d'années, le Jeu de Paume n'a pas cessé de se battre contre l'art contemporain », précise le catalogue. Les artistes présentés s'inspirent « plutôt de la science ou de la littérature qui excède le champ des plastiques ». Bref, ils travailleraient dans une optique plus « intellectuelle » que formelle (toujours ce « sens »). On songe à ces défenseurs de l'abstraction géométrique des années 30 qui

passèrent avec eux et bagages au surréalisme, plus rentable.

Des cinq artistes réunis ici, Mike Kelley est celui qui rejoint le plus pertinemment le propos. Il a grandi dans une contradiction - la Californie, « bouillonne » de culture de l'Amérique - et traquerait « tabous ». Or il « l'avatar » exemplaire des excès du « qui empoisonnent le Nouveau Monde. Il s'est fait connaître en batifolant avec un ours en peluche, en faisant « la sauté du jouet », idée « paritaire torturée par un Oedipe mal contrôlé. Néo-pop-artiste, il puise son inspiration des images extraites, non de la bande dessinée, mais du plus regard des fanzines. C'est pire lorsqu'il « la subtilité » dans *Riddle of the Sphinx*, des petites bosses soulèvent un tapis pour illustrer la célèbre énigme : quatre pour le matin, deux pour le midi, trois pour le soir. Non seulement le tapis est volontairement laid, mais il est aussi dangereusement glissant.

Nan Golding prévient : « J'ai grandi dans une famille où il ne fallait pas livrer ses secrets aux voisins. Mon travail consiste à mettre les tabous au nu ». Son exhibitionnisme n'est néanmoins le risque de raconter des « histoires » indifférentes. Elle utilise la photographie pour « conserver l'image » de ceux qu'elle aime : « son ami Cookie Mueller, atteint du sida, jusqu'à la mort. Enveloppé sous cet

angle, la photo devient le meilleur moyen d'éviter de regarder les gens. Paradoxalement, c'est la pire forme du voyeurisme.

De tous, c'est Smith qui atteint le mieux notre sensibilité. Far-de-là de l'instinct de brouz, une écorchée en putréfaction (*Virgin Mary*). « Une » presque parturiente (un mur, un montre) un superbe grouillement de spermatozoïdes d'environ 50 centimètres chacun, posés au sol, que l'on regarde de l'œil du vainqueur, et qui « réconcilient conjointement avec la « et l'eschatologie.

Robe fardée

Jana Sterbak, née à Prague, ne passa pas son enfance à fourcher des du puritanisme. Elle est connue d'autres. *Golem*, exposé à la Galerie Robelin-Bama, montre un étalage de fragments ébauchés de corps humains, main, rate, coules dans des matériaux divers, comme l'homme ne pouvait représenter dans l'intégrité. Vieux habits. Au Jeu de Paume, *Measuring Tape Cones*, sorte de prothèse faite de ruban noir, couvrant, est, malgré son apparente simplicité, un travail intelligent et beau : des doigts sont enserrés par l'instrument habituellement utilisé pour mesurer le corps, à l'habiller, l'enrober, et sont donc privés du sens

le plus délicieux, le toucher. *Genetic Man* montre un homme nu, nuque couverte d'un code-barres, dont on peut demander s'il est plus curieux qu'un code génétique. Le morceau le plus spectaculaire est probablement *Vanitas, robe de chair pour albinos anorexiques* : une photo de jeune fille d'une robe faite de tranches de viande rouge et un mannequin qui pose, qui se de « aujourd'hui » sérieusement l'andée, à l'image de la fille qui peut s'empêcher de rejeter ce qu'elle ingère.

Quant à Tunga, un brésilien, on a du mal à l'intégrer au parti pris des organisateurs. Pourtant, Sterbak, le plus impressionnant. Un panneau posé à l'entrée du Jeu de Paume pour insinuer un sentiment d'oppression, que la démesure baroque de l'installation augmente. Les « capables de provoquer réflexion ou malaise » aujourd'hui. « Le plus pour courir les voir, même s'ils sont en « compagnie.

HARRY BELLET

Général 1 : Désordres, Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde. Tél. : 02-60-69-69. Jusqu'au 8 novembre.

TGB : inculcation de M. Dominique Jamet

M. Dominique Jamet, président de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France (BDF), a été inculqué, mercredi 23 septembre, par M. Jean-Luc Delahaye, premier juge d'instruction au tribunal de Paris pour « infraction à la loi relative à la transparence et à la régularité des marchés publics ».

L'inculpation de M. Jamet, qui ne paraît pas menacer l'avancement des travaux qui ont démarré en mars dernier avec un certain retard, quitte de la Gare, à Paris, fait suite à une plainte, déposée en septembre 1991, par l'entreprise de travaux publics CBC - une filiale de la Générale des eaux (6,58 milliards de chiffre d'affaires en 1991) - qui s'estime lésée de l'attribution des différents « lots » du chantier, les travaux de construction de la TGB, divisés en six « lots » correspondant à des opérations spécifiques.

CBC était à l'époque en concurrence avec Bouygues et Dumez, deux autres poids lourds du BTP. Les offres de CBC et de Bouygues étaient comparables, affirme-t-on chez CBC : Bouygues légèrement moins cher, CBC offrant de meilleurs délais. Or « il n'y a pas eu de demande aux concurrents de refaire leurs offres », comme l'exige la loi, estime CBC. Seul Bouygues, qui n'avait pourtant pas été déclaré adjudicataire, aurait eu la possibilité de refaire la sienne. CBC ainsi « lésée » d'une manière qu'elle estime légitime, les lots ont été attribués à Bouygues qui pilotait un groupement de près de quatre-vingt entreprises.

La commission supérieure des marchés a pourtant examiné de près les procédures d'attribution. Elle a exigé que celle du lot numéro deux (les structures métalliques) soit refaite : la suite d'un nouveau tour de table, c'est en définitive la société Eiffel qui s'est vu attribuer ce lot.

Pour M. Dominique Jamet, PDG de la CBC, M. Gilbert Sinouet, ancien de chez Bouygues, n'au-

rait « pas accepté d'être évincé d'un marché d'une exceptionnelle importance ». Le marché litigieux se monte à près de 1,5 milliard de francs (la coût total de la TGB devant atteindre 7 milliards de francs). De source judiciaire, on précise qu'il n'est pas reproché à M. Dominique Jamet d'avoir perçu de l'argent ou de s'être laissé corrompre : l'article 7 de la loi du 3 janvier 1991 qui lui « oppose » réprime ceux qui ont favorisé ou tenté de favoriser un candidat par un acte contraire aux dispositions législatives ou réglementaires.

M. Dominique Jamet explique que « l'Etablissement, qui ne s'est déterminé dans cette affaire que par des considérations d'ordre technique, a été « contraint » de passer à tous les contrôles d'usage (...). Il estime donc n'avoir rien à se reprocher et rien à redouter ». « J'ai respecté la loi », ajoute-t-il, « avoir accès au dossier pour avoir les moyens d'organiser ma défense. Mon sentiment est qu'il s'agit d'une plainte irresponsable et abusive ».

EMMANUEL DE ROUX

Le Bolchoï ne sera pas privatisé. - Le Bolchoï Bolchoï épargné par la vague de privatisations qui s'apprête à déferler sur la Russie. Un décret de M. Boris Eltsine a transformé la plus prestigieuse salle d'opéra de Russie en bien d'un, a annoncé la télévision russe mardi 22 septembre. Le président russe a déclaré que la salle du Bolchoï, célèbre dans le monde entier pour sa troupe, « représente une valeur nationale » et « fait partie du patrimoine national ». (AFP.)

DU 29 SEPT. AU 24 OCT. création mondiale

LA COMPAGNIE DES HOMMES

EDWARD BOND

mise en scène ALAIN FRANÇON

avec Bernard Blier, Jean-Marc Bory, Carlo Brandt, Benoit Régent, Robert Rimbaud, Wladimir Yordanoff

2 PL. DU CHATELET - LOC. 42 74 22 77



FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

18 SEPTEMBRE - 29 DECEMBRE



THEATRE

LA CERISAIE

ANTON TCHERKHOV

STEPHANE BRAUNSCHWEIG

Jusqu'au 10 octobre

THEATRE DE GENNEVILLIERS

NOUVELLES SEANCES

D'IMPROVISATIONS PUBLIQUES

PIERRE GUYOTAT

Jusqu'au 11 septembre

CENTRE GEORGES POMPIDOU

WEIMARLAND

BRUNO BAYEN

Jusqu'au 28 octobre

THEATRE DE LA BASTILLE

L'ENFANT BATARD

BRUNO BAYEN

du 25 septembre au 28

ODEON - THEATRE DE L'EUROPE

LEGENDES DE LA FORET VIENNOISE

ODON VON HORVATH

ANDRE ENGEL

du 29 septembre au 22 novembre

MC 93 BOBIGNY

ONCLE VANIA

ANTON TCHERKHOV

EMUNTAS NEKROSIUS

1^{er} septembre - 2 et 4

PIROSMANI, PIROSMANI...

V. KOROSTYLOV

EMUNTAS NEKROSIUS

1^{er} et 3 octobre

LE POINT - THEATRE RENAUD-BARRAULT

LOCATION DANS LES THEATRES ET AU 96 96 94

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Journal Programme sur simple demande

Le LIVRE de POCHES

La Pochothèque	
BO JAMES	Les Enquêtes d'Adam Dalgliesh 2
Littérature générale	
PATRICK SUSKIND	La Contrebasse
STEFAN ZWEIG	L'Amour d'Erika Ewald
HERVE GUIBERT	La Mort propagande
HELENE CARRERE D'ENCAUSSE	La Gloire des nations
BRIQUET LE VARLET	Le Bel Amour
GEORGES BORDONOVE	Le Bûcher
CLAUDE DUNETON	Rires d'homme entre deux pluies
CHRISTOPHE DECHAVANNE	La Fiebre du mardi soir
HENRI TROYAT	Flaubert
SUZANNE PROU	Le Temps des innocents
ALVIN ABSIRE	L'Égal de Dieu
PIERRE SIPRIOT	Monterlant sans masque
ROGER LE TAILLANTER	Commissaire Jobic
PATRICK HIGHSMITH	La Proie du chat
Classiques	
JEAN RACINE	Bajazet
Classique de la philosophie	
PLATON	Apologie de Socrate - Criton - Phédon
Bibliotèque/romans	
KRIST HANSUN	Victoria
PAUL MORAND	Bains de mer
Bibliotèque/essais	
GASTON BACHELARD	L'Air et les Songes
CLAUDE ALLEGRE	Economiser la planète
Thrillers	
STEPHEN COONTS	Detritier Vol
HUBERT MONTEILHET	Meurtre à loisir
Langues modernes	
MARIA JIMENEZ	La Pratique courante de l'espagnol
JUSTINO GRACIA	Bilingue
XXX	Itinerari italiani
THOMAS MANN	Der Wille zum Glück und andere Erzählungen
ARTHUR CONAN DOYLE	A Scandal in Bohemia

هكذا من الإلهام

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Regain d'inflation, chute des investissements

Le scandale Collor secoue durement l'économie brésilienne

Handicapée depuis près de trois mois par la crise politique, l'économie brésilienne donne de nombreux signes d'assouplissement. Les investissements étrangers sont en chute libre et la Bourse traverse une période de forte volatilité.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

« Les décisions d'investissement sont reportées à des jours meilleurs, et beaucoup d'entreprises vivent au jour le jour », explique un banquier de Sao-Paulo. Le président de la banque centrale, M. Francisco Grob, évoque les « effets nocifs de cette période d'incertitude », et le ministre de l'Économie, M. Francisco de Oliveira, admet que le mauvais résultat de l'inflation en août (25 %, hausse de 3 points par rapport à juillet) provient de l'inquiétude des producteurs et des consommateurs qui cherchent à protéger leur avenir imprévisible en anticipant les hausses de prix.

Ces augmentations marquent ce que l'ancien président de la banque centrale, M. Carlos Langoni, appelle « une inflation défensive pour se protéger d'un éventuel plan économique ». Il n'apparaît pas exclu que les acteurs dérapages conduisent à la future mise en place d'un blocage des prix, voire d'un plan plus large.

« Nous avons un président en sursis, un ministre de l'Économie virtuelle-ment démissionnaire (1) et aucune définition claire d'une possible alternative. Comme brouillard, on ne fait pas mieux », résume le chef d'une importante entreprise pauliste. A l'inconnue, s'ajoute la paralysie de l'Assemblée nationale, tout entière consacrée à la procédure d'impeachment du président. Aucun texte législatif en lecture n'a de chance d'être adopté avant l'issue de la crise.

Dans ce contexte, les marchés financiers jouent au yo-yo. Les hausses boursières de plus de 30 % en juillet et en août, après une baisse de 23 % en juin, cachent une instabilité chronique au jour le jour. Les rumeurs d'une démission présidentielle font passer une dizaine de points, et l'allocution du chef de l'État annonçant sa détermination à se maintenir a provoqué une chute de 7 %. L'écart des cours du dollar entre le marché officiel et le marché parallèle atteint 15 %, un record. Et la ratification par le Sénat de l'accord signé entre le gouvernement et les banques commerciales, lundi 21 septembre, pourrait prendre plusieurs mois.

Évasion de capitaux sans précédent

Cette « insécurité » entraîne une évasion significative de capitaux. Selon M. Mailson Nobrega, ancien ministre de l'économie de M. José Sarney, elle a atteint « un niveau sans précédent ». La banque Morgan Trust estime que près de 60 milliards de dollars sont placés à l'étranger par des investisseurs brésiliens. A l'inverse, les investissements étrangers sont en chute libre. Alors qu'au premier semestre ils représentaient un montant de 1 milliard de dollars par mois, ils ne dépassent pas la cinquième de cette somme depuis le mois de juillet. Selon une enquête faite par la chambre de commerce américaine, 75 % des dirigeants interrogés estiment que l'image du Brésil a été gravement affectée dans leur maison mère par la crise politique.

Cette dégradation de la situation économique se produit alors que l'année s'annonçait sous de bons auspices. Les excellentes récoltes agricoles, en augmentation d'environ 15 % par rapport à 1991, le relatif rétablissement des finances des grosses entreprises, après la période de blocage des prix de l'année der-

nière, et les efforts de rigueur maintenus par le ministre de l'économie commencent à donner de bons résultats. Les réserves de change ont atteint un niveau de 23 milliards de dollars. Les performances de l'agriculture commerciale, à la fin juillet, de 8,8 milliards de dollars en augmentation de 12 % par rapport à la période comparable de l'an dernier, et le PIB (produit intérieur brut) a augmenté de 4 %.

Le temps n'est pourtant plus à l'optimisme, mais à la prospective. Tous les scénarios sont envisagés par les acteurs économiques. Dans une note conjoncture adressée au siège parisien, un établissement financier en détail trois principaux : l'arrivée au pouvoir du vice-président accompagné de l'équipe économique actuelle, le renouvellement du ministère des finances par M. Itamar Franco à sa prise de fonctions, et enfin le maintien du président Collor à son poste, en cas de rejet de la procédure d'impeachment.

C'est cette dernière option qui provoque le plus d'inquiétude. « Dans ce cas, écrivent les responsables de cette banque, le degré d'instabilité économique augmentera, aucune réforme fiscale ne sera approuvée par le Congrès, le déficit public explosera et l'inflation continuera rapidement. » La seule alternative pour l'instant, M. Langoni, c'est que le coût économique de cette crise est important et, surtout, qu'il s'accroît avec le temps.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Le ministre de l'Économie, M. Francisco de Oliveira, a été nommé le 21 septembre. Il a été précédé par M. Carlos Langoni, qui a démissionné le 14 septembre.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL MONÉTAIRE

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION pour la rémunération de vos disponibilités

CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1991-1992

Le Conseil d'Administration de la Sicav, réuni le 11 septembre 1992 sous la présidence de Monsieur Hervé Vogel, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 30 juin 1992.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires, qui se tiendra le 21 octobre 1992, de capitaliser les bénéfices des revenus distribués de l'exercice.

PERFORMANCE SUR UN AN : + 9,47% (du 01/01/91 au 30/06/92)

Valeur de l'action au 30/06/92 : 680,65 F.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérée dans une optique de sécurité, Ecureuil Monétaire est une Sicav destinée à rémunérer la trésorerie des particuliers et des entreprises.

La note AAAm, meilleur niveau d'appréciation attribué par l'agence Standard & Poor's-Adel, témoigne de la rigueur de ses procédures de gestion, la qualité et la liquidité de son portefeuille ainsi que la sûreté de son dépositaire (la Caisse des Dépôts et consignations).

Avec 75,9 milliards de francs d'actif géré en fin d'exercice, Ecureuil Monétaire est une des premières Sicav françaises en terme d'encours.

Plus gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE

CDME

Compagnie de Distribution de Matériel Électrique

Résultats semestriels

Résultat net part du groupe : 91 MF (+ 6,1 %)

Le Conseil d'Administration réuni le 22 septembre 1992, sous la présidence de M. Serge WEINBERG, a arrêté les comptes du premier semestre 1992 dont les principaux éléments sont :

	30.06.92	30.06.91	Evolution
Chiffre d'affaires consolidé	7 666	6 631	+ 15,6 %
Résultat d'exploitation	306	260	+ 17,6 %
Résultat courant	111	152	+ 26,3 %
Résultat net (part du groupe)	91	85	+ 6,1 %

GRUPE PINAULT

La progression des ventes à structure de change constante est de 1,3 %. L'activité internationale représente aujourd'hui 33 % du chiffre d'affaires consolidé et 44 % du chiffre d'affaires économique.

Les mesures de restructuration entamées au premier semestre 1991 ont permis de ralentir le ralentissement des principaux marchés européens.

Les efforts de réduction des charges et du besoin en fonds de roulement se poursuivent.

Les frais financiers sont passés de 1,63 % à 1,49 % du chiffre d'affaires.

Les chiffres d'affaires réalisés durant les mois de juillet et d'août s'inscrivent dans la tendance observée les mois précédents. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour l'exercice devrait atteindre 15 milliards de francs.

NOÉMIE DANS SA CHAMBRE



PARCE QU'ELLE AIME RÊVER, NOÉMIE A DÉCIDÉ D'ÉCRIRE.

"Plume en herbe", c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, il rassemble de plus en plus d'enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zao leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionnera 4 lauréats, deux chez les 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour faire vivre aux enfants une belle aventure...

Livres de participation disponibles dans Le Monde du 3 Octobre (daté 4 et 5 Octobre), puis gratuitement en librairie et en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



"Plume en herbe" LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

3 NATHAN et Waterman 2

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

RESPONSABLE SERVICES GÉNÉRAUX - J.F. 40 ans. RECHERCHE : organisation, gestion, établissement (aménagement démontage-entretien sécurité) négociation mise au point, suivi fournisseurs commandes gestion accueil chauffeurs intermédiaires, gestion demande voyages, réceptions réunions, réception clients visites clients sur Paris et proche banlieue (Section BCOJ 2282).

GESTIONNAIRE ANALYSTE DE FORMATION bilingue anglais - dynamique - 20 ans expérience - disponible pour services de gestion de la banque, de la gestion - formation langages et logiciels de haut niveau - déplacements possibles - potentiel relations publiques nationales à président d'entreprise. (Section BCOJ 2282)

H. 31 ans - DSA psychosociologie, maîtrise des options travail - maîtrise de la sociologie humaine - 10 ans expérience responsable ressources humaines, recrutement, formation, gestion des carrières... dans secteur industrie et services. RECHERCHE : poste France entière. (Section BCOJ 2282)

MAÎTRISE ÉCONOMIQUE - 33 ans - bilingue espagnol - un an de expérience attaché de presse extérieure, journal national, (Missions d'articles de presse, de dossiers, organisation conférences) responsable stands/salons, documentation, conception de plaquettes publicitaires et formation. RECHERCHE : poste communication nationale ou sur Paris-province-étranger. (Section BCOJ 2282)

H. 31 ans - Études supérieures (droit des affaires, droit comparé), anglais, espagnol usuel - administration, gestion, négociation haut niveau - droit de la gestion - d'activités brevets-licences, personnel, budgets, patrimoine immobilier. (Section BCOJ 2282)

RECHERCHE : poste France entière, services, poste de directeur général - DSA. (Section BCOJ 2282)

GÉNÉRALISTE - 33 ans - études supérieures + stage marketing - 10 ans expérience dans gestion, promotion, ingénierie pédagogique en techniques de gestion - bilingue anglais - maîtrise maîtrise environnement international. VUE PROPRE : connaissance de la conduite de actions internationales ou projets internationaux. (Section BCOJ 2282)

INGÉNIEUR ECP organisation - direction des systèmes d'information - expérience PME - filiales internationale - gestion commerciale, logistique tertiaire et SAV, maîtrise intégration système IBM et VAX avec micro-ordinateurs - sécurité et direction de projets - connaissance en télématique EDI - thèmes expert, CAO et bureautique. RECHERCHE : poste - France - régions. (Section BCOJ 2282)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 05

TÉL. : 42-85-44-40, poste 22.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

17^e arrdt
Près pl. Malesherbes, apt origi-
nal 180 m², 44, 70 m²,
5,40 m haut, sous plafond,
4 700 000 F, 48-81-12-81

20^e arrdt
M. MARAICHES
Près NATION, 100 m², 3
STUDIO, 2^e étage sur
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-84-95-49

92 Hauts-de-Seine
ANTONY (RER)
110 m², 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

94 Val-de-Marne
FONTENAY-S/BOIS
110 m², 110 m², 110 m²,
+ jardin, 110 m², de L.
475 P, 116 m² + garage,
rue, Caire, 71 conf.
400 000 F, 48-82-10-18
Tél. : 48-82-10-18

VIE DES ENTREPRISES

Afin de favoriser l'emploi dans l'agglomération

Rhône-Poulenc « délocalise » à Lyon le siège de son activité de fabrication de silicones

LYON

de notre bureau régional

Le groupe nationalisé Rhône-Poulenc veut manifestement l'emploi global et l'opinion dans l'agglomération lyonnaise. Coup sur coup, il a annoncé la « délocalisation » à Lyon intra-muros de son activité de fabrication de silicones, jusqu'ici située dans le quartier de la Défense, près de Paris. Après le transfert de son siège social à Lyon, en février 1993, la division silicones conservera à Paris une représentation commerciale d'une dizaine de salariés. Le groupe a aussi confirmé, mardi 22 septembre, lors de réunions de presse d'entreprise, la fusion juridique de deux divisions lyonnaises : le Centre de recherche des carrières (CRC) et la synthèse organique et la

polymérisation, installé à Saint-Fons (300 salariés), et le Centre mondial d'innovation (CID), spécialisé dans l'ingénierie et les procédés, implanté à Décines au Rhône.

Le rapprochement entre le CID et le CID, qui seraient exploités par une société unique, a été décidé après la réunion de différentes commissions de travail. Les milieux de la CFTD, majoritaire dans les deux établissements, craignent, à terme, la suppression de 300 à 350 emplois parmi les personnels administratifs. Au CID de Saint-Fons, ces derniers années, l'application de plusieurs conventions de prétraitement avec le Fonds national de l'emploi (FNE) a pratiquement diminué son effectif de moitié.

Les usines de Saint-Fons et du Pèage-de-Roussillon (Isère) avaient déjà été fermées en 1991.

L'activité silicones de l'usine écosse d'Ardeer, qui a été transférée de créations d'emplois en France. Selon M. Philippe Deminor, membre du comité exécutif du groupe, la « délocalisation » du siège de la division a pour but de rapprocher l'équipe de développement et de l'usine, mais aussi de réduire les coûts de transport international ne conduisant pas à une économie des charges par rapport à celles supportées en région parisienne.

Les silicones sont des produits d'usage multiples et quotidiens dans la cosmétique, la pharmacie, le bâtiment, l'automobile, les textiles et la haute technologie. Ils représentent, en 1992, un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs pour Rhône-Poulenc.

GÉRARD BUÉTAS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

NOMINATION

M. Jean-François Bédard, directeur général de la SNCF, a nommé au conseil des ministres, mercredi 23 septembre, directeur général de la SNCF en remplacement de M. Jean Costet, admis à la retraite.

Né le 26 juillet 1943, M. Jean-François Bédard est ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale d'administration. Il fut auditeur puis directeur adjoint à la Cour des comptes avant de devenir directeur général du Conseil des Impôts (1974-1976). Il a ensuite exercé au sein de la Cour des comptes, notamment en tant que directeur adjoint du département des impôts (1983-1985). En 1986 il a rejoint l'Aérospatiale comme directeur administratif. Il était directeur général adjoint de la SNCF, chargé des finances et du contrôle de gestion depuis 1987 et a succédé à la Cour des comptes depuis 1989.

ASSOCIATION

Accord British Aerospace-Talwan Aerospace dans les avions de transport régional. British Aerospace (BAe), qui a annoncé mercredi 23 septembre une réduction de 129 millions de livres soit 1,1 milliard de francs, va créer une co-entreprise avec la Talwan Aerospace dans sa division avions de transport régional (278 millions de livres de perte d'exploitation). Son partenaire, en échange d'une participation de 50 %, va verser à BAe environ 120 millions de livres à la fin de l'année 1992. L'entreprise, qui a déjà supprimé 4 500 emplois cette année dans ses divisions civiles et de défense, réduira encore de 9,8 millions de livres ses effectifs : elle terminera notamment son usine de Hatfield (sud-est de la Grande-Bretagne), d'où est sorti le premier jet du monde, et supprimera un mil-

lier d'emplois dans deux usines près de Manchester.

RÉSULTATS

La Laffarge-Coppée réalise à la conjonction. Pour les dix premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de Laffarge-Coppée a légèrement baissé (-1,1 %) par rapport à la même période de 1991. Le résultat d'exploitation, en revanche, a progressé de 2,5 %. Ces résultats, indique le groupe dans un communiqué du 23 septembre, témoignent d'une bonne maîtrise de la production et d'une conjonction internationale difficile. Une résistance liée en premier lieu aux efforts internes de réduction des coûts poursuivis et amplifiés par l'ensemble du groupe. La Laffarge-Coppée a en effet financé sa bonne avec un endettement net de 9,8 milliards de francs, pour des fonds propres de l'ensemble consolidé de 24,3 milliards.

RACHAT

La Sofres prend le contrôle de l'agence Ecolat. Après être sortie de la mesure d'audience télévisée en France, la Sofres revient par l'Espagne. M. Pierre Weill, son PDG, a signé mercredi 23 septembre le rachat de 60 % du capital de Ecolat (50 millions de francs de chiffre d'affaires), une société leader de la mesure d'audience en Espagne. La Sofres qui, depuis le rachat de Secodip, contrôlait déjà le numéro deux de la mesure d'audience espagnole (Mediacontrol), fusionnera les deux sociétés en une seule. La prise de cession n'a pas été rendue publique.

REGROUPEMENTS

Synthelabo et Gaspil. Synthelabo, la filiale pharmaceutique de L'Oréal, va absorber les laboratoires Gaspil, également propriété du groupe de cosmétiques, afin de se renforcer sur le marché des médicaments vendus sans ordonnance (OTC). Gaspil, avec un chiffre d'affaires de 390 millions de francs, est l'un des leaders européens de l'hygiène dentaire en pharmacie. Le groupe fabrique 110 millions de tubes de dentifrice.

Groupe Air France : fusion de deux filiales touristiques. Deux des filiales touristiques du groupe Air France, Tourisme France internationale (TFI) et Visit France, fusionneront prochainement, a annoncé le président de ces deux sociétés, M. René Rénik. M. Rénik avait reçu pour mandat de rapprocher ces deux entreprises aux vocations complémentaires et dont il assume la présidence. TFI, filiale d'Air France, est spécialisée dans l'accueil de touristes étrangers dans l'Hexagone et Visit France, filiale d'Air Inter, commercialise des séjours en France. binant avion, hôtel, location de voiture. Le nouvel ensemble, a précisé M. Rénik, représentera quelque 200 000 clients par an et 100 millions de francs de chiffre d'affaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIGOS

SLIGOS RÉALISE 25 % DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES EN EUROPE DÈS LE PREMIER SEMESTRE 1992...

En conjonction avec le Groupe SLIGOS, un chiffre d'affaires de 1 100 millions de francs, en progression de 1,1 % par rapport au premier semestre 1991, a été enregistré. Ce chiffre d'affaires, qui est le quart de son chiffre d'affaires total, a été enregistré à l'étranger.

Le premier semestre 1992 a été marqué par un net ralentissement des activités d'ingénierie, mais en France qu'à l'étranger. Par ailleurs, l'importance des prises de contrôle réalisées en Angleterre et en Allemagne a tout particulièrement contribué au chiffre d'affaires du Groupe et, par conséquent, sur le niveau de son résultat financier.

Les performances du Groupe au premier semestre ont été très proches des prévisions pour la période. Il faut rappeler :

- un chiffre d'exploitation de 140 millions de francs, soit 8,2 % du chiffre d'affaires, contre 140 millions de francs au 30 juin 1991 ;
- un bénéfice avant amortissement de 81 millions de francs, soit 4,4 % du chiffre d'affaires, contre 96 millions de francs l'an passé ;
- un résultat net part du Groupe de 11 millions de francs, contre 70 millions de francs l'an passé.

SLIGOS prennent en compte le point de vue des clients de déploiement du Groupe en Europe, qui a permis la mise en œuvre de la stratégie prévue pour ce déploiement étant atteint. Il s'agit de mettre en œuvre une stratégie d'optimisation des organisations existantes, pour que la mesure de la performance soit plus efficace et de l'évolution de la demande sur les marchés européens.

ET RECENRE SES ACTIVITÉS

Le Groupe SLIGOS a maintenant implanté en Europe dans les domaines de l'ingénierie informatique et des services bancaires et monétaires. Il se situe ainsi, dans un univers élargi, sur les prestations de services aux grandes et moyennes entreprises. Dans ce cadre, il vise à offrir une gamme de services en vue de sa fusion avec COM.

Cela se traduira par la disparition de 150 millions de francs de chiffre d'affaires sur le premier semestre et la prise en compte d'une plus-value importante. Ces conditions, le Groupe prévoit de les atteindre pour l'année 1992, un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 050 millions de francs, en progression de 14 % par rapport à 1991, avec un taux de marge comparable à celui de l'an dernier.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14

12 h 30-14 h 30, 20 h 30-22 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés tous l'année.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 septembre ↑

Reprise

Pour le premier jour de la semaine d'octobre, la Bourse de Paris fait un bon début. L'indice CAC 40 a progressé de 1,1 point à 1 861,50. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc, en hausse de 1,1 point à 1 861,50. Les actions de la zone franc ont progressé de 1,1 point à 1 861,50.

Le taux de l'argent au jour le jour a baissé de 0,05 % à 1,75 %. Le taux de l'argent à 3 mois a baissé de 0,05 % à 1,75 %. Le taux de l'argent à 6 mois a baissé de 0,05 % à 1,75 %.

Pour autant, le sentiment des investisseurs reste prudent. Les investisseurs ont été prudent. Les investisseurs ont été prudent. Les investisseurs ont été prudent.

Les résultats des entreprises ont été décevants. Les résultats des entreprises ont été décevants. Les résultats des entreprises ont été décevants. Les résultats des entreprises ont été décevants.

NEW-YORK, 23 septembre ↑

Surprise

Wall Street a piqué mercredi 23 septembre, les investisseurs ont été surpris. Wall Street a piqué mercredi 23 septembre, les investisseurs ont été surpris. Wall Street a piqué mercredi 23 septembre, les investisseurs ont été surpris.

Les fluctuations des taux d'intérêt et des monnaies ont été contenues. Les fluctuations des taux d'intérêt et des monnaies ont été contenues. Les fluctuations des taux d'intérêt et des monnaies ont été contenues.

VALEURS	Cours de 22 sept.	Cours de 23 sept.
Alcatel	480	485
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225
Amal	220	225

LONDRES, 23 septembre ↓

Légère baisse

Les valeurs ont terminé en légère baisse. Les valeurs ont terminé en légère baisse. Les valeurs ont terminé en légère baisse. Les valeurs ont terminé en légère baisse.

Des rumeurs de baisse des taux d'intérêt allemands ont encouragé la baisse. Des rumeurs de baisse des taux d'intérêt allemands ont encouragé la baisse. Des rumeurs de baisse des taux d'intérêt allemands ont encouragé la baisse.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc. Le marché a été soutenu par la hausse des actions de la zone franc.

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	480	485	Immo. Habitat	1010	1015
Amal	220	225	Immo. Computer	140	145
Amal	220	225	Immo. Locat.	63	68
Amal	220	225	Immo. Locat.	70	75
Amal	220	225	Immo. Locat.	285 70	285 70
Amal	220	225	Immo. Locat.	132	137
Amal	220	225	Immo. Locat.	425	430
Amal	220	225	Immo. Locat.	314	319
Amal	220	225	Immo. Locat.	88	93
Amal	220	225	Immo. Locat.	171	176
Amal	220	225	Immo. Locat.	308	313
Amal	220	225	Immo. Locat.	445 10	445 10
Amal	220	225	Immo. Locat.	320	325
Amal	220	225	Immo. Locat.	288	293
Amal	220	225	Immo. Locat.	95 80	95 80
Amal	220	225	Immo. Locat.	784	789

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPÉZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 100 % - Cotation en pourcentage du 23 septembre 1992

Nombre de contrats estimés : 251 744

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	186,84	186,72	189,18
Précédent	186,64	186,56	189,30

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Déc. 92	1,72	0,96
Mars 93	1,72	0,96

Volume : 27 143

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Déc. 92
Dernier	1 861,50	1 870	1 867,50
Précédent	1 861	1 870	1 867,50

CHANGES

Dollar : 5,0825 F ↓

Le dollar s'échangeait en Europe jeudi 24 septembre au même niveau que la veille au matin, après avoir subi de fortes fluctuations pendant la journée de mercredi. En début d'après-midi, le dollar de la devise verte était de 5,0825 francs dans les échanges entre banques. La parité franc-dollar se maintenait à 5,0825 francs.

FRANCOFORT 23 sept. 24 sept.
Dollar (en DM) 1,8150 1,8150
TOKYO 23 sept. 24 sept.
Dollar (en yen) 120,25 120,25

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (24 sept.) 22-25 %
New-York (23 sept.) 3 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
Demandé	Offert
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200
5,1200	5,1200

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8
en (100)	3 1/4	3 3/8	3 7/8	3 3/4	3 3/4	3 7/8
14	1 1/2	1 3/4	1 3/4	1 1/4	1 5/8	1 1/2
Deutschmark	7 3/4	8 1/4	8	8 1/2	8 1/2	8 1/2
Franc suisse	6 7/16	6 9/16	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8
en Italie (1000)	19	20 1/2	17	18 1/2	14 7/8	15 7/8
Pivre sterling	9 5/8	9 3/4	9 1/16	9 3/16	8 11/16	8 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

L'agence américaine de notation financière Moody's met le Crédit lyonnais sous surveillance. L'agence de notation financière Moody's a placé sous surveillance les notes à long terme du Crédit lyonnais et de ses filiales pour un éventuel abaissement (AA2). Environ 11 milliards de dollars de dette à long terme sont concernés, précise l'agence, qui ajoute que la notation Prime-1 de la banque pour ses certificats de dépôt à court terme et dans les cas de garantie des programmes américains de papier commercial n'est pas concernée par cette mise sous surveillance. L'analyse de Moody's se concentre sur « les perspectives d'évolution de la qualité des actifs de la banque et sur la capacité du Crédit lyonnais à générer des résultats récurrents suffisants pour faire face aux besoins de provisionnement dans le futur ». Le Crédit lyonnais avait annoncé, mardi 22 septembre, une chute de 92,6 % de son résultat net. Prime-1 de la banque pour le premier semestre 1992, 1 119 millions de francs contre 1 610 milliard de francs au premier semestre 1991.

BOURSE DU 24 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptes		
4780	CANEX 2%	4780	4781	4830	+ 1.18	Comptes	4780	4781	4830	+ 1.18	Comptes	4780	4781	4830	+ 1.18	Comptes	4780	4781	4830	+ 1.18	Comptes	4780	4781	4830	+ 1.18	Comptes
840	B.I.P. T.P.	827	840	808	+ 1.57	VALEURS	840	840	808	+ 1.57	VALEURS	840	840	808	+ 1.57	VALEURS	840	840	808	+ 1.57	VALEURS	840	840	808	+ 1.57	VALEURS
985	REUNION T.P.	985	985	985	+ 1.57	VALEURS	985	985	985	+ 1.57	VALEURS	985	985	985	+ 1.57	VALEURS	985	985	985	+ 1.57	VALEURS	985	985	985	+ 1.57	VALEURS
1681	REUNION T.P.	1681	1681	1681	+ 1.57	VALEURS	1681	1681	1681	+ 1.57	VALEURS	1681	1681	1681	+ 1.57	VALEURS	1681	1681	1681	+ 1.57	VALEURS	1681	1681	1681	+ 1.57	VALEURS
1870	REUNION T.P.	1870	1870	1870	+ 1.57	VALEURS	1870	1870	1870	+ 1.57	VALEURS	1870	1870	1870	+ 1.57	VALEURS	1870	1870	1870	+ 1.57	VALEURS	1870	1870	1870	+ 1.57	VALEURS
1900	REUNION T.P.	1900	1900	1900	+ 1.57	VALEURS	1900	1900	1900	+ 1.57	VALEURS	1900	1900	1900	+ 1.57	VALEURS	1900	1900	1900	+ 1.57	VALEURS	1900	1900	1900	+ 1.57	VALEURS
2000	REUNION T.P.	2000	2000	2000	+ 1.57	VALEURS	2000	2000	2000	+ 1.57	VALEURS	2000	2000	2000	+ 1.57	VALEURS	2000	2000	2000	+ 1.57	VALEURS	2000	2000	2000	+ 1.57	VALEURS
2100	REUNION T.P.	2100	2100	2100	+ 1.57	VALEURS	2100	2100	2100	+ 1.57	VALEURS	2100	2100	2100	+ 1.57	VALEURS	2100	2100	2100	+ 1.57	VALEURS	2100	2100	2100	+ 1.57	VALEURS
2200	REUNION T.P.	2200	2200	2200	+ 1.57	VALEURS	2200	2200	2200	+ 1.57	VALEURS	2200	2200	2200	+ 1.57	VALEURS	2200	2200	2200	+ 1.57	VALEURS	2200	2200	2200	+ 1.57	VALEURS
2300	REUNION T.P.	2300	2300	2300	+ 1.57	VALEURS	2300	2300	2300	+ 1.57	VALEURS	2300	2300	2300	+ 1.57	VALEURS	2300	2300	2300	+ 1.57	VALEURS	2300	2300	2300	+ 1.57	VALEURS
2400	REUNION T.P.	2400	2400	2400	+ 1.57	VALEURS	2400	2400	2400	+ 1.57	VALEURS	2400	2400	2400	+ 1.57	VALEURS	2400	2400	2400	+ 1.57	VALEURS	2400	2400	2400	+ 1.57	VALEURS
2500	REUNION T.P.	2500	2500	2500	+ 1.57	VALEURS	2500	2500	2500	+ 1.57	VALEURS	2500	2500	2500	+ 1.57	VALEURS	2500	2500	2500	+ 1.57	VALEURS	2500	2500	2500	+ 1.57	VALEURS
2600	REUNION T.P.	2600	2600	2600	+ 1.57	VALEURS	2600	2600	2600	+ 1.57	VALEURS	2600	2600	2600	+ 1.57	VALEURS	2600	2600	2600	+ 1.57	VALEURS	2600	2600	2600	+ 1.57	VALEURS
2700	REUNION T.P.	2700	2700	2700	+ 1.57	VALEURS	2700	2700	2700	+ 1.57	VALEURS	2700	2700	2700	+ 1.57	VALEURS	2700	2700	2700	+ 1.57	VALEURS	2700	2700	2700	+ 1.57	VALEURS
2800	REUNION T.P.	2800	2800	2800	+ 1.57	VALEURS	2800	2800	2800	+ 1.57	VALEURS	2800	2800	2800	+ 1.57	VALEURS	2800	2800	2800	+ 1.57	VALEURS	2800	2800	2800	+ 1.57	VALEURS
2900	REUNION T.P.	2900	2900	2900	+ 1.57	VALEURS	2900	2900	2900	+ 1.57	VALEURS	2900	2900	2900	+ 1.57	VALEURS	2900	2900	2900	+ 1.57	VALEURS	2900	2900	2900	+ 1.57	VALEURS
3000	REUNION T.P.	3000	3000	3000	+ 1.57	VALEURS	3000	3000	3000	+ 1.57	VALEURS	3000	3000	3000	+ 1.57	VALEURS	3000	3000	3000	+ 1.57	VALEURS	3000	3000	3000	+ 1.57	VALEURS
3100	REUNION T.P.	3100	3100	3100	+ 1.57	VALEURS	3100	3100	3100	+ 1.57	VALEURS	3100	3100	3100	+ 1.57	VALEURS	3100	3100	3100	+ 1.57	VALEURS	3100	3100	3100	+ 1.57	VALEURS
3200	REUNION T.P.	3200	3200	3200	+ 1.57	VALEURS	3200	3200	3200	+ 1.57	VALEURS	3200	3200	3200	+ 1.57	VALEURS	3200	3200	3200	+ 1.57	VALEURS	3200	3200	3200	+ 1.57	VALEURS
3300	REUNION T.P.	3300	3300	3300	+ 1.57	VALEURS	3300	3300	3300	+ 1.57	VALEURS	3300	3300	3300	+ 1.57	VALEURS	3300	3300	3300	+ 1.57	VALEURS	3300	3300	3300	+ 1.57	VALEURS
3400	REUNION T.P.	3400	3400	3400	+ 1.57	VALEURS	3400	3400	3400	+ 1.57	VALEURS	3400	3400	3400	+ 1.57	VALEURS	3400	3400	3400	+ 1.57	VALEURS	3400	3400	3400	+ 1.57	VALEURS
3500	REUNION T.P.	3500	3500	3500	+ 1.57	VALEURS	3500	3500	3500	+ 1.57	VALEURS	3500	3500	3500	+ 1.57	VALEURS	3500	3500	3500	+ 1.57	VALEURS	3500	3500	3500	+ 1.57	VALEURS
3600	REUNION T.P.	3600	3600	3600	+ 1.57	VALEURS	3600	3600	3600	+ 1.57	VALEURS	3600	3600	3600	+ 1.57	VALEURS	3600	3600	3600	+ 1.57	VALEURS	3600	3600	3600	+ 1.57	VALEURS
3700	REUNION T.P.	3700	3700	3700	+ 1.57	VALEURS	3700	3700	3700	+ 1.57	VALEURS	3700	3700	3700	+ 1.57	VALEURS	3700	3700	3700	+ 1.57	VALEURS	3700	3700	3700	+ 1.57	VALEURS
3800	REUNION T.P.	3800	3800	3800	+ 1.57	VALEURS	3800	3800	3800	+ 1.57	VALEURS	3800	3800	3800	+ 1.57	VALEURS	3800	3800	3800	+ 1.57	VALEURS	3800	3800	3800	+ 1.57	VALEURS
3900	REUNION T.P.	3900	3900	3900	+ 1.57	VALEURS	3900	3900	3900	+ 1.57	VALEURS	3900	3900	3900	+ 1.57	VALEURS	3900	3900	3900	+ 1.57	VALEURS	3900	3900	3900	+ 1.57	VALEURS
4000	REUNION T.P.	4000	4000	4000	+ 1.57	VALEURS	4000	4000	4000	+ 1.57	VALEURS	4000	4000	4000	+ 1.57	VALEURS	4000	4000	4000	+ 1.57	VALEURS	4000	4000	4000	+ 1.57	VALEURS
4100	REUNION T.P.	4100	4100	4100	+ 1.57	VALEURS	4100	4100	4100	+ 1.57	VALEURS	4100	4100	4100	+ 1.57	VALEURS	4100	4100	4100	+ 1.57	VALEURS	4100	4100	4100	+ 1.57	VALEURS
4200	REUNION T.P.	4200	4200	4200	+ 1.57	VALEURS	4200	4200	4200	+ 1.57	VALEURS	4200	4200	4200	+ 1.57	VALEURS	4200	4200	4200	+ 1.57	VALEURS	4200	4200	4200	+ 1.57	VALEURS
4300	REUNION T.P.	4300	4300	4300	+ 1.57	VALEURS	4300	4300	4300	+ 1.57	VALEURS	4300	4300	4300	+ 1.57	VALEURS	4300	4300	4300	+ 1.57	VALEURS	4300	4300	4300	+ 1.57	VALEURS
4400	REUNION T.P.	4400	4400	4400	+ 1.57	VALEURS	4400	4400	4400	+ 1.57	VALEURS	4400	4400	4400	+ 1.57	VALEURS	4400	4400	4400	+ 1.57	VALEURS	4400	4400	4400	+ 1.57	VALEURS
4500	REUNION T.P.	4500	4500	4500	+ 1.57	VALEURS	4500	4500	4500	+ 1.57	VALEURS	4500	4500	4500	+ 1.57	VALEURS	4500	4500	4500	+ 1.57	VALEURS	4500	4500	4500	+ 1.57	VALEURS
4600	REUNION T.P.	4600	4600	4600	+ 1.57	VALEURS	4600	4600	4600	+ 1.57	VALEURS	4600	4600	4600	+ 1.57	VALEURS	4600	4600	4600	+ 1.57	VALEURS	4600	4600	4600	+ 1.57	VALEURS
4700	REUNION T.P.	4700	4700	4700	+ 1.57	VALEURS	4700	4700	4700	+ 1.57	VALEURS	4700	4700	4700	+ 1.57	VALEURS	4700	4700	4700	+ 1.57	VALEURS	4700	4700	4700	+ 1.57	VALEURS
4800	REUNION T.P.	4800	4800	4800	+ 1.57	VALEURS	4800	4800	4800	+ 1.57	VALEURS	4800	4800	4800	+ 1.57	VALEURS	4800	4800	4800	+ 1.57	VALEURS	4800	4800	4800	+ 1.57	VALEURS
4900	REUNION T.P.	4900	4900	4900	+ 1.57	VALEURS	4900	4900	4900	+ 1.57	VALEURS	4900	4900	4900	+ 1.57	VALEURS	4900	4900	4900	+ 1.57	VALEURS	4900	4900	4900	+ 1.57	VALEURS
5000	REUNION T.P.	5000	5000	5000	+ 1.57	VALEURS	5000	5000	5000	+ 1.57	VALEURS	5000	5000	5000	+ 1.57	VALEURS	5000	5000	5000	+ 1.57	VALEURS	5000	5000	5000	+ 1.57	VALEURS
5100	REUNION T.P.	5100	5100	5100	+ 1.57	VALEURS	5100	5100	5100	+ 1.57	VALEURS	5100	5100	5100	+ 1.57	VALEURS	5100	5100	5100	+ 1.57	VALEURS	5100	5100	5100	+ 1.57	VALEURS
5200	REUNION T.P.	5200	5200	5200	+ 1.57	VALEURS	5200	5200	5200	+ 1.57	VALEURS	5200	5200	5200	+ 1.57	VALEURS	5200	5200	5200	+ 1.57	VALEURS	5200	5200	5200	+ 1.57	VALEURS
5300	REUNION T.P.	5300	5300	5300	+ 1.57	VALEURS	5300	5300	5300	+ 1.57	VALEURS	5300	5300	5300	+ 1.57	VALEURS	5300	5300	5300	+ 1.57	VALEURS	5300	5300	5300	+ 1.57	VALEURS
5400	REUNION T.P.	5400	5400	5400	+ 1.57	VALEURS	5400	5400	5400	+ 1.57	VALEURS	5400	5400	5400	+ 1.57	VALEURS	5400	5400	5400	+ 1.57	VALEURS	5400	5400	5400	+ 1.57	VALEURS
5500	REUNION T.P.	5500	5500	5500	+ 1.57	VALEURS	5500	5500	5500	+ 1.57	VALEURS	5500	5500	5500	+ 1.57	VALEURS	5500	5500	5500	+ 1.57	VALEURS	5500	5500	5500	+ 1.57	VALEURS
5600	REUNION T.P.	5600	5600	5600	+ 1.57	VALEURS	5600	5600	5600	+ 1.57	VALEURS	5600	5600	5600	+ 1.57	VALEURS	5600	5600	5600	+ 1.57	VALEURS	5600	5600	5600	+ 1.57	VALEURS
5700	REUNION T.P.	5700	5700	5700	+ 1.57	VALEURS	5700	5700	5700	+ 1.57	VALEURS	5700	5700	5700	+ 1.57	VALEURS	5700	5700	5700	+ 1.57	VALEURS	5700	5700	5700	+ 1.57	VALEURS
5800	REUNION T.P.	5800	5800	5800	+ 1.57	VALEURS	5800	5800	5800	+ 1.57	VALEURS	5800	5800	5800	+ 1.57	VALEURS	5800	5800	5800	+ 1.57	VALEURS	5800	5800	5800	+ 1.57	VALEURS
5900	REUNION T.P.	5900	5900	5900	+ 1.57	VALEURS	5900	5900	5900	+ 1.57	VALEURS	5900	5900	5900	+ 1.57	VALEURS	5900	5900	5900	+ 1.57	VALEURS	5900	5900	5900	+ 1.57	VALEURS
6000	REUNION T.P.	6000	6000	6000	+ 1.57	VALEURS	6000	6000	6000	+ 1.57	VALEURS	6000	6000	6000	+ 1.57	VALEURS	6000	6000	6000	+ 1.57	VALEURS	6000	6000	6000	+ 1.57	VALEURS
6100	REUNION T.P.	6100	6100	6100	+ 1.57	VALEURS	6100	6100	6100	+ 1.57	VALEURS	6100	6100	6100	+ 1.57	VALEURS	6100	6100	6100	+ 1.57	VALEURS	6100	6100	6100	+ 1.57	VALEURS
6200	REUNION T.P.	6200	6200	6200	+ 1.57	VALEURS	6200	6200	6200	+ 1.57	VALEURS	6200	6200	6200	+ 1.57	VALEURS	6200	6200	6200	+ 1.57	VALEURS	6200	6200	6200	+ 1.57	VALEURS
6300	REUNION T.P.	6300	6300	6300	+ 1.57	VALEURS	6300	6300																		

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sélection)

23/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préal. Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. Incl.	Rachet net
Obligations			CLT&M (R)	2880	...	Paribas Inves.	277 10	...	Etrangères			Aedon	187 95	182 92	France Oblig.	479 98	474 91	Primaria Oblig.	10089 89	10078 81			
Argentine 5 1/2 % 74	301	0	Comptex	800	...	Patiel Châlon	1000	1000	A.E.C. (R)	830	...	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
10.00% 74/84	10 17	0 10	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
Emp. Ext. 7 1/2 % 84	100	11 78	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
10.00% 5/2000	107 30	3 28	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
DAT 8 1/2 % 12/1987	104 80	7 73	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
DAT 8 1/2 % 1/1988	107 30	3 28	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
PTT 11 1/2 % 87	105	8 47	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CFM 10.00% 5/80	102	...	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CFM 10.00% 5/80	98 58	...	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 5000F	...	1 98	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 5000F	...	1 98	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 5000F	...	1 98	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 10.00% 5/80	...	3 77	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
DAT 8 1/2 % 12/1987	104 80	7 73	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
DAT 8 1/2 % 1/1988	107 30	3 28	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
PTT 11 1/2 % 87	105	8 47	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CFM 10.00% 5/80	102	...	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CFM 10.00% 5/80	98 58	...	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 5000F	...	1 98	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 5000F	...	1 98	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 5000F	...	1 98	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CNH 10.00% 5/80	...	3 77	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
DAT 8 1/2 % 12/1987	104 80	7 73	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
DAT 8 1/2 % 1/1988	107 30	3 28	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
PTT 11 1/2 % 87	105	8 47	Cot Indent.	3780	3780	Patiel Hédou	1000	1000	Alto Rio Br.	430	430	Amst-Gar.	271 00	270 00	France	482 47	438 29	Privat Bond	113 47	112 35			
CFM 10.00% 5/80	102	...																					

Ultimes mises au point du projet de budget 1993

Un avantage fiscal supplémentaire sera accordé à l'épargne investie dans le logement

Pas de réduction de la redevance TV ni de baisse de la taxe d'habitation pour les petits contribuables, mais une mesure fiscale nouvelle en faveur du logement. Telles étaient pour l'essentiel les mesures décidées mercredi 23 septembre qui figureront dans le projet de budget 1993 rendu public mercredi 30 septembre à l'issue du conseil des ministres.

La plus attendue est bien celle qui concerne le logement. Le marché immobilier est tellement déprimé, sans espoir de reprise prochaine, que les demandes des banques et des professionnels du bâtiment ont été multipliées ces derniers temps en direction du gouvernement sur le thème : « quelque chose pour relancer la tendance ou nous allons à la catastrophe ».

Les pouvoirs publics ont des marges aux risques que fait courir à l'économie la dégradation de l'immobilier. Ils ont donc décidé de renforcer le dispositif fiscal dit Quilès-Méhaugerie, dispositif qui permet aux personnes investissant dans l'immobilier de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu. La loi de finances pour 1993 prévoit déjà dans son article 7 la possibilité d'une réduction équivalant à 10 % de l'investissement effectué, en achetant, en faisant construire ou en acquérant des parts de sociétés immobilières d'investissement.

Entre les prix du marché et ceux du secteur social

Dès au printemps dernier, inquiet de la conjoncture, le gouvernement avait tenté de renforcer le dispositif inscrit dans le budget de 1992. Il n'y était par parvenu du fait de l'opposition du groupe parlementaire, furieux de voir bloquer par le ministère des finances son projet de réforme de la taxe d'habitation.

Le dispositif Quilès-Méhaugerie prévoit actuellement de limiter à 60 000 francs pour un couple et à 30 000 francs pour un célibataire les investissements dans le logement, ce qui limite à 60 000 ou 30 000 francs selon les cas la réduction d'impôt.

Le même dispositif prévoit deux réductions possibles, mais pas la même année. La première peut s'appliquer pour un investissement réalisé entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1992; la seconde pour un investissement réalisé entre le 1^{er} janvier 1993 et le 31 décembre 1997. Le projet de loi de finances pour 1993 rend plus favorable encore ce dispositif.

La réduction d'impôt de 10 % du montant de l'investissement sera portée à 20 % lorsque le propriétaire s'engage par convention à louer à un niveau « intermédiaire » entre le prix du secteur social et ceux du marché. Dans ces conditions, la réduction d'impôt pourra atteindre jusqu'à 60 000 francs (célibataires) ou 120 000 francs (couple). En d'autres termes l'Etat finance 10 % du prix d'acquisition du logement, ce qui permet à l'épargnant de réduire ses exigences en matière de loyer. La durée de l'engagement de location sera portée de six à neuf ans.

En ce qui concerne la fiscalité des entreprises, le gouvernement a finalement décidé de ne rien faire en matière de TVA, notamment en ce qui concerne le stock des créances (environ 100 milliards de francs) détenues par les entreprises sur l'Etat au titre de la règle du décalage d'un mois. D'autre part, la loi de finances pour 1993 prévoit des dividendes autorisés depuis les années 70 sur les actions nouvellement émises - déduction régulièrement confirmée depuis - va être supprimée.

ALAIN VERNHOLLES

SOMMAIRE

DÉBATS
Après-référendum : « Abruti, frimeur et archaïque » par André Grynberg ; « La bouderie » par Daniel Sibony ; Revues par Frédéric Gausson ; « Rentrée scolaire des politiques » 2

ÉTRANGER
La situation dans l'ex-Yougoslavie 3
Le premier ministre russe sous haute surveillance 3
Le débat sur les sièges permanents au Conseil de sécurité 4
Grande-Bretagne : la parti travailliste en l'Europe de l'Est 4
Brésil : la Cour suprême donne son feu vert à un vote du Parlement sur la destitution du président Collor 4
Proche-Orient : Damas a fait des propositions jugées « intéressantes » par Washington 5
Vietnam : le général Lê Duc Anh devient chef de l'Etat 5
M. Chun Doo-hwan, nouveau premier ministre thaïlandais 6

POLITIQUE
Après le référendum du 20 septembre : des dirigeants politiques en porte-à-faux 7
M. Chevènement pourrait être privé de l'investiture du PS aux législatives 9
Par solidarité avec M. Emmanuel, le bureau exécutif de son parti demande à être inculpé 9
M. Chirac obtient la confiance du RPR 10

SOCIÉTÉ
Le bilan provisoire des inondations dans le Sud-Est 11
Après avoir rencontré M. Michel Vauzelle, les syndicats demandent la reprise du travail 12

CULTURE
Cinéma : « Lunes de fiel », de

Roman Polanski 14
Le conflit des intermittents du spectacle 14
TGB : inculpation de M. Dominique Jamet 15

LE MONDE DES LIVRES

« J'ai Irving remarqué », de son dévotion à la fouille du « Plein la vue » 16
« Histoire littéraire par François Bort : « Les colères de Caligula » 16
« Sociétés », par Georges Balandier 16
« Un tourment nommé Galilée » 16
« D'autres mondes », par Nicole Zand : « Plus près du ciel » 25

ÉCONOMIE
La lutte contre la spéculation sur les monnaies 17
L'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale 17
Air France fusionne avec UTA et contracte une « alliance stratégique » avec Air Canada 18
La scandale Colicor secoue durablement l'économie brésilienne 19

Services
Abonnements 2
Annonces classées 13
Cartes 16
Expositions 22
Marchés financiers 20 et 21
Météorologie 23
Mots croisés 16
Radio-télévision 23
La télématique du monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

« Le monde des livres » 25 à 32
Le numéro du « Monde » daté jeudi 24 septembre a été tiré à 486 562 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde Sans Visa » : Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Quelles que soient les difficultés entre les nations, l'Europe des villes, elle, s'organise, et Porto l'atlantique ne saurait se tenir en marge. Dans ce même supplément, un dossier sur la longue attente d'une reprise de la consommation touristique. Voyage à Java, à bord de l'omnibus des rizières : un train qui raconte l'Indonésie à livre ouvert.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand voit dans le succès du « oui » un « acte de civisme comme rarement la France en avait connu depuis la guerre »

Les résultats du référendum ont donné lieu, mercredi matin 23 septembre à l'Élysée, au cours de la réunion du conseil des ministres, à un échange de vues consacré à la communication rituelle du ministre de l'Intérieur, et cette discussion a été ponctuée par une longue analyse du président de la République, qui tenait visiblement à combattre ces thèses selon lesquelles le traité de Maastricht ne bénéficierait que d'un soutien éphémère de la part des Français.

Évoquant les commentaires mitigés mis-rasés brochés sur ce thème du « petit oui », exprimé par la majorité des électeurs, M. Paul Quilès avait notamment fait remarquer que l'écart du 20 septembre en faveur du « oui » (539 410 voix) était comparable à l'avance du vainqueur de l'élection présidentielle de 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait distancé M. François Mitterrand de 424 599 voix.

Il avait ajouté que le « oui » du « non » ne pouvait être réduit à une seule cause, en soulignant qu'il fallait voir la conjonction de causes politiques, sociales et culturelles. M. Quilès avait mis sur le compte de l'influence chrétienne, par exemple, le soutien positif des départements bretons. Il avait aussi interprété comme un relatif succès politique du « oui » le fait que, d'après les sondages, la majeure partie des sympathisants socialistes avait opté pour le « oui ».

Le ministre de l'Éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, qui avait exprimé un « vif intérêt » pour le référendum, a souligné la

perche pour ajouter que, en 1974, personne ne s'était hasardé à parler d'un « petit référendum » à propos de M. Giscard d'Estaing, pas plus qu'aux États-Unis, en 1960, on n'avait parlé de « président au rabais » lorsque John Kennedy avait emporté de 118 574 voix M. Richard Nixon.

Le ministre délégué au logement au cadre de vie, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, qui ne sera jamais, depuis son entrée au gouvernement, l'occasion de mettre son grain de sel dans les délibérations, en a profité, elle, après avoir rendu hommage au rôle déterminant de M. Mitterrand dans la campagne, de regretter le déficit d'explication imputable, selon elle, au PS son ensemble.

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a réjoui du « oui » de l'outre-mer, mais il a surtout réagi en Breton en affirmant l'analyse du ministre de l'Intérieur pour dire que dans leur majorité les électeurs bretons avaient voté « oui », même dans certaines communes rurales où les notables du RPR appelaient à voter « non ». Cela tenait surtout à la prise de conscience de l'importance des apports positifs de la Communauté européenne à la vie régionale qui y existe, dans tous les milieux, au-delà des clivages et de la tradition démocrate-chrétienne.

Le secrétaire d'État à la mer, M. Charles Josselin, du Côté d'Armor, a abondé en ce sens. Au passage, le ministre de la jeunesse et des sports, M^{me} Frédérique Bredin, a comparé les résultats en Bretagne et en Normandie pour les élections régionales en matière

d'équipements, qui peuvent aussi expliquer certains des votes négatifs enregistrés dans les zones rurales normandes. Le ministre délégué aux affaires européennes, M^{me} Elisabeth Guigou, a regretté que, dans les régions et les départements, les élus et les corps intermédiaires négligent trop souvent de mettre en évidence la part des fonds européens dans les réalisations locales.

Après quelques remarques de M^{me} Georges Kiejman, ministre d'État aux affaires étrangères, et de M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme, le premier ministre a résumé le sentiment général en disant : « oui, c'est oui », et en insistant sur la nécessité de rapprocher l'Europe de la France et la France du Bruxelles.

« ARCHE » désavoué

Tout cela a conduit le président de la République à se livrer, en conclusion, à une lecture plutôt robuste du scrutin. Non seulement M. Mitterrand a estimé que le score du « oui » ne représentait « aucun désaveu de quiconque », mais, s'attendant personnellement à un résultat serré, il a en quelque sorte magnifié ce score en soulignant que, dans le contexte de « bourgeoisie mondaine » de ces derniers jours, dans le monde de violence issu, dans les pays de l'Est, s'effondrement de l'empire soviétique, la victoire du « oui » relevait même d'un authentique exploit : « Ce « oui » est un acte de civisme incroyable, comme rarement la France en avait connu

depuis guerre, notamment déclaré le chef de l'Etat. C'est un mouvement qui est né. Les « oui » savent pourquoi ils votaient et ils ont approuvé le traité ; « non » ne savent pas pourquoi et, beaucoup, ont sans doute eu peur de l'inconnu. Mais c'est un mouvement qui est né (...). Il faut substituer le noir et au gris la clarté de la vraie connaissance. Notre effort doit être un effort d'enseignement (...). Il faut faire en sorte que le principe de subsidiarité devienne une réalité vivante. »

Et, après avoir, à son tour, regretté que certains élus locaux n'aient pas voulu « mouiller » pour ne pas compromettre leurs chances aux élections sénatoriales du 27 septembre, il a fait l'éloge de la « modernité » Bretonne, « installée en plein dans l'Europe, avec laquelle elle dialogue d'égal à égal ». M. Mitterrand a également fait sourire les membres du gouvernement en rappelant qu'en 1974, en effet, battu de peu par M. Giscard d'Estaing, il n'avait pas pu accéder à la présidence de la République.

Ses seules réflexions critiques ont visé la proposition de la Commission européenne à tout réglementer, « même la lavomachie » et « les jeux de hasard ». « Mais », après une semaine d'absence, tous les membres du gouvernement ont retrouvé, comme l'a dit l'un des ministres, « un homme à pleine forme ».

ALAIN ROLLAT

Les inondations dans le Sud-Est

Plusieurs aides financières pour les sinistrés

Pour venir en aide aux sinistrés, le ministre du budget, M. Michel Charasse, a débloqué mercredi 23 septembre un crédit exceptionnel de 3 millions de francs à la demande du ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, qui a alloué une aide de première urgence de 600 000 francs tandis que le Conseil général et le Conseil régional débloquent respectivement 300 000 francs et 1 million de francs. La Commission européenne a octroyé le même jour une aide de 400 000 écus (2,55 millions de francs). D'autre part, diverses souscriptions ont été lancées par les organismes d'assistance :

Croix-Rouge, 1, place Henry-

Dumont, 75008 Paris, mention « Vaucluse ». CCP : 600 00 Y, mention « Vaucluse ». Carte bleue : Minitel 3615 CROIXROUGE.

Secours populaire, 9/11, rue Froissant, 75005 Paris Cedex 04, CCP : 23 33 3 Paris. Indiquer « Inondations Sud-Est ».

Secours catholique, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07, CCP 737 G-Inondations du Midi.

Médecins du monde : CCP 1144 Z.

Mutualité française : chèques adressés à la Mutualité du Vaucluse, solidarité Vaison-la-Romaine, 6, rue de la Grande-Monnaie, 84000 Avignon.

EN BREF

□ Deux jugements à propos de l'achat d'un château par le conseil général de Vendée. La 1^{re} chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mercredi 23 septembre, Roger Fresco, directeur du *Canard enchaîné*, pour diffamation envers M. Philippe de Villiers. Dans un article du 26 février consacré à l'achat du château de la Chabotterie par le conseil général de Vendée, le journal indiquait que le château avait été acheté à des cousins de M. de Villiers pour un prix supérieur à l'estimation des Domaines. Écrivit que M. de Villiers, président du conseil général de Vendée, avait acheté le château à ses cousins aux frais du contribuable était diffamatoire, a jugé le tribunal. Le *Canard* a été condamné à 15 000 francs d'amende, et a décidé de faire appel de cette décision. Dans un second jugement prononcé à propos du même article, les journalistes de l'hebdomadaire satirique, ont cependant été relaxés, alors qu'ils étaient cette fois poursuivis par les anciens propriétaires du château, la famille de Gout.

□ M^{me} Garand condamnée pour avoir diffamé un magistrat. La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a condamné, mercredi 23 septembre, M^{me} Henri Garand, avocat au barreau de Paris, pour avoir tenu, en 1989, des propos diffamatoires à l'encontre de M^{me} Nafsa Dato-Said, substitut auprès du procureur général de Reims. Un journaliste du *Quotidien de Paris* avait reproduit les paroles prononcées au cours d'un entretien téléphonique par M^{me} Garand, qui défendait alors une boulangère de Reims meurtrière d'un voleur de croissants. Selon le journaliste, l'avocat avait estimé que M^{me} Dato-Said, qui avait fait appel de la décision de mise en liberté de la boulangère, était « très proche des milieux maghrébins ».

Le préfet d'Ile-de-France exclut toute renégociation avec les Maliens de Vincennes

En visite mercredi 23 septembre à Vitry (Seine), le préfet d'Ile-de-France, M. Jean-Claude Gaudin, a exclu toute renégociation avec les Maliens de Vincennes. En visite mercredi 23 septembre à Vitry (Seine), le préfet d'Ile-de-France, M. Jean-Claude Gaudin, a exclu toute renégociation avec les Maliens de Vincennes. En visite mercredi 23 septembre à Vitry (Seine), le préfet d'Ile-de-France, M. Jean-Claude Gaudin, a exclu toute renégociation avec les Maliens de Vincennes.

□ A Vincennes, la cour des Marchaux toujours envahie par des dizaines de familles qui ont désavoué le Conseil des Maires de France, principal négociateur de l'accord. Celles-ci refusent toujours de partir dans les conditions, et s'attendent à une intervention des forces de l'ordre.

Le mensuel Ville Lumière
DROGUE EN PRISON
Édité par l'Éclair
vente en 10 F

Les Editions Belfond réorganisent leur secteur littéraire

M. Jean-Michel Bourgeois, directeur général des éditions Belfond, a procédé à une nouvelle organisation des activités de littérature générale de Belfond. M^{me} Fabienne Delmotte, qui dirige les Presses de la Renaissance, assurera également les fonctions de directeur général adjoint de Belfond. M. Tony Cartano, directeur littéraire des mêmes Presses de la Renaissance, devient directeur éditorial de Belfond.

Les éditions Belfond, dont les Presses de la Renaissance et le Prémix-Clerc sont des filiales, font partie du groupe du même nom que dirige M. Jérôme Talmon et qui comprend notamment Armand Colin, Delmas, Méridiens-Klincksieck et Mardaga. M. Talmon dirige en outre le groupe Masson, numéro 1 français de l'édition médicale.

La nomination de M^{me} Delmotte et de M. Cartano à la direction de Belfond opère une manière de fusion entre les deux maisons d'édition littéraire du groupe, même si les deux enseignes subsistent. Belfond n'a jamais d'éditeur depuis le départ de Pierre Belfond de la maison qu'il avait créée. Fabienne Delmotte, qui dirigeait depuis leur création, il y a vingt ans, les Presses de la Renaissance, et l'écrivain Tony Cartano, qui avait rejoint en 1977, ont réussi à donner à cette maison une forte image littéraire, notamment dans le domaine des littératures étrangères.

P. L.

Les travaux de l'autoroute A 14 jugés illégaux

Le tribunal administratif de Versailles a annulé l'autorisation des travaux de l'autoroute A 14 (Orgeval-La Défense), proches de la terrasse de Saint-Germain-en-Laye qu'avait délivrée, en juillet dernier, le préfet des Yvelines. Les magistrats ont estimé que le viaduc prévu à 300 mètres de l'œuvre de Le Nôtre classé monument historique « est de nature à en altérer l'aspect et le caractère ». « Mais », grave encore, que la parc paysager qui doit être aménagé sur la couverture de l'autoroute entre la terrasse et la Seine se caractérise par « son oppos volontaire au principe de Le Nôtre ». La préfecture rappelle, de son côté, que le dossier soumis au tribunal ne comportait pas d'améliorations entérinées début juin par le ministère de l'équipement (prolongement de la couverture au débouché de la terrasse et nouvelle architecture du viaduc). Les travaux de construction de l'A 14 sont suspendus depuis le 8 août entre la terrasse de Saint-Germain et la Seine, à la suite d'une décision conservatoire du tribunal administratif. Ils pourraient reprendre après une nouvelle autorisation préfectorale fondée sur les améliorations annoncées. Sur le reste du tracé, le chantier se poursuit normalement. — (Corresp.)

David Shiff va fermer son magasin du 4, rue Marbeuf (8^e) avant son transfert au 13, rue Royale

VENTE TOTALE

Costume de luxe	1 590 F
Veste de marque	990 F
Pantalons	590 F
Veste 100 % cachemire	2 950 F
Parkas	890 F
Manteaux	1 990 F

Un choix important de chemises, pulls, cravates avec d'énormes rabais.

Dans son hôtel particulier du 13, rue Royale, David Shiff vient d'aménager le troisième étage afin de mieux accueillir ses clients habitués et ceux du 4, rue Marbeuf.

4 RUE MARBEUF (8^e), MARDI AU SAMEDI, 10 h à 13 h

DES LIVRES

John Irving remarque Robertson Davies

Le romancier américain s'enthousiasme pour son aîné canadien, dans lequel il voit « le plus complexe et le plus divertissant des écrivains vivants »

John Irving, l'auteur du *Monde selon Garp*, *Hôtel New Hampshire* ou de *Liberté pour les ours*, son dernier livre traduit en français, est aujourd'hui un romancier consacré, qui ne fait, parfois, critique littéraire. Il a accepté de commenter pour *Le Monde* l'œuvre de Robertson Davies. C'est la première qu'il écrit pour un journal français.

UN HOMME REMARQUABLE
(*What's Bred in the Bone*)
de Robertson Davies.
Traduit de l'anglais
par Lisa Rosenbaum.
L'Olivier, 1992.

Le révérend Simon Darcourt, « prêtre universitaire rose et rondet », a été chargé par la fondation Cornish d'écrire la biographie de feu Francis Cornish, milliardaire canadien, amateur d'art éclairé et collectionneur. Et il bute sur deux problèmes. D'abord, à l'issue de dix-huit mois de recherches, il commence à nourrir le soupçon que les prétendus dessins et tableaux des maîtres anciens sont des faux concoctés par Francis Cornish lui-même. Or, si la chose était avérée, elle plongerait la famille Cornish dans un embarras considérable. C'est Arthur Cornish, le neveu du défunt, qui dirige la fondation, créée par le grand-père de ce dernier. Ensuite, Simon Darcourt ne parvient pas à réunir une documentation suffisante sur son sujet. Il est convaincu que la clé du personnage de Francis Cornish se trouve dans son enfance et dans son éducation, mais celles-ci demeurent mystérieuses pour lui; c'est pourquoi il s'écrit après un entretien avec Arthur Cornish : « Ce qui s'est passé dans la maison, mais qu'est-ce qui s'est passé dans la maison, justement ? », faisant ainsi référence à un proverbe anglais lui-même adapté du latin en 1290 : « Ce qui a été mis dans la maison ne sort plus de la chair. »

Un roman qui prend la forme d'une biographie fictive offre à l'écrivain une perspective délicate. Les limites auxquelles se heurte Darcourt ne sont qu'une exagération des lacunes qui entachent la plupart des biographies. Que savons-nous vraiment des morts ? Et si nous voulions écrire leur éloge, que faire des soupçons peu glorieux que nous pouvons entretenir à leur égard ?

Humour grinçant

Mais le professeur Davies n'ignore pas qu'un biographe de roman peut tout savoir de son sujet. En outre, un bon romancier n'est pas en peine de rendre sympathique une franche canaille. Dans de nombreux romans, Robertson Davies s'adonne à l'analyse jungienne sur le mode ludique et allégorique. Il fait aussi de fréquentes communications dans des sociétés jungiennes, et écrit régulièrement des articles sur la littérature dans des revues jungiennes. Les lecteurs français qui connaissent la trilogie de Deftford (*l'Objet du scandale*, *le Monticore*, *le Monde des merveilles*) ont déjà remarqué la malice qui caractérise son auteur, ainsi que le vaste éventail de ses intérêts intellectuels, psycholo-



Robertson Davies : malicieux.

giques et théologiques. L'intervention divine en elle-même ne lui fait pas peur, et il l'accueille volontiers dans ses romans.

Dans *Un homme remarquable*, deux esprits désincarnés viennent à surprendre les doléances et jérémiades du simple mortel chargé de la biographie. C'est ainsi que Zaddock le Mineur, assistant de l'ange des Registres, et le démon Mainmains, ange gardien de Francis Cornish, décident de se passer l'histoire, pour le plaisir cette fois. Et voici Zaddock narrateur : une biographie omnisciente et omnipotente dont l'auteur n'est même plus seulement un biographe de roman, mais un biographe divin — même s'il ne s'agit que d'une divinité mineure.

Robertson Davies a écrit trois trilogies, et ce qui est admirable, c'est que ces trilogies sont des volumes qui les constituent se suffisent à eux-mêmes et peuvent se lire avec délectation, y compris dans le désordre. Ainsi, *Un homme remarquable* est le second volet de la dernière en date, encadré par les *Anges rebelles*, déjà paru, et *la Lyre d'Orphée*, qui devrait paraître en France en 1993, mais on peut tout à fait le lire et l'apprécier isolé-

ment. Je forme le vœu que les lecteurs français se voient un jour offrir le régal de la première trilogie écrite par Davies, la trilogie Saltation. L'humour y est si noir, la satire si incisive qu'il côtoie les œuvres d'Evelyn Waugh font figure de travail d'amateur. Ce sont trois superbes romans à l'humour grinçant, où l'on peut voir des auteurs élégants et raffinés de l'excellent *film Anglais sous les tropiques*, de William Boyd.

Quant à la fameuse biographie de Francis Cornish, petit garçon riche et solitaire d'un trou de l'Ontario... Il a une tante chauve (elle a été atteinte par un grand duc), ainsi qu'un frère confesseur doté d'une cervelle de pois chiche, qu'on cache dans un grenier où les domestiques s'occupent de lui (on le surnomme le Fou). Quoiqu'on ait donné des consignes très strictes pour que l'enfant soit élevé en bon protestant, sa tante chauve déploie tous ses efforts pour lui imprimer son catholicisme : dans sa chambre, il a le portrait d'Une Certaine Personne au-dessus de son lit ; à côté du Christ, il peut voir un tableau mièvre qui représente un garçonnet pleurant devant une porte close — *l'Amour*

exclu, puisque tel est le nom de ce chrisme. C'est grâce à sa tante chauve, au tableau de sa chambre et au manuel de dessin d'un caricaturiste que Francis Cornish va découvrir son amour du dessin et son talent inné. Il se fait la main sur des portraits de son frère demeuré et des croquis de cadavres que lui montre obligamment Zadok, l'entrepreneur des pompes funèbres du coin.

Mais Robertson Davies n'écrit jamais de romans linéaires. Même ses personnages secondaires sont dotés d'une histoire complexe, et c'est ainsi que les aventures de Francis Cornish s'entrecroisent savamment avec ce qui constituera la force motrice de la suite du récit. Depuis Dickens, on n'avait jamais vu un romancier écrire des contes aussi touffus et aussi stratifiés. Sur la trame de l'amour de l'art, viennent donc s'inscrire une intrigue dans les services secrets lors de la seconde guerre mondiale, ainsi que le premier amour malheureux de Francis. Car à Oxford il a l'infortune de tomber amoureux d'Ismay, aventurière rapace et parfaitement odieuse, mais il a aussi la chance de rencontrer le grand Saraceni, célèbre restaurateur de tableaux. Ismay parvient à se faire épouser de Francis alors qu'elle est enceinte d'un autre homme — épisode où l'on verra un recoupement jupien avec le secret bien gardé des origines du Fou.

Faux géniaux

Après sa séparation d'avec Ismay, Francis rejoint le grand Saraceni pour restaurer les tableaux Renaissance, post-Renaissance et baroques d'une comtesse, quelque part en basse Bretagne. C'est aussi là qu'il va s'adonner à son violon d'Ingres, l'espionnage. Il est censé compter les wagons de marchandises et les wagons à bestiaux qui passent sur une voie ferrée proche ; ces wagons, on s'en doute, emportent des hommes vers des camps de concentration... Mais après de Saraceni, il apprend la restauration de tableaux au sens fort : on ajoute des détails, on en arrive à changer l'œuvre du tout au tout. Pour le mettre à l'épreuve, Saraceni lui demande d'exécuter un tableau. Ce tableau, qui est le portrait d'un sein, s'intitule *Drollig Hansel*. Seconde épreuve, Francis exécute un triptyque, *les Noces de Cana*, où le repartir comme signature codée du peintre. Les faux de Francis sont si géniaux qu'on parvient à les faire passer pour les œuvres d'un des maîtres anciens, et, pour notre plus grand plaisir, les dupes qui en font l'acquisition ne sont autres que les nazis. De médiocres tableaux allemands ont transcendé leur médiocrité : les faux de Francis ont fait la fois « intelligents et allemands ».

C'est à cette époque que Francis va connaître une liaison heureuse avec une nanny, elle-même espionne, qui, hélas, va sauter sur une bombe incendiaire. Après la guerre, Francis est nommé à la commission alliée sur l'art, qui a pour tâche de restituer les tableaux à leur pays d'origine. Naturellement, ses propres faux font partie des œuvres examinées.

John Irving
Lire la suite page 32

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Plein la vue

Un séducteur qui a la grâce : c'est Patrick Deville avec son troisième roman, un petit livre bourré comme un pétard et qui nous en met plein la vue. *Le Feu d'artifice* est un objet éminemment moderne, brillant, rapide, où l'on vit entouré de machines et de techniques dans une atmosphère romantique et nihiliste.

Ce trio essouffé — deux hommes, une femme, — qui parcourt l'Europe en décapotable et en stéréo, a un sentiment d'incertitude, d'extrême fragilité de la vie qu'il a su capter et restituer avec virtuosité Patrick Deville.

Page 22

SOCIÉTÉS

La modernité quand même

D'un côté, l'optimisme moderniste qui tient le compte des progrès de la science et des techniques. De l'autre, le désenchantement post moderne qui fait de ce temps celui de la progression de la barbarie. A égale distance l'un et l'autre, le dernier ouvrage d'Alain Touraine, *Critique de la modernité*, Georges Balandier nous le débat sur un livre qui paraît à l'heure où l'on a quelques raisons d'être largement déçus.

Page 29

PHILOSOPHIE

Un tournant nommé Galilée

Il aura fallu attendre trois cent cinquante ans pour qu'un francophone puisse lire la totalité l'ouvrage fondateur du « Grand Galilée », comme le nomment les philosophes, le *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* par Galilée. En effet, au XVIII^e siècle une version due à René Fréux et François Gandt. C'est l'occasion, pour le philosophe Jean-Toussaint Deschamps et notre collaborateur François Azouvi, d'évoquer la profondeur de la mutation scientifique et philosophique opérée par l'œuvre du Pisan.

Page 30

Le devoir de mémoire

Pour Myriam Anissimov, il importe toujours de « ne pas oublier ». « Dans la plus stricte intimité » exprime avec force cette exigence

DANS LA PLUS STRICTE INTIMITÉ
de Myriam Anissimov.
Ed. de l'Olivier,
204 pages, 110 F.

Il y a juste trois ans, dans *le Sole et les Cendres* (1), Myriam Anissimov, narratrice à peine masquée sous le nom de Hannah Kaganovski, se rappelait avec une précision bouleversante que, dans son enfance, elle s'était retrouvée complice involontaire des bourreaux nazis : en effet, devenue fripière au marché aux puces, à l'heure où le mode d'entente des vieux chiffons, elle découvrit un jour que les nippes aux broderies minutieuses, les

lingeries exquises qui lui avaient valu une prospérité inattendue, provenaient du centre où l'on avait fait commerce des dévouilles soigneusement pées des victimes des camps. Et dans ces camps, on comptait plusieurs membres de sa famille.

La romancière s'était dit, alors, qu'elle « n'oublie pas un mot juif », que « ne pas oublier » devait être la devise des survivants de la Shoah.

Aussi poursuit-elle, aujourd'hui, son devoir de mémoire, mais par la médiation qu'une œuvre vaut mieux que le réel. La fiction, — qui, elle, cherche à dire ce que dissimulent les alphabets de la mort, — lorsque se produit l'avènement de ce que les mots ne parviennent d'habitude qu'à évoquer

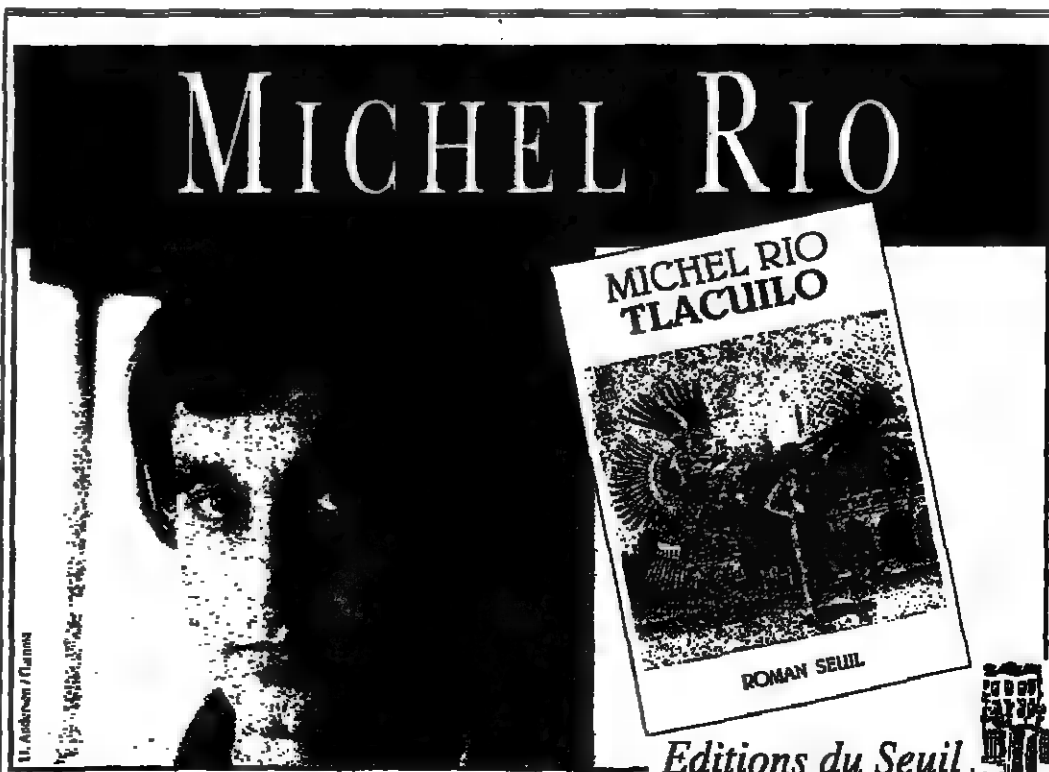
ou à faire regretter, elle nécessairement inflammer le cœur à la lumière la plus vraie dont on est le dépositaire.

Fort d'une pareille conviction, d'où partent toujours ses récits, et à laquelle sans cesse ils retournent, Myriam Anissimov se laisse aller à la flânerie, prend des chemins de traverse et, n'étant pas elle-même une survivante d'Allemagne, quel qu'un qui a perçu, dès la prime enfance, les effets indélébiles du génocide sur ses proches, ceux-ci à l'ombre d'elle, coulisées, les survivants sur le devant de la scène.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 27

(1) Payot (*Le Monde des livres*) du 5 octobre 1991.

MICHEL RIO



Editions du Seuil

Une œuvre d'art vaut-elle une vie ? Avec ferveur et maîtrise, Baptiste Marrey dit les déchirements de la conscience d'un artiste

la soldatesque destine au bûcher. Le livre s'organise donc autour des déchirements de la conscience d'un artiste : entre l'absolu de l'art et l'absolu de la barbarie, entre le désir de témoigner et celui de combattre, entre la puissance de la peur et la honte de soi, entre la beauté et le mal, entre la création et la destruction, entre l'appréhension affirmée de la vie sous toutes ses formes et l'omniprésence de l'ins-

Baptiste-Marrey n'est pas un écrivain savant. Il se présente plutôt comme un artiste modeste et consciencieux de la matière littéraire, ce qui ne vaut guère pour la réputation que ces temps d'effrouffe. Il se pose des problèmes qu'il sait être compliqués sur la fonction de la littérature, sur les relations sensibles et de l'Invisible, par exemple, — auxquels il s'efforce de répondre par les solutions esthétiques les plus franches, sans les simplifier. Cela donne à ses livres une force immédiate, élémentaire, drue, qui étonne et détonne dans le concert dominant des habiletés.

Le Maître de Stannholz raconte l'histoire en trois tomes — 1942, 1944, 1945 — d'un village des Alpes, non loin de Sauerbach, au carrefour de l'Autriche, de la Slovaquie et du Frioul. Dans cette forteresse naturelle qui paraît à l'abri de toute agression extérieure, les nazis, raconte Baptiste-Marrey, avaient entrepris de faire creuser d'immenses et profondes galeries pour y entasser les œuvres d'art volées au cours de leurs conquêtes et constituer le grand musée de l'art arvien.

A Stammholz vit notamment, sous le nom d'emprunt de Martin Albrecht, un peintre italo-slovene qui, pour avoir la vie sauve d' continuer à exercer clandestinement son art, va accepter de travailler pour le commandant SS de la place - esthète et boucher tout uniment - et profiter de sa situation privilégiée pour sauver quelques tableaux d'art « dégénérés » que

unct de mort. Baptiste-Marrey repose une question qui n'est pas nouvelle parce qu'elle est, dans l'abstrait, insoluble : une œuvre d'art vaut-elle une vie ? Aussi bien ne cherche-t-il pas à proposer une réponse en organisant un discours régulier. Et là se trouve sans doute le secret de la réussite du *Maître de Stummholz*.

Des titres de tableaux

L'écrivain, à la manière du héros de son livre, procède par tableaux. Il peint des scènes, de tonalités et de figures très diverses, qu'il juxtapose en se gardant bien de les réunir dans une fresque dont le sens serait clairement établi. Il y a des croquis rapides et des études techniques, des paysages et des portraits, des saints et des fables de bonhomme, des nus sensuels et des chairs écorchées, des caricatures et des transparences d'aquarelle. Ici apparaît le dessin d'une main, là le lumino d'un autre, et l'ensemble se compose d'une foule de *boni* et de *boni* qui font deux corps opposés dans la neige. Au lecteur, s'il le désire, le soin de fondre ces mor-

ceux épars en un espace continu. Baptiste-Marrey, lui, dit un monde qui ne peut plus prétendre à la moindre unité, logique, esthétique, morale ou religieuse, où les tortionnaires pleurent en écoutant du Schubert, où les hommes d'Eglise agissent comme les politiciens les plus tortueux, où les lâches peuvent se comporter comme des héros et les pures jeunes filles comme des catins.

Le Maître de Stammholz est fait d'images, certaines très fortes, vivement stylisées. L'écrivain a donné à ses chapitres des titres de tableaux : *Les Violettes, le Chevalier et la Mort, Agnès à la toilette, Vénus à la fourrure*. Entre eux, des lettres, quelques dialogues, des morceaux de récits, des bribes de chansons.

Tout cela pouvait être lourdement stylisé ou confus si Baptiste-Morey n'avait résolument tourné le dos à l'effet, au grandiose, à la prétention. Le peintre s'est fait d'une totale modestie face à sa peinture, au point de ne pas se préparer à recevoir, ni même à affronter, le regard d'un tel tableau l'apparition du visage de Walter Jonas, le personnage de l'« autobiographie imaginaire » de Baptiste-Morey. Parfois même, cette volonté d'échapper à l'écriture d'artiste se fait trop forte et tourne à la maladresse naïve. Pourquoi, par exemple, alors que les habitants de Seammabold parlent naturellement de leur langue, les habitants de l'abbaye en français dans le roman que per un code de la fiction, l'auteur leur fait-il prononcer une *malak* allemande, qu'il traduit ensuite ?

Mais ces quelques erreurs d'exécution n'altèrent que la surface d'une œuvre qui frappe par sa ferveur, sa gravité, sa fièvre parfaitement maîtrisée et tenue et sa hauteur d'esprit. L'œuvre d'un maître, inspiré, patient et discret, qui a réussi à rendre le plus difficile des sujets : l'Apocalypse.

Pierre Lepape

Suite de la page 25

Et voilà ainsi, parmi bien d'autres, avec leur drame enfoui, mélancoliques ou exubérants, et, par instant, d'une drôlerie inséparable, le grand-père Michel, l'espérisse de Sipoen, tiché de l'Ysère, la parole de la Torah et le marxisme-léninisme ; et l'oncle Franz qui, en juillet 1942, vit les gendarmes français pousser dans un train en partance pour Drancy sa mère, gazée ensuite à Auschwitz. Ou bien la mère de la narratrice, qui ne jure que par Maurice Thorez, même pour ses pensées sur l'esthétique, et inflige à sa fille la lecture de Choklov ou d'André Wurmser (préface par Romain Rolland...), « oublier le cousin Benjamin, voyou broillon, touche-à-tout, homme d'affaires florissant un jour et, le lendemain, psychanalyste au service de footballeurs déconfortés par leur entraîneur ; ou encore, ayant réussi à trouver refuge dans une maison... » « saint » résistant au régime hitlérien, « l'homme à la blouse blanche frappée aux initiales », « pieux de l'Assemblée publique ; avant la fin, puis hussard, en cassid à caftan noir, l'Ysère, le barbe vénérable et le ventru « faisant ombre » reste de sa personne. »

Enfin, la narratrice, qui avance à reculons dans son propre passé, se retrouve, toute petite enfant, dans un camp de réfugiés en Suisse (où, en mai 1944, sa mère a tout dans son journal : « Les Suisses nous ont sauvés », « Les Allemands ont gagné la guerre », « Les Juifs perdent la guerre », « Les Allemands nous ont livrés aux nazis », « Je suis guérie de la pleurésie, abandonnée par les médecins, un drain dans le poumon pendant des mois, mais dans les yeux une envie de vivre que, seule, décide de ces femmes vivantes en communauté que la religion protestante appelle diaconesses. Myriam Anissimov, en propose un portrait inoubliable, « une sainte » pour une personne, dit-elle, non pour servir l'enseignement, « la haine est l'unique qui fut celle du monde chrétien depuis commencement »).

serait attendu, à propos d'un tel jugement, que la romancière n'oubliât pas l'usage

HERNANDO COLON
 ■■■■■ sur un ■■■■■
de Bruno Bayen.
Seuil, coll. « Fiction et Cie »,
 156 p., 85 F.

Quelle ■■■ part du biographe ? ■■■ possédant rien de ■■■ sujet, ■■■ peu - quelques bribes, lambeaux d'écrits ■■■ de témoignages, légendes ■■■ calomnies diverses, - est-il amené à ■■■ son héros, à ■■■ l'ombre qui l'environne par l'arbitraire de ■■■ propre imagination ? Ce qui manque ■■■ son modèle n'aura-t-il ■■■ tentation de le tirer de ■■■ fonds ?

Acceptant l'obscurité, s'y déplaçant même avec une certaine — n'importe quel lecteur aurait pu toujours partager — Bruno Bayen n'est pas pour autant un rêveur, la chose perdue dans les vagues. On lui prêterait plutôt le visage infiniment sérieux et concentré de l'archiviste mélancolique qui avance dans le brouillard qu'il se choisit, s'habituant et apprivoisant la nuit. Les thèmes de son sujet restent les mêmes : le monde de Hernán Cortés, les deux frères bâtard de Christophe Colomb, les personnages de la figure de l'ombre, celle, immense — historique — déployée par la gloire et la personne du glorieux amiral.

« Il était de ceux qui ne connaissent du passé que les remords et préparent, en donnant un certain avenir rendu de leur responsabilité, long travail matériel, un interrogatoire à venir. Il s'avancait ainsi, écartant son chemin, avec conscience ou sans. Il était bâtarde, les ombres venaient toujours du même côté. »

Spéleologue avec une lampe sur le front qui, à la fois, perce et préserve l'ombre, Bruno Bayen et l'épaisseur existentielle de ses remords. Dans le dispositif de l'« interrogatoire », il ne se place pas du côté de l'enquêteur mais de l'interrogé lui-même : position risquée mais combien plus intéressante ! Enfin, il obéit à un principe d'incertitude, exprimé par le « non », et d'une manière délicate de répudier la maîtrise, réelle ou supposée, du biographe : « Laissons les biographes anglo-saxons le sujet de son livre se débarrasser de son lavabo », écrit Bayen, son humeur vif et impassible, pour se moquer d'un livre, très sûr, qui relève nullement. Et, dans le même paragraphe, feignant la prudence pour mieux affronter l'impossible tâche : « Je suppose, je suppose seulement une distance parfaite de la biographie, point de contact d'ancrage idéal... » La « netteté », évidemment, est un lien et l'« ancrage » le lien de l'errance, de non-lieu.

Payer

[illegible]

invente ■ mesure la contrée qu'il découvre ■ dans laquelle, invisiblement, il se déplace.

L'hypothèse implicite de l'auteur est la suivante : à la dévotion, à l'embrassement mystique du monde par celui qui portait son nom la gloire de la vocation chrétienne, la vision intérieure déployée jusqu'aux confins de la Terre, correspond, chez le fils, un orgueil retourné sur lui-même : celui qui résume le monde, de le réduire aux dimensions d'un catalogue de bibliothèque. La déception et la mélancolie, le tremblement du destin, à leur prix, à leur ambition. A la grandeur du monde-père correspond ainsi la gloire inversée, ignorée et calomniée elle-même, au dernier moment, l'illégitime. Mais c'est là que l'auteur simplifier à l'excès la démarche oblique et complexe de Bruno Bayen. Démarche à laquelle l'auteur invite son lecteur, le confiant aux incertitudes d'une certaine lecture plus qu'à la lecture, à sa main, à ses indications.

Patrick Kéchichian

★ ■ L'on veut dessemes encore une
monnaie dans l'oeuvre grandiose de
la Révélation du globe, et saluons
ce livre au profit des. *Livre des prophé-
ties*, recueil de citations bibliques et
de différents auteurs de la tradition
chrétienne, rassemblées au moment
de la parution de 1989. Ce volume
n'avait jamais été traduit en français.
Christophe Colomb livre en quelques
sortes les clefs de sa vocation mysti-
que, contenu dans les écrits prophé-
tiques, d'Isaïe aux Évangiles, d'Ézé-
chiel et des psaumes à sainte
Augustine. Michel Lepeque, qui pré-
sente le volume, traduit par lui-même
et Soledad Estorich, souligne bien la
portée historique et spirituelle de ce
livre (Jérôme Milion, 199 p., 98 F).

★ Signalons par ailleurs que deux pièces de Bruno Bayen sont présentées actuellement à Paris dans le cadre du Festival d'Automne : *Wellmarland*, au Théâtre de la Bastille (jusqu'au 25 octobre) et *L'Enfantillard*, d'après le roman commenté ci-dessus, au Petit-Opéra (jusqu'au 21 novembre).

Excès d'amour et de haine

LA GOUVERNANTE ANGLAISE
de Maurice Lambiotte.
Calmann-Lévy, 114 p.

Tout ce qui est ~~excessif~~ n'est pas insignifiant. Ainsi de ces ~~amours~~ possessives qui transforment l'être aimé en objet. Ainsi de ces ~~liens~~ qui font que l'on supprime l'autre ~~autour~~ parce qu'il est autre. Mais, de ces excès, le bourreau peut être victime, ne distinguant plus, dans le névrosé, le fait de l'amour et ce à quoi le ~~corrélat~~ cet amour est comprise.

La ~~est~~ toute ~~l'histoire~~ - très forte et dramatique - de Nanny, gouvernante ~~juive~~ au service d'une famille juive à la fin ~~du~~

MAURICE ET Despotique avec les enfants, il leur avait tout fait arriver dans la maison — une autre fois, c'était elle — elle va, malgré nos interdictions virulent, s'attacher à Nadine, la dernière-née en fait « son enfant », jusqu'à la disputer à la mère. Amour et haine. Que le temps de l'Occupation va transformer jusqu'à un dévouement auquel Maurice l'habituel nous faisait en fait tout les efforts de cet morceau de territoire qu'on pourrait croire d'un tel bien placé dans un tel registre. Il me va de même pour l'absence à l'absence simplifiée, jouant parfaitement sur deux registres, la possession et le rejet.

Pierre-Robert Leclercq

“Siloques, superloques,
soliloques et interloques ...”
*Qui peut bien être l’auteur de ce jargon ?**



3617 ELECTRIC

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française. un résumé. 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez : Superloques

DERNIÈRES LIVRAISONS

Littérature française

JACQUES BRÉAL : *Les Poèmes de la Guerre*. — Le poète n'est pas que lyrique éternel : la première guerre mondiale a fait naître des tranchées, le poète est combattant. Jacques Bréal a réuni dans cette anthologie les témoignages des grands poètes de la guerre d'alors (Coteau, Montherlant, Miro, Claudel...) aussi bien que ceux d'écrivains moins connus (La Chèvre, Miti, etc.). 192 p., 88 F.

HENRI COULONGES : *Le Roman hongrois*. — C'est comme un roman policier, avec la disparition, à Hollywood en 1939, d'une comédienne tournant un bout d'essai. Mais l'énigme se transforme soudainement en une enquête sur la vie d'un héros, parti sur les traces de la disparition, à l'histoire hongroise, aux frontières de l'imaginaire (Gallimard, 381 p., 125 F.).

GEORGES COURTELINE : *Les Histoires d'Arles*. — Mœurs bourgeoises, compromis et antagonismes conjugués sont au cœur de l'œuvre de l'auteur du célèbre *Le Roman de la Chèvre*. Aux éditions Arles, dans la collection « Les Grands Humoristes » (153 p., 75 F.).

ARMAND GATTI : *Le Chant d'amour des Alouettes d'Auschwitz*. — Au moment où l'actualité fait resurgir les fantômes du passé, Armand Gatti, refusant de voir l'homme condamné au silence par l'« Innommable », écrit des Alouettes comme seuls poètes possibles à ce drame. Exploration du crime de l'Avant-Verbe. Introduction de Michel Séouret (Verdier, 172 p., 89 F.).

PIERRE LOTI : *Le Pays basque*. — C'est à un tout autre voyage que nous convie l'auteur de *Flamenco*. Dans son « Robinsonnade » à rebours, tout ce qui passe, à prolonger tout ce qui finit. Loti recrée un Pays basque quasi fantastique, le sien, tel qu'il lui fut révélé (« L'âme du Pays basque pour la première fois m'apparut », fait d'instants et de rencontres. Ces récits et impressions de l'Euskal-Herria sont publiés aux éditions Aubéron, 25, rue Paul-Bert, 33 000 Bordeaux (191 p., 85 F.).

GEORGES LUBIN : *George Sand et Berry*. — Mêlant l'histoire et l'architecture de la littérature, cet ouvrage illustre le rôle de l'écrivain dans la vie sociale. Agrémenté des photographies de Guy Morice, les nombreuses reproductions de lettres, de manuscrits, de témoignages, ainsi que de larges extraits des œuvres de la « Plume d'Or », ce livre est publié dans la collection « Les Grands Humoristes » avec la collection « Les Mémoires des lieux » (n° 3, 144 p., 89 F.).

Toujours à propos de George Sand, signalons la publication, aux éditions Aurora, des deux volumes de la *Danielle* (248 p., 98 F.) ; la *Revue des sciences humaines* a également publié un recueil d'articles consacrés à l'écrivain (n° 226, d'avril-juin 1992, 228 p., 90 F.). Enfin, le second volume de la collection Omnibus consacre aux romans de George Sand, *Le Roman de l'Artiste*, qui découvre les aspects méconnus de ce personnage aux multiples facettes : la lumière de l'art, où l'art se mêle à la vie, mettant en scène les plus illustres auteurs de l'époque que la « bonne dame de Noisy » ait rassemblés : Flaubert, Musset, Flaubert, Delacroix... Ouvrage préfacé par Marie-Madeleine Fragonard (1 203 p., 135 F.).

ALBERT MEMMI : *Bonneurs*. — Celui qui fut longtemps l'auteur des « billets » parus dans *Le Monde*, et professeur à l'université Paris-X, compile dans cet ouvrage les textes qui firent son succès. Le bonheur existe, Albert Memmi se charge de nous en convaincre au cours de cette chronique du quotidien (Éditions Arles, 188 p., 95 F.).

TERRES PERDUES

de Stephen King.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Daniel Bregue
et Patrick Poulain.
J'ai L (n° 3243) Science-fiction,
39 F.

LE PARC JURASSIQUE

de Michael Crichton.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Patrick Poulain.
J'ai L (n° 3243) Science-fiction,
39 F.

LE RETOUR DE MARION MARSH

de Jack Finney.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Monique Lefebvre.
Denoël, coll. « Présences »,
243 p., 100 F.

RINOCÉROS

de Serge Groussin.
Fleuve Noir, coll. « Anticipation »,
193 p., 28 F.

Le cycle de la « Tour sombre » occupe, dans l'œuvre de Stephen King, une place résolument à part. Par l'ampleur de ce projet romanesque qui, de l'aveu de King lui-même, comprendra six ou sept volumes. Par les genres abordés qui ne sont pas ceux dans lesquels l'auteur s'est taillé une réputation. Commencé avec *Le Pistolero*, une « fantasy » aux influences ouvertement westernisées — Roland, héros, est un « gun-fighter » conduisant la traque éternelle d'un mystérieux homme en noir — le cycle s'est poursuivi, avec le très calvinien *Les Trois Cornes*, venant la science-fiction par l'utilisation vertigineuse du thème des mondes parallèles et alors même que les trois récits enchevêtrés qui le composent se déroulent dans un New-York fort réaliste.

Dans *Terres perdues*, l'aspect science-fictionnel de la quête de la Tour se renforce encore. Les

phases préliminaires de cette quête se terminent par la récupération de Jake, le jeune garçon sacrifié par Roland dans *Le Pistolero* et qui, avec ses compagnons, le prisonnier et la dame d'ombre, il réussit à arracher à la mort et à faire passer dans son monde. La quête elle-même prend un tour plus direct, plus évident, puisque une fois leur réunion accomplie, Roland et ses amis quittent les terres sauvages — serait tenté d'ajouter de l'Ouest — sur lesquelles ils étaient jusqu'alors confinés, pour s'enfoncer en un pays qui fut jadis le siège d'une importante civilisation urbaine et est aujourd'hui en pleine décrépitude à la suite d'une guerre civile qui l'a complètement ravagé. Dans cet univers déglacé, leur voyage prend des allures plus ténébreuses, plus énigmatiques sans rien perdre de son caractère énigmatique — même esotérique. On n'en suit pas moins avec un vif intérêt les péripéties savamment agencées qui parsèment leur itinéraire, d'autant que les ténèbres commencent à se dissiper, le dessin à apparaître et que, comme le dit Stephen King, la Tour se rapproche et qu'on en voudrait bien connaître la clé.

MICHAEL CRICHTON, auteur de best-sellers (*La Variété Andromède*, *Sphère*) et cinéaste (*Mondwest*, *Runaway*), a coutume de flirter avec la science-fiction. Son dernier roman, *Le Parc jurassique*, n'échappe pas à la règle, qui extrapole de façon plausible à partir des dernières recherches en ingénierie génétique et qui imagine qu'à partir de l'ADN de cellules sanguines prélevées sur des mosaïques du secondaire fossilisées dans l'ambre, un généticien de génie parvient à redonner vie à plusieurs espèces de dinosaures. Mais ce savant a effectué ses travaux dans le plus grand secret pour le compte d'une firme industrielle dont le patron conduit un rêve fou : installer, dans une île, un parc d'attractions dont les sauriens géants reconstitués seraient les vedettes.

Enfoncé, Disneyland ! Le roman commence au moment où une commission de l'État vient visiter celle de ce parc d'un genre nouveau : tout semble prévu pour que ces dangereux reptiles restent prisonniers de leurs enclos. Et pourtant... Ce captivant thriller, nourri des dernières théories paléontologiques, présente en outre l'intérêt de tirer une juste sonnette d'alarme sur les rapports qu'il décrit entre recherche biologique et industrie ne sont plus du tout ceux de la fiction.

Il avait suffi d'une nouvelle publiée dans une anthologie d'Alfred Hitchcock, d'un film, *L'Invasion des profanateurs de sépulture*, tiré d'un de ses romans, pour que le nom de Jack Finney reste gravé dans les mémoires. *Le Retour de Marion Marsh* confirme le singulier talent de cet auteur : s'agit d'une histoire de fantôme mais transfigurée par une passion communicative : celle du cinéma hollywoodien des années 20. Un jeune couple, Nick et Jan, emménage à San-Francisco dans un appartement qui a abrité, des années auparavant, une jeune comédienne, Marion Marsh, décédée dans un accident juste au moment où son étoile commençait.

À grandir dans les studios. Le passage de l'un de ses films à la télévision va la tirer de son purgatoire et elle va prendre possession de la scène pour tenter sa seconde chance sous les sunlights... Le roman a le charme ensoleillé de l'univers mythique qu'il évoque avec intensité et une nostalgie contagieuse.

La collection « Anticipation » du Fleuve noir fait peau neuve : elle inaugure une nouvelle maquette de couverture du plus bel effet. Cette mue spectaculaire s'accompagne d'un renouvellement du catalogue : Serge Brussolo, avec le remarquable *Rinocéros*, fait une planète dévastée par une guerre qui perdure, de façon éternelle, sur une population, les bandes d'enfants égarés par les années programmées. L'une d'elles trouve refuge sur un vaisseau gigantesque qui sillonne l'espace à la recherche d'un nouveau monde. Mais cette fois aussi un piège... Dans une robinsonnade d'Apocalypse, Serge Brussolo fait preuve d'une imagination somptueuse et baroque qui rappelle à l'instar d'un réalisme surréaliste.

Jacques Bandon

EN POCHE

Pour une approche des civilisations

Trois dictionnaires viennent de paraître, panorama de trois civilisations autour du bassin méditerranéen : égyptienne (à la première édition aux Lagides), grecque (de la période archaïque à la période hellénistique), romaine (de la République au Bas-Empire). L'originalité de ces trois ouvrages réside dans la diversité des domaines traités : artistique, littéraire, artisanal, politique, religieux, social, géographique, urbain... Leur utilisation est rendue attrayante par les photographies, cartes et chronologies qui égayent la lecture, parfois monotone, des dictionnaires. Le principal reproche tient à la forme même des ouvrages, le nombre de pages réduit (deux cents en moyenne) contraignant à un choix d'articles parfois arbitraire. Un ouvrage de la collection « Dictionnaire de la civilisation », même succinct, pour certains personnages aurait été souhaitable. Pour tous ceux, néanmoins, qui souhaitent s'initier à l'Antiquité.

C'est le même éditeur, dans la même collection, paraissent également trois volumes sur la seconde guerre mondiale : *Campagnes et batailles* et *Les Acteurs*, sous la direction de Philippe Borgeot, coll. « L'Art et la société », textes présentés par Guillaume Provost.

Myriam Mazouzi

► **Dictionnaire de la civilisation égyptienne**, de Guy Rocher ; **Dictionnaire de la civilisation grecque**, de Guy Rocher ; **Dictionnaire de la civilisation romaine**, de Jean-Claude Fredouille. Tous trois en Références Larousse, coll. « Histoire ».

Les éditions Presses Pocket se sont attachées à la réimpression des grands textes. Dans le domaine philosophique, on trouve, dans la collection « Agora », les classiques, l'*Éthique* d'Aristote (n° 98), œuvre fondatrice de la sagesse occidentale. Édité et annoté par Marc Delgado et Françoise Delgado-Corner, dans la traduction de Jean Delgado, cet ouvrage se présente comme complet et original puisqu'il comprend une préface et des commentaires de Roger Andrieux, ainsi qu'un dossier de textes de commentateurs arabes, pour une lecture différente des écrits d'Aristote.

Dans la même collection « Agora », on trouve également deux ouvrages de Gershon Scholem, qui fut président de l'Académie israélienne des sciences, spécialiste de l'histoire et de la philosophie du judaïsme. Pour un panorama de l'histoire de l'État messianique, des origines jusqu'à nos jours, on lira le *Judaïsme* (n° 115), traduit de l'allemand par Bernard Dupuy, également auteur de la préface, des notes et de la bibliographie. Les questions corrélatives, on se réfère à *Le Messie et l'utopie* (n° 118), traduit par Marguerite Delmotte et Bernard Dupuy, avec une préface, des notes et une bibliographie de Bernard Dupuy.

Après le réalisme, la fiction, avec le *Château des Carpathes*, de Jules Verne, publié dans la même collection (n° 8078), édition préfacée et commentée par Maurice Mourier. Le dossier constitue une très bonne approche de la littérature à l'ère du modernisme, ainsi que du fantastique en tant que genre, avec des études abordant les thèmes du roman initiatique, du mythe d'Orphée, retraçant la filiation poétique de l'œuvre (Poe, Hugo, Baudelaire, Roussel), explorant le poétique des lieux autour de

la Transylvanie. Illustrations de L. Benet.

Dans le domaine étranger, le fantastique est toujours à l'honneur chez Presses Pocket, avec la biographie de l'un des plus fondateurs, J. R. Tolkien, par Humphrey Carpenter (n° 4614). S'appuyant sur les lettres, le journal et documents laissés par le créateur des fameux hobbits, Carpenter a pris soin, conformément au désir de son sujet, d'éviter toute érudition critique nuisible au genre.

Deux ouvrages à signaler dans le domaine de la psychanalyse. Aux éditions Folio-Gallimard, dans la collection « Essais », le *Mot d'esprit et sa relation à l'inconscient* de Sigmund Freud (n° 201), traduit de l'allemand par Denise Messiaer, préface de Jean-Claude Lévy. Chez Hachette, dans la collection « Pluriel », la *Leçon et l'enfant*, de Bruno Bettelheim et Karen Zelen, traduit par Jean Delgado (n° 8606).

Envisager la Bible en tant que document historique aussi bien que comme réceptacle de la parole de Dieu, tel est le projet que Jean Bottero mène à bien dans *Naissance de Dieu*, publié aux éditions Folio-Gallimard, dans la collection « Histoire » (n° 49).

Les écrits de Curzio Malaparte, figure éminente de la littérature italienne contemporaine, font l'objet de récentes impressions. Aux éditions Presses Pocket, on trouve deux romans qui nous livrent Malaparte sous ses aspects les moins connus : *Une femme comme moi* (n° 3988), où l'auteur, se penchant sur sa propre vie, se peint sous les traits d'une femme, ainsi que *Socrate et Gomorre* (n° 3984), recueil de nouvelles, *« drôles et terribles »*. Chez Grasset, dans la collection « Les Cahiers rouges », Malaparte se fait essayiste de l'histoire et de la politique, avec *Technique du coup d'État* (n° 185), salué à sa sortie comme « un traité de l'art de défendre la liberté ». Traduit par Juliette Bertrand.



JULES EN CLASSE

PARCE QU'IL AIME DÉCOUVRIR, JULES A DÉCIDÉ D'ÉCRIRE.

« Plume en herbe », c'est le grand concours des petites plumes. Organisé par Nathan, le Monde et Waterman, il a réuni depuis sa création plus de 100 000 enfants autour du même plaisir d'écrire. Pour les y aider, 10 illustrations signées Zou leur permettent d'imaginer et d'écrire leur histoire. Cette année, pour la 1ère fois, le jury sélectionne 4 lauréats, deux chez 9-10 ans et deux chez les 11-13 ans. Ils seront édités chez Nathan dans un même livre. Pour donner aux enfants l'envie de découvrir...

Livrets de participation disponibles dans *Le Monde* du 10 Octobre (daté 4 et 5 Octobre), puis gratuitement en librairie ou en papeterie ou chez Nathan, 9 rue Méchain Paris 14ème (Minitel 3615 code Nathan). Clôture le 31 Décembre 92.



« Plume en herbe »
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES PETITES PLUMES

3 NATHAN Le Monde WATERMAN 2

La solitude de Claude Simon

Les nations ont pris l'habitude d'honorer leurs grands écrivains. Le quatre-vingtième anniversaire de Jorge Zand dans *le Monde des livres* du 11 septembre ; le président portugais Mario Soares fait le voyage de Coimbra pour assister à la remise d'un prix littéraire à Miguel Torga (« le Monde des livres » du 18 septembre). À Paris, on préfère peut-être les vedettes du cinéma, de la couture ou les gentils chanteurs de variété.

Pas un seul « officiel » pour saluer Claude Simon qui, fait exceptionnel, avait accepté de donner, mercredi 16 septembre, au Centre Pompidou, une conférence publique sur le thème « Littérature et médium ». Pas un sous-chef de cabinet, mais pas davantage de représentants de la République des lettres pour honorer le Prix Nobel de littérature. Plus même, semble-t-il, son éditeur Jérôme Lindon. Dans la collection « Agora », deux ou trois journalistes s'étaient mis au public — une centaine de personnes — pour assister à l'événement. Alors que le moindre cocktail pour fêter la sortie du moindre livre attire un essaim de gens de lettres, d'éditeurs et d'amateurs distingués.

Il ont tous eu bien tort, si la littérature leur importe. Non que le grand écrivain soit un grand conférencier : Simon ne cherche pas à se gagner un auditoire par des effets oratoires. Il lit, modestement, timidement, son texte. Mais l'effacement dans la posture ne fait que mieux mettre en valeur l'orgueil d'un producteur de texte qui sait montrer comment son œuvre s'intègre dans la tradition de la littérature française et comment elle la travaille, l'élargit et lui ouvre de nouvelles perspectives.

Une leçon, dispersée et construite à la fois ; un court essai soigneusement et superbement écrit, qu'on pourra sans doute lire un jour prochain, sans pouvoir l'émotion qu'il y avait à l'écouter.

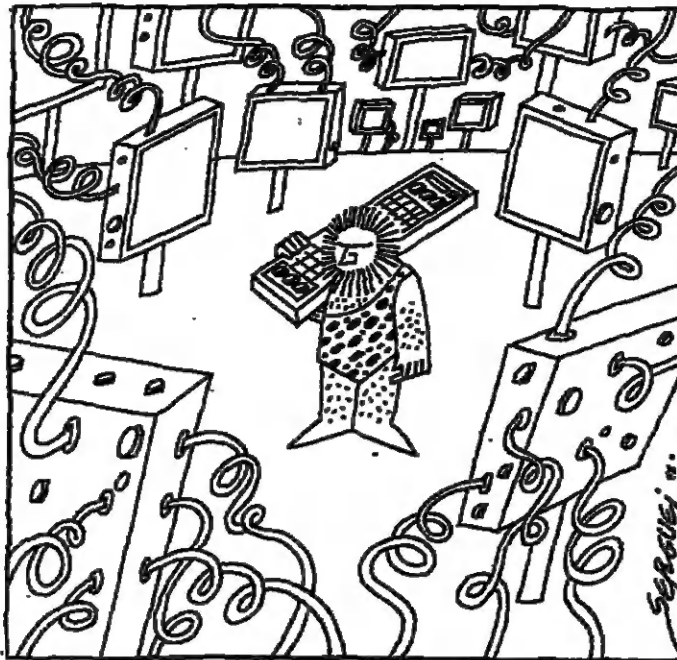
P.L.

هكذا من اليمين

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

La modernité, quand même



CRITIQUE DE LA MODERNITÉ
d'Alain Touraine.
Fayard, 460 p., 150 F.
(En librairie le 1^{er} octobre.)

La modernité, dans ses formes actuelles, désoriente également ceux qui ont à la vivre, incertain quant à leur identité et en déficit de repères, et ceux qui ont à la penser, alors que son mouvement même la rend difficile à saisir et à définir. Alors que tant de turbulences et de changements cumulés, tant de violences commises contre l'homme et d'effondrements d'illusions s'inscrivent dans l'histoire de ce siècle finissant, le désir d'appartenir à ce monde-ci est soumis à bien des épreuves. La tentation est forte de céder à la tentation du passage aux extrêmes. D'un côté, l'optimisme moderniste qui sauve l'idéologie du progrès en établissant le compte des avancées de la science, de la technique et des activités productives, en annonçant le moment proche où le bon usage de tous les acquis contribuera au bien du plus grand nombre des hommes. D'un autre côté, le désenchantement post-moderniste qui fait de ce temps celui des déconstructions laissant la place au vide, aux simulacres, à la progression d'une barbarie mal fardée par les succès de la technocratie.

Alain Touraine, dans son dernier ouvrage, qui est une somme nourrie de ses recherches passées, choisit de se situer à part, de se tenir éloigné du modernisme et du post-modernisme. Sa critique de la modernité se présente, à la fois, comme un jugement sur celle-ci et comme une réponse aux tenants du discours antimoderniste, intellectuellement dominant au cours des dernières décennies. Son objectif est de proposer « une nouvelle définition de la modernité » (en fait, une autre description de son cheminement) et « une nouvelle interprétation de notre histoire moderne ». Et, au-delà, son projet devient plus politique : il conduit à montrer que la société actuelle reste capable « d'agir sur elle-même », que la démocratie protectrice de la liberté, la créativité des individus et les mouvements sociaux sont les conditions nécessaires à l'accomplissement de ce travail.

Sociologue, mais historien de formation, Alain Touraine se convertit en historien de la philosophie, des

mouvements d'idées qui ont produit le triomphe de la modernité, puis sa récente décomposition et sa récusation. C'est en quelque sorte le parcours obligatoire, jalonné d'une rupture à une autre. La première est celle du Siècle des Lumières lorsque est brisée la cage de fer des traditions ; les philosophes pensent la modernité comme une « révolution » : l'homme se définit indépendamment de la transcendance, sa présence au monde se détermine à partir des concepts de nature (droit naturel, loi naturelle opposée à l'absolutisme) et de raison (mise en œuvre par le savoir positif, manifestée par la sécularisation). C'est la formation d'une pensée opposée à la pensée religieuse, l'engagement dans « la difficile aventure de transformer le sujet divin en sujet humain ». Touraine en retrouve l'itinéraire ; et ses sinuosités, notamment lorsqu'il signale ce que l'émergence de l'individu doit aux « conceptions morales et sociales d'origine religieuse », à la Réforme en particulier.

ENSUITE, avec le tournant du dix-neuvième siècle, la loi naturelle s'efface au profit de la volonté collective. L'idée de progrès accomplit la « politisation de la philosophie des Lumières ». La société « se veut créatrice de modernité » et « automotrice ». La modernité était une conception, elle devient une volonté, une prise en charge de l'histoire qui se fait. L'historicisme exprime ce passage, il est indissociable de l'idée d'une révolution « modernisatrice, libératrice et nationale ». Il surdétermine la capacité du politique, celle du nouvel Etat, à changer la société en fondant des solidarités inédites. Il entraîne des mouvements contraires, celui du romantisme allemand à la recherche du « principe d'unité du monde naturel et du monde humain », celui des penseurs de la « modernité sans révolution », des « rebelles à la philosophie pro-

gressiste de l'histoire » dont Tocqueville est la figure la plus illustre. Au passage, Touraine crédite Marx du titre de « moderne au plus haut point » dans la mesure où il fait de la société un produit historique et non un sujet.

La seconde rupture est celle d'où naît le courant antimoderniste. Nietzsche et Freud en sont les auteurs. Le premier par son attaque portée contre l'homme abstrait, par sa critique radicale d'une modernité « identifiée à l'intégration sociale, à la moralisation et à la civilisation bourgeoise ». Le second parce qu'il effectue la destruction du Moi « défini par l'intériorisation des normes sociales », par le consentement aux illusions ; il produit une œuvre qui est l'attaque la plus systématique menée contre l'idéologie de la modernité, une contribution

constante à une libération plus complète de l'individu.

La brèche est ouverte, d'autres l'élargissent. Horkheimer et l'école de Frankfurt élaborent une critique totale de la société moderne et de sa culture, dénoncent la dégrada-

tion de la vision rationaliste du monde et le triomphe du technicisme. Michel Foucault affirme l'omniprésence du pouvoir dans la société moderne libérale, il révèle les aspects multiples de la normalisation, méconnaît « la présence constante d'un sujet contestataire » et se porte à la pointe extrême de « la lutte contre l'idée de sujet » ; mais Alain Touraine néglige ici ce qui relève de la considération problématique, de la tentative de rendre intelligibles les « passages ». Viennent ensuite les postmodernistes, qui multiplient les points de rupture avec l'idéologie moderniste, jusqu'au point de proclamer la dissolution du social et l'incapacité de « choisir entre des expériences qui doivent être toutes acceptées ».

Il faut accorder à Touraine la liberté du parcours, des choix et des évaluations qui le jalonnent. Mais il importe tout autant de préciser ce qui oriente son cheminement. C'est, d'une part, la constante mise en évidence des dissociations actuelles : entre la rationalité instrumentale et la rationalité orientée vers les fins, entre le système et l'acteur, entre l'économie et la culture. C'est, d'autre part, la volonté passionnée de contribuer au retour « du sujet humain comme liberté et comme création », si bien que Touraine définit son livre comme « une histoire de la dispari-

tion et de la réapparition du sujet ». En sociologue, cette fois, il montre comment celui-ci se forme dans sa relation aux déterminismes sociaux, dans l'opposition d'une logique de la liberté, de la libre création de soi, à la « logique de la domination » ; et, collectivement, « le sujet n'existe que comme mouvement social » et contestation de l'ordre. L'appel est clair, il vise à redonner de l'espoir à la modernité.

Alain Touraine présente peu cette dernière dans ses manifestations concrètes, son attention se porte surtout sur les représentations, les discours, les logiques et les processus dont elle résulte ou par lesquels elle est combattue, mise en pièces. Critique de la modernité, ouvrage foisonnant, ne se prête pas à une brève présentation. Celle-ci, tout en restant incomplète, ne peut pas ne pas remarquer des moments de moindre attention : à ce qui tient à la mise en communication généralisée des sociétés et des cultures, à ce qui provoque l'apparition de l'inédit, notamment par l'effet des nouvelles technologies – celles de l'intelligence, de l'image bouleversant le régime de l'imaginaire, de l'intervention sur la nature même de l'homme.

Cet ouvrage, qui ne conduit pas sur les chemins trop connus, est aussi un livre de conviction et d'alerte. Il met en garde contre la passivité qui s'agit de la domination de l'instrument et de la marchandisation, contre la nostalgie de l'unité perdue propice aux tentations totalitaires. Il invite à « combiner rationalisation et subjectivation, efficacité et liberté ». Alain Touraine a la foi qui commande d'« accepter le bonheur ».

À « CARACTÈRES »
LE 25 SEPTEMBRE



Julius et Isaac Un grand roman.

Patrick Besson
Julius et Isaac
roman
Albin Michel

« Avec ce récit parfaitement maîtrisé, Besson a probablement écrit son meilleur livre. C'est paradoxal, faussement détaché et d'une subtilité qui pourrait faire croire aux bienfaits du marxisme. »

Bertrand de Saint-Vincent/Le Quotidien de Paris

« Julius et Isaac est un beau roman. »

François Nourissier/Le Figaro Magazine

« Une fresque ambitieuse et même, sous des dehors nonchalants et ironiques, plus grave qu'il n'y paraît. »

Bruno de Cessole/Le Figaro Littéraire

« D'un morceau de bravoure à l'autre, ce livre vide les entrailles d'un siècle ballonné entre le fric et la grande illusion. Un roman débordant de vie, ivre d'intelligence, qui vibre comme lame en plein cœur de la cible. »

Jean David/VSD

« Une fantasmagorie romanesque que l'on vous défie de laisser tomber avant la vingtième ligne de la deux cent quarante et unième page. Julius et Isaac relève de l'excellent Besson. Il s'agit peut-être même de son meilleur livre. »

Jean-François Josselin/Le Nouvel Observateur

« Un roman ambitieux et parfaitement maîtrisé. »

Bernard Le Saux/L'Événement du Jeudi

ALBIN MICHEL

L'immigré et le drogué

EN ATTENDANT
LES BARBARES

de Guy Sorman.
Fayard, 374 p., 120 F.

Il fallait une certaine audace pour consacrer un même livre à l'immigration et à la drogue. Guy Sorman s'est engagé dans cette voie périlleuse, sans désemparer : non seulement il rapproche les deux questions, mais propose une solution identique pour les régler. « Immigration et drogue : même sujet, même cause, mêmes effets, même combat », écrit froidement ce chantre du libéralisme. Et pour nous épouvanter tout à fait, il emprunte le titre de son livre au poète Constantin Cavellé : « En attendant les barbares ».

Faut-il hurler au racisme ? Non, bien sûr. L'auteur de la Nouvelle Richesse des nations est bien trop fin pour déraiser de la sorte. Son propos n'est pas de s'acharner sur les « nouveaux barbares » qui assiègent la société bourgeoise, blanche et occidentale. Ses recettes ne sont pas celles du Front national. Dès les premières pages, il s'arrange pour situer le débat à un autre niveau – et nous contraindre à le lire jusqu'au bout.

En attendant les barbares n'est pas un essai en chambre, comme il y en a tant. Guy Sorman a eu le mérite d'aller sur le terrain : aux Pays-Bas, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Afrique, et même en Chine et au Japon. Son livre, nourri d'entretiens avec des interlocuteurs aussi variés que Daniel Cohn-Bendit et Enoch Powell, trône, très vite, le reportage. Mais, très vite, le théoricien reprend le dessus, adoptant ou démolissant la thèse de celui qu'il vient d'interviewer. Le reportage était passionnant. La leçon tirée par l'auteur l'est souvent moins.

La drogue et l'immigré, explique Guy Sorman, viennent tous deux d'ailleurs : l'un et l'autre incarnent l'intrusion du désordre dans la société bourgeoise. Des barbares,

en somme, bien qu'il s'agisse de deux groupes distincts : « Si d'aventure l'immigré et le drogué se rejoignent dans une même situation sociale, ce n'est pas de leur fait, mais parce qu'ils endurent l'un et l'autre une exclusion commune. »

De l'immigration, Guy Sorman nous brosse un tableau assez désespéré. Aux Pays-Bas, la politique fondée sur l'antiracisme et la « multiculturalisme » conduit à une impasse. En Allemagne, les « travailleurs invités » ne veulent plus repartir, tandis que le « droit du sang » attire des millions d'indésirables. La Grande-Bretagne ressemble de plus en plus à une association de communautés, tandis qu'aux États-Unis le melting-pot n'est plus une fusion des individus mais un alliage d'étranges. Même le Japon, menacé par... le pétrole japonais, s'inquiète pour son identité nationale.

Les victimes de la prohibition

Ce ne sont pas les contrôles policiers aux frontières qui régulent les flux migratoires, affirme Guy Sorman. Si on veut réduire le nombre des clandestins et des faux réfugiés, il faut supprimer la protection sociale qui leur est accordée. Et si on veut retenir les immigrés dans les pays du Sud, il faut remplacer l'aide publique, d'État à État, par une aide conditionnelle, sous forme d'investissements privés. Quant à la politique d'intégration, elle ne peut être qu'une politique de l'emploi. Là aussi, mieux vaut que l'État s'en occupe le moins possible : « Plus une économie est réglementée, plus elle crée du chômage parmi les faibles. » Si on veut donner des emplois aux immigrés de la deuxième génération, il faut d'abord supprimer le SMIC et le RMI...

Livre II : La drogue. « La toxicomanie, explique le docteur Sorman, est l'ingestion d'un corps étranger ou étranger. Mais le rapport entre la drogue et l'immigra-

tion n'est pas seulement métaphorique : les crimes et délits relatifs à la drogue représentent la moitié des prisons occidentales et la quasi-totalité de ces délinquants sont des immigrés clandestins. » Immigrés et drogués tendent à devenir des barbares parce qu'ils sont étrangers à l'ordre bourgeois, mais aussi parce que nous les excluons ou les réprimons.

Chiffres à l'appui, Guy Sorman tente de démontrer que la guerre contre la drogue coûte des sommes considérables, pour un résultat à peu près nul. Elle cause, finalement, plus de victimes que la drogue elle-même et aboutit au contraire de son objectif déclaré : loin d'éliminer la drogue, la prohibition encourage sa prolifération sauvage ; loin de décourager ceux qui en vivent, elle fait monter les prix et incite à produire toujours plus.

Guy Sorman en conclut que seule l'« approche libérale » permettrait de casser ce cercle infernal. La mise sur le marché de la drogue, affirme-t-il, diviserait aussitôt les prix par cent. Sans aller jusqu'à prôner une libéralisation immédiate de toutes les drogues, il plaide en faveur d'un « armistice » qui permettrait d'expérimenter des formes de légalisation – comme aux Pays-Bas, en Autriche ou en Suisse – et d'en tirer des enseignements.

Les remèdes, purement économiques, du docteur Sorman paraissent un peu trop simples à ceux qui étudient de près des questions aussi complexes que l'immigration et la drogue.

A vouloir, à tout prix, rapprocher celles-ci, sinon les confondre, il affaiblit son argumentation. Mais, dans une société en plein désarroi, ayant peur de tout, bourrée de mauvaise conscience, ce genre de recette-miracle peut faire des adeptes – et des dégâts.

Robert Solé

هكذا من لا يصلح

LE MONDE DES LIVRES
PHILOSOPHIE

Un tournant nommé Galilée

On connaît surtout le Pisan pour avoir établi la vérité physique de l'hypothèse de Copernic
Mais prendre Copernic pleinement au sérieux, c'était se résoudre à repenser la texture même du monde

par Jean-Toussaint Desanti

C'est le 9 janvier 1642, à 4 heures du matin, dit-on, que s'éteignit, dans la ville d'Arcetri, toute proche de Florence, un vieil homme de soixante-dix-huit ans ayant dit que la Terre tourne. Condamné depuis 1633 à la résidence surveillée à vie, devenu aveugle en 1638, Galilée Galilei aura travaillé malgré tout jusqu'à son dernier souffle.

En ne retenant que cet aspect de son destin public, en ne voyant que le symbole éclatant de la vérité persécutée par le dogmatisme, on risque fort d'oublier ses textes et de méconnaître l'étendue et la profondeur de la mutation scientifique et philosophique, opérée par son œuvre. Avec quelque retard sur le 350^e anniversaire de sa mort, une série de cinq volumes permet, cet automne, de prendre une plus exacte mesure de ce tournant dont dépendent jusqu'à nos jours savoirs et techniques. Le philosophe Jean-Toussaint Desanti et notre collaborateur François Azouvi en évoquent les principaux aspects.

DIALOGUE SUR LES DEUX GRANDS SYSTÈMES DU MONDE

de Galilée
Traduit de l'italien par René Fréux, avec le concours de François de Gandt, Le Seuil, coll. « Sources du savoir », 464 p., 320 F.

Il aura fallu attendre trois cent soixante ans pour qu'un francophone puisse lire en totalité l'œuvre fondatrice du « Grand Galilée » (ainsi que le nommait Leibniz), *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde*. La version française, due à la collaboration de René Fréux et de François de Gandt, lui permettra désormais de prendre par lui-même l'exacte mesure de ce que nous devons au Pisan. Rien moins que la forme inaugurale de notre rationalité moderne.

Demandons à un bon lycéen à la fin de sa terminale scientifique ce qu'il sait des découvertes de Galilée. Parions qu'il saurait quoi répondre : la loi de la chute des corps dans le vide et celle du mouvement des projectiles, l'isochronisme des petites oscillations du pendule. Il a établi la vérité physique de l'hypothèse de Copernic : la Terre se meut comme les autres planètes autour du Soleil supposé immobile. Il a vu, en utilisant la lunette, des taches sur la surface du Soleil, des bosses et des creux sur la Lune, de petites planètes gravitant autour de Jupiter. Il a été condamné à cause de sa croyance en la vérité du système de Copernic, qu'il dut abjurer pour survivre.

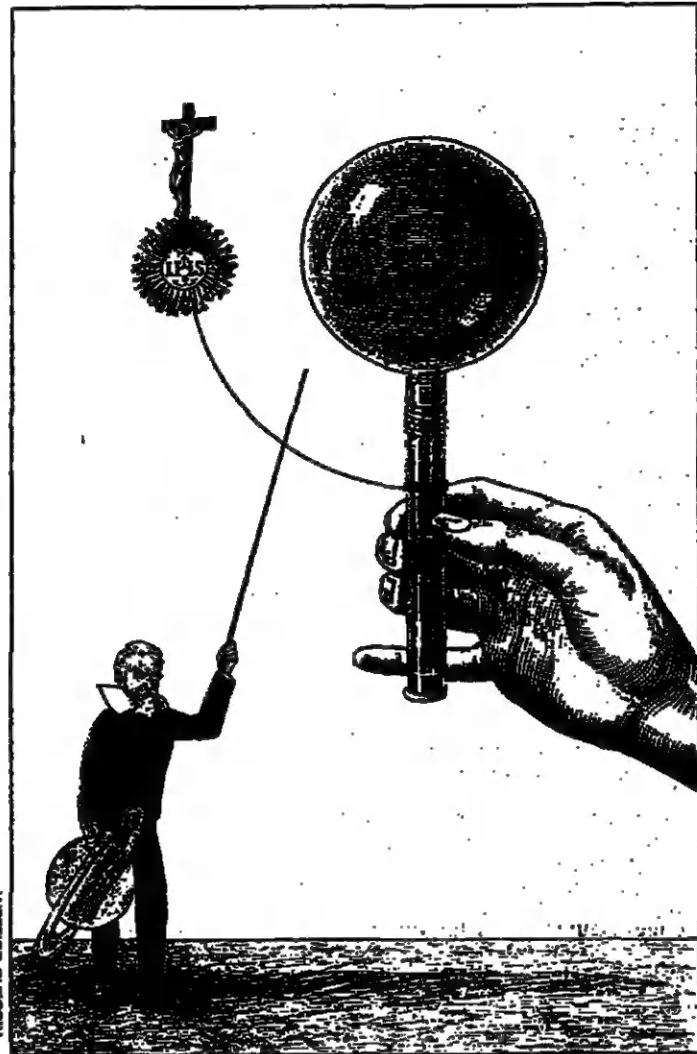
Une refonte radicale

A ce lycéen on pourra dire qu'il a bien répondu. Et pourtant, il aura manqué l'essentiel, non par sa faute, mais à cause de la manière souvent désincarnée dont on enseigne mathématiques et physique. Prises ensemble et dans leur connexion, ces découvertes avaient, en effet, exigé une refonte radicale des formes de rationalité héritées du passé, la mise au jour d'un autre champ de recherche, d'un autre horizon de pensée, qu'il avait fallu travailler à imposer dans un combat entêté et continu, mettant en œuvre toutes les formes de persuasion disponibles : démonstrations mathématiques, expériences de pensée, procédures expérimentales, argumentations rhétoriques, propositions de concepts philosophiques, tout cela se tenant et marchant ensemble. Sinon du même pas, du moins dans un mutuel soutien.

C'est ce travail de la pensée qu'expose dans la forme d'une grave dramaturgie le *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde* : celui de Ptolémée, géocentrique, et celui de Copernic, héliocentrique. Le dialogue ne se borne pas, en effet, à opposer deux modes de représentation mathématique de l'ordonnance des mouvements

observés dans le ciel. Le problème n'était pas seulement de confronter des modèles capables de permettre des calculs. En ce cas, l'affaire n'eût concerné que les mathématiciens, et

richesse inépuisable de ce qui peut y advenir. Les mouvements apparents des corps célestes, certes, mais aussi de l'air, des nuages, de l'eau, des pierres, des navires, des mou-



probablement l'Eglise ne s'en fût pas mêlée, la décision appartenant au seul calcul. Le choix dont traite le *Dialogue* est autrement grave et concerne le monde lui-même, pris dans sa réalité naturelle et dans la

lens, des boulets de canon qui, eux, se passent sur la terre, à portée des regards et des mains. Mais armées d'outils et de machines dont il importe de comprendre le fonctionnement et de contrôler les effets.

Tout doit ici se prendre ensemble : le mouvement du caillou qui tombe et le déplacement apparent et diurne des étoiles fixes.

Or, prendre ensemble, c'est-à-dire penser le monde comme un tout où s'agencent à la fois les étoiles et les cailloux, également réels, voilà qui pose problème. Car, en ce premier tiers du dix-septième siècle, il n'est plus possible de « prendre ensemble » à la façon des Anciens et selon les concepts hérités d'eux.

Et, de fait, le système du monde de Ptolémée était une admirable construction mathématique. Mais il faisait corps avec une conception du monde due à Aristote, exposée, pour l'essentiel, dans le traité *De ciel*. Pour Aristote, le monde est un être vivant et, ajoutait-il, le meilleur de tous. Il en résulte que le monde est hiérarchiquement organisé en vue de sa propre conservation, et chaque espèce d'êtres y est assignée à une place déterminée. Elle peut l'occuper ou non, mais si elle ne l'occupe pas, elle tendra à s'y rendre. De là une conception qualitative de l'ordre des mouvements : le mouvement d'un être naturel est conçu comme une réalisation de ses possibilités propres. Par leur mouvement circulaire, uniforme, et éternel, les cieux réalisent la possibilité de la substance qui les constitue, immuable et incorruptible. Il n'en va pas de même de la région sub lunaire du monde, où règne la génération et la destruction. Il reste que tout est bouclé selon l'ordre du meilleur des vivants : le monde en sa totalité éternelle et close.

Or voici qu'en cette année 1633, depuis près de deux siècles déjà, les concepts qui autorisaient une telle totalisation étaient l'objet d'une contestation méthodique et têtue. Et cela au lieu même où avait enraciné Galilée : à Padoue. A vrai dire, l'« Antiquité » avait été mise en contestation, en elle-même et relativement à elle-même. Le Platon mathématicien du *Timée* contre l'Aristote du traité *De ciel*, Démocrite contre l'un et l'autre. Aristote avait été nommé par Dante « le maître de ceux qui savent ». Or un autre maître surgissait maintenant : Archimède, géomètre et ingénieur. Pas seulement le maître de rigueur des grands traités mathématiques, mais aussi celui qui avait su abor-

der en mathématicien des problèmes de physique, celui de l'équilibre des corps pesants, celui des corps flottants. Dès la jeunesse de Galilée, se mettrait à l'école d'Archimède devenait une exigence pour quiconque se préoccupait de connaître avec un souci de démonstration les phénomènes naturels.

L'influence posthume de Copernic se produit ainsi dans un champ philosophique fracturé. Ce champ perdait son homogénéité native, et les concepts capables de l'unifier n'étaient plus là. Il importait d'en produire d'autres. C'est pourquoi l'œuvre de Copernic fut perçue comme l'indice de cette fracture et l'exigence d'un recommencement. Recommencer, Giordano Bruno l'avait entrepris avant Galilée et l'avait payé de sa vie, témoignant en cela combien il était dangereux de prendre le parti de Copernic et d'y persévérer. Persévérer, c'était approfondir la fracture, la rendre irréversible. Mieux encore : passer sur l'autre bord et la laisser derrière soi.

Une autre cohérence

Si Copernic a dit vrai, il faut en assumer les conséquences : la Terre n'est plus le point autour duquel s'organise la hiérarchie des êtres jusqu'au dernier ciel. Toute l'ordonnance des mouvements observables exige d'être pensée à nouveau : les cieux ne sont plus incorruptibles. Il faudra chercher une autre cohérence. D'où l'idée que les lois de la nature sont de même statut en tout lieu, sur la terre comme au ciel. Prendre Copernic pleinement au sérieux, c'était se résoudre à repenser la texture du monde.

Galilée devait ébaucher quelque chose d'essence géométrique. C'était une révolution. L'autre côté de la fracture était abandonné à son sort. Inutile de chercher à réactualiser Aristote ou à le tricolier. De là, la dramaturgie des dialogues. De tous les personnages qui s'y affrontent, l'un est destiné à disparaître au dernier acte. Il était promis à une mort certaine. Le drame est construit de telle sorte que ce personnage soit un défenseur de l'ancienne cohérence, l'aristotélisme. Il faudra une génération encore pour que la nouvelle cohérence soit établie fermement et sans retour. Elle le sera à la fin du siècle dans l'œuvre de Newton, qui signe le mariage, depuis indissoluble, de la physique et des mathématiques. C'est Galilée qui nous en a ouvert la possibilité et dégage le terrain.

Autres publications

En 1610, Galilée publie son premier ouvrage scientifique. Il y décrit les observations sans précédent qu'il vient d'effectuer à l'aide d'une lunette astronomique : découverte du relief lunaire - « il est montagneux, et très agréable au regard, de pouvoir observer le corps lunaire... », des satellites de Jupiter, etc. Ce texte bref, intitulé en latin *Siderius Nuncius*, fait l'objet de deux éditions savantes en français : l'une, sous le titre *Le Messager des étoiles*, est traduite, présentée et annotée par Ferdinand Hallyn (Éditions du Seuil, coll. « Sources du savoir », 174 p., 150 F.). L'autre, sous le titre *Le Messager céleste*, contient le texte latin établi, traduit et annoté par Isabelle Pantin (Les Belles Lettres, coll. « Sciences et humanisme », 276 p., 230 F.).

Les Éditions du Seuil éditent au format de poche la version corrigée et augmentée du *Galilée* publiée par le grand philosophe des sciences italien Ludovico Geymonat. La première édition italienne (Einaudi, 1957) avait été traduite en 1968 chez Robert Laffont par Françoise-Marie Rosset. Cette traduction a été revue et les additions de la deuxième édition italienne (Einaudi, 1969), ont été traduites par Sylvie Martin (Coll. « Points sciences », 354 p., 49 F.).

Audace et vanités

LA RÉVOLUTION GALILÉENNE

De la lunette au système du monde
de William Shea
Traduit de l'anglais par François de Gandt, Le Seuil, 320 p., 160 F.

Le sous-titre de ce livre en indique précisément le champ : il couvre la période qui va de la publication par Galilée, en 1610, du *Messager des étoiles* qui contient et décrit des observations récemment effectuées grâce à une nouvelle lunette et portant sur la face de la Lune, la Voie lactée et les nébuleuses à celle du *Dialogue sur les deux grands systèmes du monde*, en 1632, où il démontre l'héliocentrisme et donne congé à la conception aristotélésienne du cosmos. Autant dire la période centrale de l'œuvre du savant italien, celle au cours de laquelle il s'impose comme expérimentateur, mais surtout comme « philosophe » décidé à appliquer de façon systématique l'outil mathématique aux phénomènes physiques et cosmologiques.

William Shea, qui est professeur d'histoire et de philosophie des sciences à l'université McGill de Montréal, souligne, après Koyré, tout au long de son livre, cette dimension de l'œuvre de Galilée, qui, en privilégiant les mathématiques dans l'explication de la nature, choisissait Platon contre Aristote : « Il prend d'assaut le citadelle aristotélésienne en déclarant que l'explication des choses doit concerner des propriétés mathématiquement analy-

sables comme les figures et les mouvements. » Et il en tire cette conclusion élogieuse : « Dès lors, le bataillon était gagné et l'histoire ultérieure de la science au dix-septième siècle n'est plus qu'un long travail de nettoyage des positions ennemies, d'organisation et de consolidation. »

Aux deux principes recteurs de la doctrine aristotélésienne, la confiance dans le témoignage des sens - lequel enseignait par exemple que le Soleil se lève et se couche - et l'idée de finalité, Galilée oppose la mathématisation platonicienne, « l'harmonie géométrique de l'univers et la foi dans le pouvoir explicatif des mathématiques ».

Contexte religieux

Si c'est là la colonne vertébrale de ce livre savant, ce n'est pas son seul mérite. William Shea éclaire avec justesse les polémiques autour de Galilée et donne, citations à l'appui, une idée précise du contexte intellectuel. Qui sont ces gens à qui le savant s'affaire et qu'il brocarde allègrement ? Comment raisonnent-ils ? Ils n'ont pas toujours tort, ou, plus exactement, Galilée n'a pas toujours raison : sur la nature des comètes et sur l'explication des marées, il se trompe avec assurance, dogmatisme et un soupçon de mauvaise foi. Bref, dans le « placard de la révolution scientifique », il y a au moins un « cadavre ». Et il était utile de l'en faire sortir, non pas pour relativiser toute chose et montrer que Galilée n'était pas si grand que cela, mais, au contraire, pour montrer la vraie nature de la

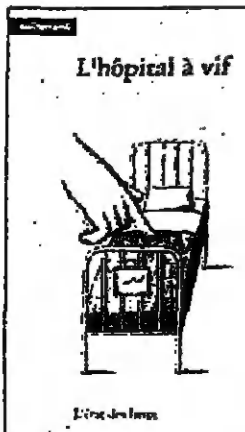
science moderne, celle dont la révolution galiléenne est un quelconque prototype. Elle s'est moins faite par des expérimentations que par un défi théorique qui va parfois jusqu'à l'aveuglement.

Et il en fallait, de l'audace théorique, pour soutenir, contre les prêtres, que la Lune est couverte de cavités et de montagnes et que la Terre n'est pas immobile. Shea rappelle avec bonheur ce que ces thèses contenaient : si la Lune ressemble à la Terre, elle peut être peuplée d'hommes, et il faut alors se demander s'ils descendent d'Adam ou s'ils sont sortis de l'arche de Noé ; si la Terre n'est plus au centre de l'univers, il est bien difficile de se représenter l'ascension du Christ, montant dans les régions supérieures des Cieux ; et qui répondra au fait que l'Enfer doit être au centre de la Terre pour être le feu le plus éloigné du Ciel où sont les Bienheureux ? En restituant le contexte religieux très particulier qui est celui de Rome dans les années 1630, William Shea montre que la condamnation de Galilée fut le résultat d'un mélange de circonstances malheureuses, de vanités blessées et d'ambitions personnelles.

En tout cas, un empiétre sur une jambe de bois. Car les grands esprits du moment ne furent pas dupes, et l'Eglise catholique, qui aurait dû en sortir fortifiée dans la vraie foi, ne put ni empêcher la diffusion de la nouvelle science ni éviter que ce nouveau procès lui fût imputé à charge, au point de devenir emblématique des rapports de la science et de l'autorité religieuse.

François Azouvi

En poche !



L'hôpital à vif

L'État des lieux

Un des 12 premiers titres de la nouvelle collection « Mutations-poche »

49 F. En librairie.

autrement

Kepler



LE MONDE DES LIVRES

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les deux Kepler

L'homme et l'astronome saisis
par le romancier irlandais John Banville

KEPLER
de John Banville.
Traduit de l'anglais
par Michèle Albaret.
Flammarion, 282 p., 125 F.

Quand la vie de Galilée l'inspire pour son théâtre, Brecht repré- sentait, en l'arrangeant d'un message politique, la vieille han- tise des philosophes : celle de voir la raison traverser le mur des ombres menteuses pour éclairer l'esprit des hommes.

Quand l'écrivain irlandais John Banville s'attelle à la bio- graphie romancée de l'astronome Kepler, il semble être pris de cette sorte de soupçon dont Brecht finit lui-même par être atteint : la vérité vaut-elle le prix de toutes les souffrances qui mènent à elle, et la maîtrise des théories scientifiques condui- elle pour autant à simplifier la vie ?

Les savants, c'est une obses- sion chez John Banville. Au milieu de son œuvre de fiction (1), il s'est soudain acharné, il y a une dizaine d'an- nées, sur Copernic, puis sur Kepler et Newton, dans trois romans qui forment sa trilogie « scientifique ». Curieuse paren- thèse, curieuse manie des astro- nomes. « On imagine toujours les savants en train de chercher à découvrir un ordre caché, confie l'écrivain (2). J'ai perçu une sorte de beauté pathétique dans leur aspiration obsédante à se trouver une manière d'être au monde, dans leur quête existentielle de quelque chose qui serait authenti- que ».

C'est donc cela, un savant, pour Banville. Ce personnage éminemment tragique, déchiré entre la pureté de ses aspirations et le boublier souvent peu héroï- que de sa vie personnelle, hanté par l'ordre et l'harmonie des sphères célestes et obligé à vivre d'autant plus consciemment, plus douloureusement, plus obsti- nément aussi, le désordre du monde. Le grand Johannes Kepler, disciple de Copernic, contemporain de Galilée et véné- ré par Newton, découvreur génial de la loi des ellipses décrites par les planètes, à quel- que chose d'un pauvre bougre.

La vérité en mouvement

Car il y a Kepler et Kepler, l'homme et le savant, où le savant doit échapper à l'homme pour « courir après les lois éter- nelles qui régissent l'harmonie du monde. A travers des souffres inextricables, par des nuits d'en- cre, il traquait sa proie fabu- leuse ». Né en 1571 dans un Wurtemberg protestant en proie aux guerres de religion, chétif, mal marié, empiété à la fois dans le brouillard d'une époque engourdie par l'obscurantisme et

dans les aléas d'une vie privée chaotique et plutôt médiocre, Kepler doit souvent négliger les étoiles pour voir mourir ses enfants, harceler ses protecteurs, sauver sa mère accusée de sorcel- lerie ou s'épuiser contre des esprits engoncés dans le confort de leurs erreurs.

Il y a aussi — et la collision n'est pas des moindres — Kepler et Tycho Brahé, l'astronome danois qui règne en maître à la cour de Rodolphe II à Prague. Kepler, obligé de s'y réfugier à la suite d'un édit prononcé contre les protestants, rencontre là le rictus amer de ce génie de l'ob- servation des étoiles, bon vivant et fort en gueule, qui voit d'un mauvais œil la présence d'un nouveau rival. Tycho Brahé résiste à tout, sauf à la tentation du vin.

Une chance pour Kepler, plus théoricien qu'observateur, qui obtient ainsi l'accès à toutes ses notes d'astronomie, contre la promesse de livrer sous sept jours l'équation de l'orbite de Mars.

Kepler agace — des ellipses pour les planètes, quelle idée, — il fait tordre de rire la cour de Bohême avec une invention lou- foque — un balai muni d'une pompe à air pour aspirer la poussière, on se demande un peu, — il étouffe avec ses révéla- tions surgies à l'improviste — « Le principe de la vitesse était faux », s'exclame-t-il tandis qu'une prostituée le tripote, — et inlassablement il poursuit sa route vers les théories qui ouvriront la voie, un siècle plus tard, à Newton.

Dans ce vaste portrait vision- naire, aussi touffu qu'il est ironi- que, drôle et éclatant, fait de mille anecdotes minuscules et d'intuitions qui tourbillonnent, Banville réussit ce tour de force de saisir la vérité en mouvement. Kepler, vu du dedans, prend forme sous nos yeux, tête, homme et savant, toujours rebelle à « présenter des excuses pour avoir dit la vérité ».

Marion Van Renterghem

(1) *Seuls Kepler et le Livre des aveux* (Flammarion 1990) sont, pour l'instant, traduits en français.
(2) Entretien avec le *Herold Tribune*, 19-20 juin 1990.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Le meilleur des ventres

Autour d'un couple stakhanoviste de l'accouchement à tout prix
Ferdinando Camon dessine un monde entre le pire et le rire

LE SUPERBABY
de Ferdinando Camon.
Traduit de l'italien
par Yves Hersant.
Gallimard, coll. « Du monde entier », 204 p., 100 F.

Voltaire. Aldous Huxley. Ferdi- nando Camon. Dans le meilleur des mondes qui, souvent, frôle le pire et le rire. S'il fallait un logo pour l'Italie qui, depuis son « unité », cherche, du nord au sud, à unir, ce serait l'emblème de la guivre dévorant un enfant. Sur les armes des Visconti, sur les armes des Sforza, sur le moteur des Alfa Romeo, un enfant, pivot de la famille, aliment de sa puis- sance. Depuis l'aube de la Renaissance jusqu'à nos jours, point d'Etat, mais des familles en Italie, jusqu'aux Agnelli, Benet- ton, Gardini... Et il n'est pas étonnant que Camon, l'écrivain de la compassion et du sarcasme, dévoué jusqu'aux derniers maux ces nœuds de chair et de pouvoir.

Dans *Le Superbaby*, l'homme est anéanti d'admiration devant la femme et il n'a qu'un désir profond : porter, à son tour, l'en- fant dans son ventre. Se faire femme « par amour d'elles », comme écrivait Chateaubriand, qui eût pourtant blâmé devant la hardiesse grinçante de l'auteur italien. Sous l'enveloppe qu'ai- mait tant le vicomte, les entrailles, jusqu'au tant attendu fruit béni. « Je n'ai pas d'utérus mais un permis de conduire » : autodérision de l'homme devant le ventre, tout-puissant des femmes.

L'œuvre de Camon procède par « cycles » dont le flux, à l'image d'un organisme féminin, varie selon le poids et l'urgence de la réalité. Le « Cycle des derniers » fonde l'œuvre de celui qu'on appelle le romancier de la crise, ici la mort des sous-hommes du monde paysan dans la buse plaine de Padoue, où notre auteur est né, la glaise aux sabots : on se souvient de *Figure humaine*, la *Vie éternelle*, *Apo- théose*. Avec *Occident*, c'est le « Cycle de la terre » qui com- mence : après la mort dans les champs d'un peuple de damnés, le massacre dans les villes comme moyen du pouvoir, et l'appari- tion du surhomme petit-bour- geois. Ces deux premiers cycles, qui témoignent de l'état sauvage de l'homme de terre et de l'état barbare de l'homme de plastique, débouchent nécessairement sur un troisième flux dense et redou- blé : le « Cycle de la famille ». Si important, quatre livres déjà, que l'auteur le dédouble, artificielle- ment me semble-t-il, en créant un « Cycle du couple ». Pour mémoire, la comédie psy que sont la *Maladie humaine*, la *Femme aux liens*, le *Chant des baleines*, aujourd'hui le *Super- baby*. De 1970 à 1991, sans compter un recueil d'impréca- tions poétiques et huit impor- tants essais critiques, que l'on ne connaît guère en France, Camon a écrit une des œuvres les plus fortes de notre vieille Europe



Ferdinando Camon : pince-sans-rire

prise du démon de la jeunesse.

Virginia et Lino (de Natalino, diminutif de Natale : Noël, jour de sa naissance et origine d'un des épisodes les plus cocasses du roman), couple intello, journal- iste et juriste, du nord de l'Italie, du côté de Padoue et de Ferrare, auraient tout pour être heureux s'ils pouvaient fuir un enfant. C'est même leur seul problème, comme le dit Lino dès les pre- miers mots de sa confession an- thologique. « Au paroxysme de l'éros, je mords », ajoute-t-il plus loin, comme Cyrano touche à la fin de l'envoi.

Achèvement gynécologique

Rien à faire : pendant six ans, de chambres d'hôtel à travers l'Europe en chambre conjugale dans la maison offerte par le beau-père de Lino près d'un cou- vent, où — ironie du sort — une abbesse avait jadis accouché, et malgré force coûts et milliards de spermatozoïdes tous bien placés aux bons moments, la stérilité s'installe, contre quoi la faus- tienne Virginia luttera jusqu'au bout, jusqu'à s'arrondir enfin à force de désir, de farouche volonté de puissance et de névrose. Mais ce n'est là ni la fin de leurs aventures utérines ni la fin du livre qui rebondit jusqu'à la dernière ligne. Miracle à la

dominateur », il doit assister : « La vie de chacun est entre les mains d'autrui : mais la vie du Fœtus est dans la Mère, la Mère est dans l'Eau, l'Eau est dans le Monde : alors que le mâle, avec son pénis inutile, se retrouve hors jeu et dépourvu de tout. » Cioran ne l'a-t-il pas écrit : « L'époque moderne commence avec deux hystériques : Don Quichotte et Luther » ? Et de Piero della Fran- cesca aux madones si sensuelle- ment enceintes, on est passé à Robocop et Alien. Que l'artiste temple de Chaplin, Hulot, Ken- ton et — oserai-je, vu l'actualité ? — de Woody Allen. D'Alien en Allen. Sous le signe de la nais- sance et de la mort ; de la nativité et de l'enfant prédestiné. Dans la continuité des thèmes dont Camon tisse son œuvre : sur- homme, sous-homme ; surdoués, sous-doués ; psychanalyste et gynécologue, formant chacun le *terzo incomodo*, entre la femme désarmante et l'homme au sexe nu.

« Un enfant génial, ça le dirait ? », demande Virginia à Lino. Et c'est parti dans la folie froide des compétitions, qui pro- longent les examens érotico-hila- rants des universités. « Savez-vous qu'Einstein avait peur des poules ? » : nous vous ferons faire un Einstein, vous les Cloqueurs, et vous les Cuves closes, vous vous occuperez des poules...

On cherche un génie, un domi- nateur et on trouve deux yeux noirs comme un café du Brésil, un sourire comme une prière. Une énigme. Un lapsus, au début du roman : est-on dans la « norme » ou la « Norma » ? S'agit-il des enfants de la prêtresse ? L'auteur, en parfait romancier et pince-sans-rire su- périeur, n'explique rien. L'air est fameux : « Deh, non volerli vil- lime » : que de victimes depuis la guivre mythique, dans ces purifi- cations utopiques...

Le *Superbaby*, qu'on peut lire dans la traduction impeccable de Yves Hersant, vient d'obtenir le prix Elsa-Morante 1992. Camon dédiera-t-il la deuxième édition de son livre à M^{me} Elisabeth Badinter ?...

Jean-Noël Schifano

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU
Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES ou LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE PAR PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION. LIBRAIRIES. Envoyez dès main- tenant vos manuscrits à :
LA PENSÉE UNIVERSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75040 PARIS CEDEX 12
Tél. (1) 43 57 74 74
Cotiser d'office par l'art. 40 de la loi de 11.05.57 sur la propriété intellectuelle.

La rentrée
romanesque
chez
JULLIARD



LA PYRAMIDE
d'Ismail Kadaré
Traduit de l'albanais
par Jusuf Priont.
Fayard, 230 p., 98 F.

**RECHERCHES
SUR L'ART DE PARVENIR**
de Maurice Joly.
Ed. Albin, 334 p., 180 F. Relié toile.
Distribution : Harmonia Mundi.

C'EST à ce qu'on pourrait appeler son « cycle sur le totalitarisme » qu'appartient la *Pyramide*, le dernier roman d'Ismail Kadaré, écrit à la fois en Albanie et en France, entre 1988 et 1992, publié dans une version courte à Tirana en 1991 dans le premier journal d'opposition, avant d'être terminé à Paris selon la méthode habituelle de l'auteur albanais qui, toujours, corrige, complète, retravaille ses écrits. Cette *Pyramide*, c'est un conte moral-immoral conçu autour de la construction de la Grande Pyramide de Gizeh, une fiction borgeienne labyrinthique qui dissèque, avec humour et perspicacité, la signification des symboles lorsque ce qu'ils honorent n'existe plus.

Monté sur le trône à vingt ans, le jeune pharaon Chéops plonge sa cour dans l'épouvante lorsqu'il fait savoir qu'il veut rompre avec la tradition et ne pas se faire édifier de pyramide. « L'idée de cette construction n'avait à l'origine aucun rapport avec un tombeau ni avec le trépas », veut lui expliquer le grand prêtre, l'astrologue, l'architecte et les ministres en se fondant sur les raisons historiques : « L'idée de la pyramide a vu le jour en période de crise. » Une crise sans précédent provoquée non par la pénurie, mais par l'abondance ! Une abondance qui engendre le bien-être, donc l'indépendance d'esprit et le sens de la liberté ; autant de traits nuisibles pour le pouvoir absolu. Le remède ? « Entreprendre quelque chose d'épouvantable, de destructeur pour le corps et l'esprit et d'absolument inutile... »

Le pharaon va donc accepter cette œuvre grandiose conçue pour faire renoncer la population à son mode de vie antérieur et qui surpassera toutes les autres constructions humaines par sa démesure, confirmant ainsi son pouvoir sur cette terre et, au-delà, dans l'éternité. Sans se douter que, si tôt terminée, la pyramide réclamera sa momie... L'ère des grands travaux commence, mobilisant l'énergie du pays tout entier. L'ère de la terreur. Les usines de foudres de Thèbes, sans attendre la commande de l'Etat, doublent leur cadence de produc-

tion. Des centaines de milliers d'êtres vont passer leur vie entière à construire un tombeau qui ira jusqu'au ciel. Un tombeau qui porte malheur. Le plus haut tas de pierres du monde. Un monument conçu pour écraser sous lui le peuple qui l'érige dans un cycle infini de complots et de rumeurs de complots, de sabotages, de disgrâces, d'accidents du travail, mais aussi de langues arrachées, de dignitaires emmurés, émasculés ou coupés en morceaux (en commençant par la langue), de contre-maîtres réduits en bouillie, de maçons promis à la mort une fois l'œuvre achevée pour garder le secret de la pyramide. Et qui meurent en criant : « Vive le pharaon ! »

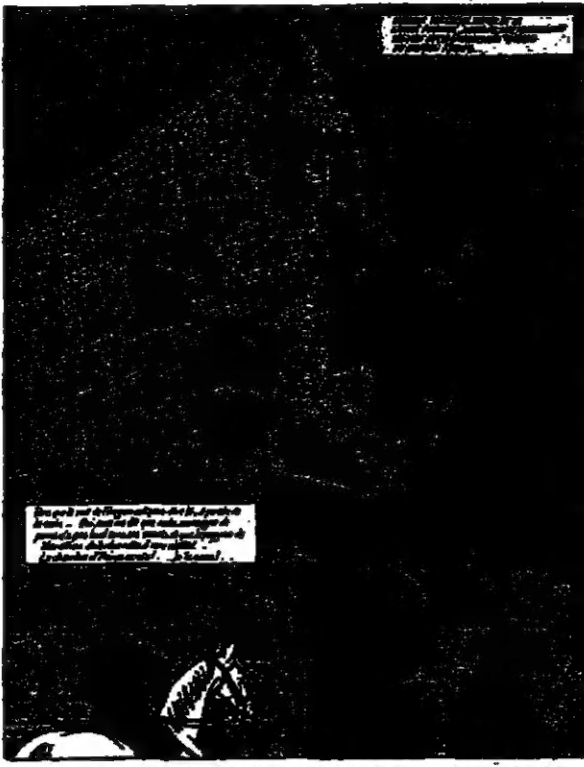
Des luttes intestines, des rumeurs de complots, des débats d'intellectuels (qui ne sont pas ceux de la Très Grande Bibliothèque !) circulent au cours des vingt ans que durera la construction... « D'aucuns imputaient la lenteur des travaux et leurs maigres résultats aux menées des conjurés. D'autres soutenaient que le projet comportait des failles dans sa conception même, mais insinuaient qu'il faudrait attendre des lustres afin de parvenir à en déceler les imperfections. D'autres encore affirmaient péremptoirement que tout avait été fait de travers : le choix du terrain, les ébauches, l'aménagement des voies d'accès, et jusqu'à l'ouverture des carrières, tant et si bien que la pyramide ne pourrait jamais être terminée. »

ISMAIL KADARÉ, tel l'architecte Imhotep, a construit son roman pierre par pierre, ajustant chaque détail de l'édifice monstrueux avec un soin méticuleux, machiavélique et taquin à la fois, ne laissant aucun interstice, si ce n'est pour la chambre mortuaire au centre de la pyramide. Dans le *Pont aux trois arches*, il avait conçu une construction pour emmurier un homme, afin de

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Plus près du ciel...

Illustration extraite du *Mystère de la grande pyramide*, d'Edgar P. Jacobs (Ed. Bata et Mortimer).

camoufler un crime... Dans la *Pyramide*, ce sont tous ceux qui sont à l'extérieur qui sont écrasés et qui laissent à jamais la trace de leur sang ! S'ils restent des abstractions, c'est que l'auteur n'a pas cherché à recréer l'Égypte de la quatrième dynastie, ni à faire exister des personnages. Même s'il s'appuie sur une documentation tout à fait sérieuse... Même s'il désigne les dignitaires de noms albanais égyptisés (ou égyptiens albanisés) aux consonances cocasses, tel Suppilulionas l'ambassadeur de Sumer, Hysnikkapotep le vizir, Koukumehob le poète délateur, Djzerka-reseneb le magicien, Youyou l'ivrogne ; ou encore les noms déformés de membres de la direction du Parti du travail

(communiste) albanais que tout le monde, là-bas, doit reconnaître ! Une mécanique farfelue qui s'écroule l'angoisse et le rire et qui se perpétue de siècle en siècle, de continent en continent : chez Timour le Boiteux, par exemple, avec des pyramides de crânes dont les cheveux continuent à pousser. Mais que faire des pyramides quand, quarante siècles plus tard, elles continuent de contempler le monde « post-pyramidal » ?

Pourtant, il ne faudrait pas voir dans ce bon roman une fable exclusivement albanaise. Kadaré, en effet, réussit là à être universel, éternel, tout en étant albanais. Il faudra s'habituer désormais à ne plus déchiffrer ce maître incontestable de la métaphore comme un « écrivain de l'Est » bravant les règles d'une censure d'Etat, d'autant plus que son Est, comme son art, ne ressemble à aucun autre. Il faudra le relire comme l'écrivain européen qu'il est, dérivé de la terre. L'unique passionnante sur laquelle il ne cesse de buter n'est pas le passage secret menant à la Chambre du roi, ou au bunker d'Enver Hodja, mais une interrogation sur l'Histoire train de se faire. Sur le pouvoir aujourd'hui, après le totalitarisme.

COMMENT donc les hommes tiennent-ils tant à l'égalité ? C'est simplement parce qu'ils voient dans l'égalité le premier titre de leurs prétentions, et le moyen direct de s'élever au-dessus des autres (...). La société est un état de guerre régi par des lois (...). La loi ne fait que déterminer les conditions du combat et les armes dont il est permis de se servir... Ces maximes plutôt sacrilèges, tirées des *Recherches sur l'art de parvenir*, paraissent, par le plus pur des hasards, en même temps que la *Pyramide*, et jettent une lumière tout à fait originale sur le pouvoir, ses excès et ses moyens d'accès dans les temps

modernes. Publié anonymement en 1868 chez l'éditeur Amyot, ce livre inconnu est l'œuvre de Maurice Joly (1829-1878), l'auteur oublié du *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu* (1), qui lui a valu une étrange célébrité. Parce que ce texte, violent pamphlet contre la politique de Napoléon III, fut falsifié, trafiqué, détourné, pour être transformé en « document » d'une prétendue conspiration juive et devenir la matière des *Protocoles des sages de Sion* (2), le livre le plus vendu au monde après la Bible. Vingt ans après la mort de son auteur !

Avocat se signalant par ses convictions républicaines et qui joua un rôle important dans la Commune de Paris, Maurice Joly avait donc fait paraître, en 1865, son *Dialogue aux Enfers* qui sera immédiatement saisi par la police et lui vaudra deux ans d'emprisonnement à Sainte-Pélagie. C'est en prison qu'il écrit ces *Recherches sur l'art de parvenir*, toute une théorie pleine de dérision, de cynisme, d'aigreur et de facétie, dans laquelle il présente comme règles de conduite les procédés employés pour réussir dans la politique, les affaires, la presse, les lettres, en amour, « tout un monde de combinaisons, d'intrigues, d'artifices, tout un art de procéder, d'attaquer et de se défendre, tout une stratégie sociale dont la connaissance approfondie est l'instrument universel ». Flatter, trahir, faire son chemin jusqu'aux astres.

Pour Maurice Joly, les formes modernes du despotisme ont considérablement évolué et profitent de ce qu'il appelle « la peur de masse » qui fait mourir les hommes « comme du bétail à l'abattoir » (« Les hommes, ceux-là mêmes qui n'ont pas peur individuellement, ont peur en masse (...). Ce fait a été rendu très sensible pendant la période de la Terreur. On voyait chaque jour des fournées de Français conduits paisiblement à la guillotine »). Temps de révolution où les hommes durent pen, où la popularité s'acquiesce vite et se perd dans le même temps. Un tableau de la soif de pouvoir d'une ironie ravageuse, qu'il serait drôle de « déconstruire » pour l'adapter à la société d'aujourd'hui. Inépuisable Maurice Joly !

(1) Une réédition du *Dialogue aux Enfers* entre Machiavel et Montesquieu, qui avait déjà paru, en 1987, aux éditions Albin, est publiée par le même éditeur avec une préface de Michel Bonneau, « L'Est rétro » (330 p., 180 F. Relié toile).

(2) Cf. Le livre de Pierre-André Taguieff : *Les Protocoles des sages de Sion. Faux et usages de faux* (Berg International, 1992).

John Irving remarque Robertson Davies

Suite de la page 25

A la mort de Saraceni, Francis hérite d'une fortune considérable, ainsi que de sa collection d'objets d'art. Lorsqu'il rentre au Canada, un autre membre de

la commission - le directeur de la National Gallery d'Ottawa - s'engage à acheter son faux le plus magistral, les *Noces de Cana*, alors qu'il n'a pas les fonds nécessaires pour le faire.

Sa carrière est brisée et il se suicide, sans que Francis lui ait jamais avoué qu'il est l'auteur de cette supercherie fatale.

Ces ironies du sort abondent chez Robertson Davies. On retrouve dans ses romans le secret, l'alchimie, le vrai contre le faux, et la juxtaposition de l'animus et de l'anima dans toute personne. Enfant, Francis ne se travestissait qu'assez rarement en femme. Le directeur de la National Gallery d'Ottawa, en revanche, est un homme féminin dont Francis s'éprend sans être physiquement attiré par lui. Cet amour restera largement de l'ordre du non-dit, et peut-être de l'indicible, ce qui nous renverrait au tableau de la chambre d'enfant, l'*Amour exclu*.

Robertson Davies n'a que faire des modes et courants littéraires. Un homme remarquable explore les domaines psychologique et théologique en une époque d'égotisme sans Dieu et d'individualisme forcené. Alors que de nos jours trop de romanciers sont des mégalomanes et des divas, le professeur Davies crée, d'œuvre en œuvre, un univers bien plus grandiose dans son échelle et dans son mystère que n'importe quel individu. Cela dit, les faux inspirés de Francis donnent tout de même à penser que l'ancien ne saurait être remplacé par le nouveau, quand bien même on déploierait dans l'entreprise une habileté ou un talent hors du commun.

Comme de nombreux personnages de ses romans, le professeur Davies est un connaisseur dans le domaine des arts et des lettres. Sa culture et son expérience du monde le placent très au-dessus de la plupart des romanciers. Acteur, quelque temps, son niveau lui a permis de jouer dans la troupe anglaise de l'Old Vic. Il est devenu

rédacteur en chef de l'*Examiner* de Peterborough, dans l'Ontario, dont il a fini par être l'éditeur. Pendant des années, il a été recteur de Massey College à l'université de Toronto. Il a une grande culture musicale et en sait long sur les faux en art - essentiellement ce qui sépare l'art de la caricature. Il a maintenant près de quatre-vingts ans et une douzaine de romans ainsi que presque autant de pièces publiées à son actif ; il a également écrit des essais et de la critique.

Le professeur Davies est beaucoup plus que le doyen des lettres canadiennes ; on lui reconnaît de plus en plus une stature internationale. C'est à mon sens le plus complexe et le plus divertissant des écrivains vivants. Si l'Académie suédoise avait quelque respect pour la finesse de l'humour dans la littérature sérieuse, elle lui aurait déjà donné le prix Nobel. Robertson Davies n'a rien à envier à tous ceux qui l'ont eu, et il est même plus doué que la plupart d'entre eux.

John Irving
(Traduit par Josée Kamoun.)

Voici comment tirer profit de votre goût pour l'écriture
ARTICLES DE PRESSE, LIVRES DIVERS, RAPPORTS, DOSSIERS PUBLICITÉ, ETC.
Vous savez et aimez écrire. De par leur métier, de nombreuses entreprises recherchent en permanence votre talent, vos services et vos travaux. Tous styles, genres et sujets appréciés.
Don. doc. complète et gratuite sur publication spécialisée à :
EDITIONS D'APOLLONIA
service P/LA - 62, bd Sébastopol,
75003 PARIS

Dompteuse de la mort

LES BEAUX JOURS
DE MA JUVENESSE

d'Ana Novac
Traduit du hongrois par l'auteur
et Jean Furulesco,
Balland, 238 p., 98 F.

« Mon style laisse à désirer. Ce n'est pas par négligence. Non. Des pages que j'ai recopiées quatre fois. Chaque ligne empoigne le cœur, forcément ; je n'aime pas écrire. Mais il faut. Ce n'est pas pour moi-même : moi-même, qui est-ce au juste ? » Imaginons Anne Frank, qui survit à Auschwitz par le plus miraculeux des hasards, puisant la force d'échapper aux pages de la mort grâce à des pages qu'elle remplit en cachette, plongée au plus profond de l'horreur : c'est l'exploit peu commun d'Ana Novac, auteur du seul *Journal*, à notre connaissance, rédigé par une adolescente de quatorze ans et sorti d'un camp d'extermination. Au-delà de la force du témoignage dépourvu d'emphase, qui annonce un écrivain important, les mêmes questions lancinantes se posent de ce texte où l'humour placé le dispute à la conclusion : qu'est-ce que l'écriture, que peut-elle contraindre à l'événement incommensurable ? « Serait-ce ma seule lecture, l'écrivain quand même, répond Ana Novac : je me donnerais - je suppose du moins - autant de mal pour choisir mon adjectif ou mon verbe... »

Le 19 mars 1944, l'armée allemande envahit la Hongrie. Eichmann organise aussitôt la déportation à Auschwitz des juifs de la Transylvanie du Nord, déportés, en septembre 1940, de la Roumanie.

Parmi les survivants de cette tragédie, deux adolescents de Transylvanie découvriront l'immense pouvoir de la parole

écrite, se magie : Elle Wisel et Ana Novac. « Comment vivre et écrire après le Shoah ? », se demandait, se demande encore le premier...

A cette interrogation, qui devait conduire Paul Celan et Primo Levi à la mort, Ana Novac a su opposer aussi bien le défi de l'écriture que celui de la vie. Elle assiste aux exécutions sommaires, à la mort des siens, au départ des camions vers les chambres à gaz : « Nous n'étions plus capables de souffrir, de crier, ni de nous élever... l'idée de la mort ne nous effrayait plus depuis longtemps, car depuis longtemps déjà nous n'étions plus vivants... » Pourtant, malgré cet aveu, l'adolescente demeure plus vivante que jamais : pour elle, vie et écriture se soutiennent, se confondent. Elle dresse les portraits des victimes et des tortionnaires, des faibles et des forts. Sans complaisance, elle s'analyse aussi : « J'ai traversé l'enfer. J'y ai connu un être humain. Possible que je devienne adulte. »

Ce texte, qui nous fait découvrir la voix unique d'une jeune fille invitée à la danse par la mort, a été publié pour la première fois au printemps de l'année 1968. Sans doute, en raison de la joyeuse pagaille qui régnait en France à l'époque, il ne reçut pas l'accueil mérité. Ana Novac elle-même pensait que son livre cornait, pour mieux le fermer, un des plus lugubres chapitres de l'histoire de l'humanité. Comme un témoignage des Balkans et le Somalie, la réurgence du racisme sur les ruines de l'empire du froid ébranlé et les propos de ceux qui nient l'extermination du judaïsme européen, il n'en est rien. Ce chapitre reste toujours ouvert, presque un demi-siècle après.

Edgar Reichmann

PHILIPPE BEAUSSANT

LULLY

ou le musicien du Soleil

Prix
Goncourt
de la
biographie

nrf

GALLIMARD (THIATRE) DES CHAMPS ELYSEES